

L'AFFICHAGE

et

L'ESTHÉTIQUE

De la loi du 29 juillet 1881 sur la Liberté de la Presse
au décret-loi du 30 octobre 1935 contre les abus de l'affichage

Premiers essais de réglementation

THÈSE

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 27 Mai 1940, à 14 heures

PAR

Gabrielle TROUILLARD

MEMBRES DU JURY :

PRÉSIDENT : M. ACHILLE MESTRE, *Professeur*

SUPFRAGANTS { MM. LAFERRIÈRE, *Professeur*
SIBERT, *Professeur*

PARIS

LIBRAIRIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

3, RUE SOUFFLOT, PARIS (V^e)

1940

L'AFFICHAGE

et

L'ESTHETIQUE

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

L'AFFICHAGE

et

L'ESTHÉTIQUE

De la loi du 29 juillet 1881 sur la Liberté de la Presse
au décret-loi du 30 octobre 1935 contre les abus de l'affichage

Premiers essais de réglementation

THÈSE

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 27 Mai 1940, à 14 heures

PAR

Gabrielle TROUILLARD

MEMBRES DU JURY :

[PRÉSIDENT : M. ACHILLE MESTRE, *Professeur*
SUFFRAGANTS { MM. LAFERRIÈRE, *Professeur*
SIBERT, *Professeur*

PARIS

LIBRAIRIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

3, RUE SOUFFLOT, PARIS (V°)

1940



Aux Préfets

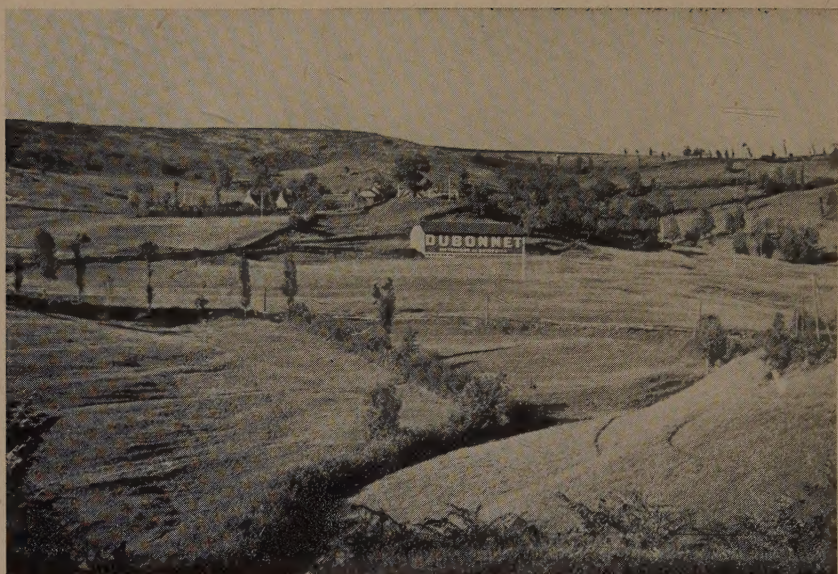
Aux Commissions Départementales des Sites

A leurs Sections permanentes

A la Commission du Vieux Paris

A la Société pour la Protection des Paysages

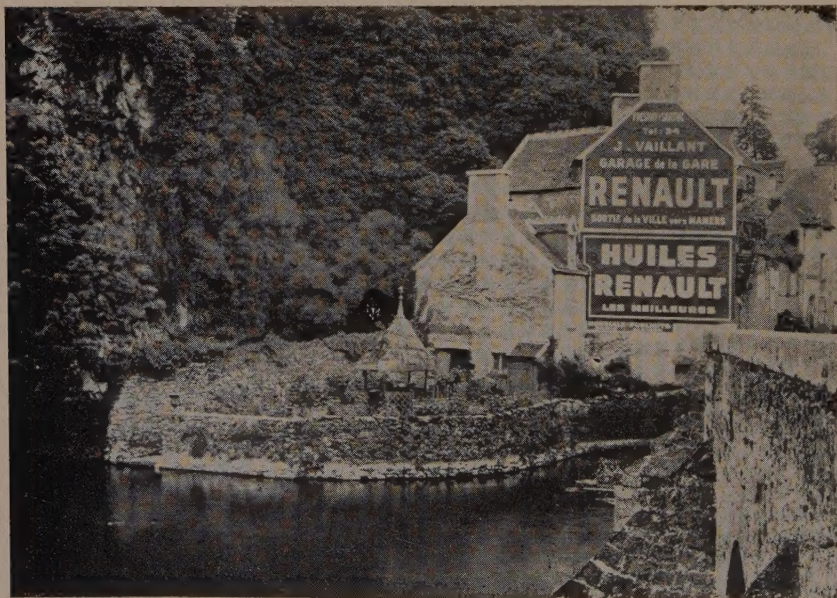
Au Touring Club



(Visa 88.672)

Cliché M. Fleys. Arch. T. C. F.

« C'est un fin paysage de France... dont la douce harmonie est tout à coup rompue par un panneau-réclame ».



(Visa 88.673)

Cliché Masson. Arch. T. C. F.

« L'affichage, lèpre des routes, lèpre des villes, en dévore lentement la beauté ».

INTRODUCTION

C'est un fin paysage de France, ordinaire, aux lignes pures dont la douce harmonie est tout à coup rompue par un panneau réclame.

L'affichage, lèpre des routes, lèpre des villes, en dévore lentement la beauté.

Pourquoi le droit doit-il intervenir ?

L'intérêt particulier l'emportera toujours sur l'intérêt général : c'est humain ; il faut donc que le droit fasse triompher l'intérêt général de l'esthétique, sur l'intérêt particulier de la propriété.

Combien de personnes en effet ont trouvé dans la location de leurs murs, de leurs façades, de leurs clôtures, voire même de leurs champs, une augmentation facile de revenus, en retour d'une gêne minime. C'est cet intérêt pécuniaire qui paraît, en fait, le seul obstacle.

Or, l'article 544 du Code Civil prend soin de déclarer que le droit de propriété est un droit absolu pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois et les règlements. En quoi un règlement venant fixer les conditions dans lesquelles l'affiche-réclame pourra être apposée est-il plus exorbitant que les nombreuses lois et arrêtés de police limitant la hauteur des maisons, enjoignant aux propriétaires de ravalier leurs immeubles tous les dix ans, etc... ?

D'autre part, on tend de plus en plus à modifier l'idée du droit de propriété ; il semble bien qu'un propriétaire outre-passe son droit chaque fois qu'il se heurte à un intérêt supérieur en jeu.

Ceci admis, le problème n'est pas résolu, l'esthétique et l'intérêt du propriétaire ne sont pas les seuls en cause.

L'affichage est le complément du commerce, la publicité est nécessaire à la vie moderne.

C'est un stimulant de la production : en recrutant pour l'industrie et le commerce des clients nouveaux, la publicité leur ouvre des débouchés, elle fait naître et développe des milliers d'affaires, elle fournit du travail à une foule considérable d'ouvriers et d'employés. C'est donc un puissant excitant de la vie économique.

Oui, mais...

L'affichage est peut-être la forme la plus tyrannique de la publicité, c'est elle qui attente le plus à la liberté de l'individu. On peut fermer le poste de radio qui diffuse ses réclames ; on peut regarder distraitemment la feuille publicitaire d'un journal ; mais à moins de marcher les yeux fermés, la vue des affiches s'impose à vous et vous obsède.

Car la publicité est puissante ; elle possède une méthode scientifiquement établie.

D'après ses spécialistes, la psychologie doit être à la base de toute action publicitaire, et la méthode prévue peut revêtir deux formes :

La première, la suggestion brutale, tend à imposer un nom ou une marque répétée à satiété au point de créer en chacun de nous une sorte de vertige et d'incliner irrésistiblement l'esprit vers les quelques syllabes dont on sera si fortement imprégné qu'elles viendront tout naturellement aux lèvres.

La seconde, plus nuancée, plus évoluée, se résume dans la connaissance des réactions de notre inconscient ; car c'est l'inconscient qui joue ici le rôle essentiel.

Les docteurs Allendy et Laforgue ont étudié, dans leurs travaux psychanalytiques, les réactions s'attachant communément à telle figure géométrique, ou à tel chiffre, sans signification aucune pour le conscient ; le 6 géant, dont Citroën a imposé la vision lumineuse aux Parisiens, sur la Tour Eiffel, pendant des mois, n'aurait pu se voir attribuer une pareille vedette, s'il n'avait pas mystérieusement symbolisé la force et la puissance.

Ainsi l'homme n'est plus qu'un mécanisme dont il faut étudier les rouages compliqués pour arriver à déclencher automatiquement une image, un acte ; l'homme n'est plus qu'une sorte de « robot », variante de l'*homo economicus*...

Enfin et surtout, l'affichage nuit à l'esthétique, par ses dimensions, ses couleurs, son emplacement ; d'autant plus que le meilleur emplacement, le plus en vue, est, par là même, le plus dangereux.

Or, l'esthétique n'est pas un luxe, mais un besoin. Elle n'intéresse pas seulement quelques artistes ou critiques d'art ; elle a une portée autrement grande. Elle est éducative, elle élève l'homme.

Les beautés naturelles et artistiques sont le sourire d'un pays ; elles influent profondément sur la nation elle-même.

Une race habituée à vivre au contact de la beauté s'en imprègne, se l'assimile fortement, et cette beauté alors influera sur les moindres actes de sa vie et se traduira en belles pensées et en belles actions :

« En voyant chaque jour, écrit Platon dans sa *République*, les chefs-d'œuvre de peinture, de sculpture et d'architecture, les génies les moins disposés aux grâces, élevés parmi ces

ouvrages comme dans un air pur et sain, prendront le goût du beau, du décent, du délicat. Ils s'accoutumeront à saisir avec justesse ce qu'il y a de parfait ou de défectueux, dans les ouvrages de l'art et dans ceux de la nature, et cette heureuse rectitude de leur jugement deviendra une habitude de leur âme ».

Le cadre, extérieur comme intérieur, donne à la vie son harmonie. Et la beauté comme la religion est nécessaire à la vie.

Ce sera le rôle du droit de concilier l'affichage et l'esthétique, réalités opposées, mais nécessaires.

Et comme dans toute saine philosophie, l'esprit doit en définitive dominer la matière, l'esthétique besoin spirituel doit l'emporter sur l'affichage, besoin matériel.

Le Droit, facteur d'ordre, d'équilibre, de mesure, doit assurer le triomphe du Beau, la souriante harmonie des esprits et des choses.

Comment le Droit doit-il intervenir ?

C'est l'objet de ce travail.

Nous étudierons :

Au Titre I, « *La législation de l'affichage* » évoluant sans cesse au fur et à mesure du développement de la publicité et donnant par ses abus mêmes naissance au respect de l'esthétique.

Au Titre II, « *Paris et l'affichage* », en illustration de cette législation.

TITRE PREMIER

Législation de l'affichage

CHAPITRE PREMIER

LE PRINCIPE : LA LIBERTÉ DE L’AFFICHAGE

La loi du 29 juillet 1881

La loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, place la liberté de l’affichage dans le faisceau général des libertés garanties par l’Etat.

Le principe de la liberté de l’affichage ressort des deux ordres de dispositions : les unes abrogeant les anciennes dispositions en matière d’affichage (art. 68), les autres ne posant des règles que pour l’affichage administratif et l’affichage électoral (art. 15 et 16).

Les anciennes dispositions en matière d’affichage sont abrogées. Qu’étaient-elles donc ?

De vieux édits et ordonnances d’abord, qui réglementaient non certes l’affichage proprement dit, mais les enseignes qui, elles, existaient depuis longtemps.

Dès l’an 1300, les cabaretiers avaient adopté au-dessus de leurs portes un bouchon de paille, une couronne ou une pomme de pin, qui firent place, un demi-siècle plus tard à des enseignes plus volumineuses avec, déjà, une certaine recherche pour amuser, esbaudir et donner soif :

« *Ici de mets choisis l’agréable saveur*

« *Chatouille doucement le palais, et l’excite.*

« Tout corps exténué retrouve ici bien vite

« Sa force d'autrefois, sa vie et son ardeur ».

Ces enseignes devaient fatalement inspirer les poètes ; et des quantités considérables de rondeaux, après ceux de Villon, exaltèrent les spécialités des cabarets en renom :

« Sommes contraints de dîner soit à la Madeleine,

« A la grosse Ecrivoire ou à la Belle Hélène,

« A la Cage, au Cormier, à la Pomme de Pin

« Ou en quelque autre endroit où l'on vend du bon vin ».

Mais, ces enseignes n'eurent pas toutes le cachet artistique de celles qui ont trouvé asile dans nos musées, nombre d'entre elles ne furent que fer forgé et pierres taillées, façonnées grossièrement, et « offusquaient les rues » comme on disait alors.

C'est ainsi qu'intervint l'édit de décembre 1607 qui subordonnait l'installation d'enseignes à une autorisation préalable.

En 1669, une ordonnance de La Reynie prescrit la réduction des enseignes, leur assigne un modèle et des dimensions fixes :

« La réduction des enseignes à une même grandeur, hauteur et avance sur les rues, est à désirer pour la décoration de la ville et pour empêcher l'abus de plusieurs marchands et artisans qui attachent à leurs maisons les enseignes d'une grandeur excessive et qui, pour les mieux exposer en vue, les avancent à l'envy l'un de l'autre, quelquefois jusqu'au delà du ruisseau et au milieu des rues de sorte qu'avec les autres incommodités que le public en reçoit, ce désordre empêche que plusieurs quartiers soient éclairés pendant les nuits d'hiver ».

En 1761, une ordonnance du Bureau des Finances de la Généralité de Paris ordonne que les enseignes soient appli-

quées sur la face des murs ; les figures en relief formant massif et servant d’enseignes devront être supprimées ou réduites à une saillie de quatre pouces. C’était la condamnation des « potences » auxquelles se balançaient les emblèmes publicitaires de l’époque, et que l’on accusait moins, d’ailleurs, « d’offusquer les rues » que de compromettre la sécurité des passants.

Furent abrogés ensuite par la loi de 1881, les textes sur la presse qui se sont succédés, au cours des différents régimes du dix-neuvième siècle, pour restreindre ou supprimer, la plupart du temps, la liberté de la presse. Furent abrogées par là même les dispositions de ces textes relatives à l’affichage, lié au sort de la presse (affichage plus politique (1) que publicitaire dans les intentions des auteurs des lois et dans la réalité) dispositions qui permettaient notamment aux municipalités de prendre des règlements en la matière.

La loi du 29 juillet 1881 abroge les anciennes restrictions de l’affichage, celui-ci est donc libre.

Deuxième ordre de dispositions fondant implicitement la liberté de l’affichage : les articles 15 et 16 établissent des règles pour l’affichage administratif et pour l’affichage électoral, et à l’exception des restrictions qu’ils établissent, supposent ainsi la liberté de l’affichage.

Ces règles sont les suivantes :

En ce qui concerne l’affichage dit « administratif », c’est-à-dire l’affichage « des lois et autres actes de l’autorité publique » (art. 15) le maire désignera par arrêté les emplacements réservés à cet affichage, à l’exclusion de tout affi-

(1) Ainsi est abrogée l’interdiction portée par la loi du 10 décembre 1830, d’afficher aucun écrit « contenant des nouvelles politiques ou traitant d’objets politiques » (Cr. 25 août 1871. Bull. cr. N° 100 p. 181-5-26).

chage privé. En outre, les affiches des actes émanant de l'autorité, seront seules imprimées sur papier blanc.

Donc, deux petites restrictions seulement à la liberté de l'affichage : les affiches privées ne peuvent être ni apposées sur les emplacements réservés à l'affichage administratif, ni imprimées sur papier blanc.

Et « ceux qui auront enlevé, déchiré ou recouvert les affiches posées par l'Administration, seront passibles d'une amende » dit l'article 17.

Quant à l'affichage électoral, c'est-à-dire l'affichage de « professions de foi, circulaires et affiches électorales », il est interdit par l'article 16, sur les édifices du culte et sur les emplacements réservés à l'affichage administratif.

Signalons dès maintenant que, par dérogation à cet article 16, la loi du 20 mars 1914 et la loi du 2 avril 1932, stipulent que, pendant la durée de toutes les périodes électorales dans chaque commune, des panneaux spéciaux sont réservés par l'autorité municipale, pour l'apposition de l'affichage électoral.

L'affichage est donc libre en vertu de la loi du 29 juillet 1881 : « En établissant la liberté d'affichage » dit l'arrêt du Conseil d'Etat du 29 avril 1938 (Sieur de Maigret), et en abrogeant les dispositions antérieures qui permettent aux municipalités de prendre des règlements en la matière, la loi du 29 juillet 1881 a, en principe et sauf circonstances exceptionnelles justifiant leur intervention, notamment dans l'intérêt de l'ordre public, mis obstacle à ce que les maires règlementent par mesure de police, l'apposition des affiches » (1).

(1) Ainsi l'apposition des affiches ne peut être règlementée. Mais les saillies qu'elles peuvent faire sur la voie publique, peuvent être déterminées par un règlement de voirie pris par l'autorité investie

Il faut donc, quand on parle de l'affichage et de sa réglementation, ne pas perdre de vue qu'en principe, la publicité est libre et que l'autorité administrative ne peut apporter à cette liberté d'autres limitations que celles qui ont été prévues expressément par la loi et qui ne peuvent donner lieu qu'à une interprétation stricte.

Ce sont ces restrictions apportées plus tard par le législateur, à la liberté de l'affichage, que nous étudierons maintenant.

Il est à remarquer, que la loi du 29 juillet n'est pas une loi constitutionnelle, et que rien ne s'oppose, en droit, à ce qu'une loi ordinaire, non seulement puisse limiter, mais encore réduire, dans une large mesure, et même supprimer la liberté de l'affichage. En fait, cependant le principe sacrosaint de la liberté a gêné le législateur lorsqu'il est apparu nécessaire de réfréner les abus de cet affichage.

Certes, la liberté est une chose bien douce, mais encore faut-il savoir s'en servir et en être digne. La loi de 1881 a laissé l'affichage publicitaire encore balbutiant (et auquel sans doute les auteurs de la loi, préoccupés surtout de l'af-

des pouvoirs de police municipale, en vertu de ses pouvoirs généraux. Un règlement municipal peut même interdire toute saillie sur la façade de la voie publique, l'apposition de tableaux-réclames en saillie constituant une contravention (C. E. 6 juillet 1888. D. P. 89, 3.105 p. 239).

Le Préfet de Police peut interdire l'accès de rues et places publiques de la Ville de Paris aux voitures-annonces attelées qui ne servent qu'à des exhibitions d'affiches (C. E. 30 novembre 1900. D. P. 1901-3-53).

(1) C'est ainsi qu'a disparu le Pouvoir qu'une jurisprudence constante (notamment cr. 19 juillet 1862. D. P. 171-5-18, 7 février 1873. D. P. 73-194) reconnaissait à l'autorité municipale en vertu de son droit de police de réglementer la profession d'afficheur et de subordonner à son autorisation l'affiche de tout placard ou annonce ;

— est également illégal l'arrêté d'un préfet interdisant dans son département l'affichage d'un écrit politique (Trib. civil St-Jean d'Angély, 16 décembre 1881. Sir. 1882, 291-67 ; Cr. 10 janvier 1885 D. P. 85-1-384).

fichage d’opinion ne songèrent guère, et c’est là peut-être leur erreur), se développer sans ordre, sans mesure.

L’affichage alors se crut tout permis et ne respecta plus rien. Et quand, à plusieurs reprises on s’aperçut qu’il serait peut-être souhaitable d’endiguer ses excès, il était déjà bien tard, et la tâche apparut ardue.

CHAPITRE II

ESSAIS DE LIMITATION

Les lois du 27 janvier 1902 et du 20 avril 1910 permirent l'interdiction de l'affichage dans certains lieux.

§ 1. — LA LOI DU 27 JANVIER 1902

La loi du 27 janvier 1902, par dérogation à l'article 16 de la loi du 29 juillet 1881, donne, à Paris, au Préfet de la Seine, et dans les départements aux maires et à leur défaut aux Préfets, le droit d'interdire l'affichage, même en temps d'élections, sur les édifices présentant un *caractère artistique*.

Ce texte, déclaré d'urgence, discuté et voté à la Chambre des Députés sur une proposition de M. Raoul Bompard, le 22 novembre 1901, puis au Sénat sur un rapport de M. Legrand, le 21 janvier 1902, fût inspiré, en son principe, par la considération des abus de l'affichage électoral :

« La faculté de placarder les affiches électorales sur tous les
« édifices publics autres que les édifices du culte, a donné
« lieu à des abus qu'on a pu, justement, qualifier de scan-
« daleux, à l'aide desquels sont déshonorés, non seulement
« les façades lisses des monuments et édifices, mais encore

« les reliefs, ornements et statues qui les décorent ou
« qui décorent les voies, promenades et places publiques.

« L’intérêt purement esthétique et artistique suffirait
« grandement à justifier l’interdiction de ces abus : il faut
« cependant ajouter que la cessation de ces actes de vanda-
« lisme, en est exigée par le souci de la conservation des édi-
« fices et monuments » (Exposé des motifs).

L’intérêt esthétique se trouve invoqué pour la première fois à propos de l’affichage, plus spécialement il est vrai à propos de l’affichage électoral, mais il résulte des travaux préparatoires que le texte vise tous les autres affichages par surcroît.

Ce qui nécessite quelques précisions quant à la portée de ce texte :

Le droit d’interdire l’affichage, s’applique d’une façon générale à tout affichage, qu’il soit électoral ou non, en temps d’élection, ou en toute autre période.

Mais, bien que la loi ne spécifie pas qu’il s’agisse de monuments et édifices publics, ceux-là seuls, sont susceptibles d’être préservés ; puisque, d’une part, le texte se réfère à l’article 16 de la loi du 29 juillet 1881 qui ne parle que des édifices publics, et que d’autre part, l’affichage n’est permis sur les propriétés privées qu’avec le consentement des propriétaires, qui peuvent toujours enlever les affiches indûment imposées.

Le texte s’applique donc à tous les édifices publics même non classés, pourvu qu’ils présentent un caractère artistique.

Bien entendu, le droit d’interdire l’affichage sur la totalité d’un monument, comporte « a fortiori » le droit de l’interdire sur une partie seulement de ce monument, s’il apparaissait que sur les autres parties, l’affichage ne présente vraiment pas d’inconvénient.

Ce droit appartient donc aux maires et « à leur défaut aux préfets ».

Lors de la discussion du texte, on avait pensé qu’il aurait peut-être été bon de préciser par le texte même, que le préfet ne pourrait agir qu’après avoir requis le maire, conformément à l’article 85 de la loi municipale du 5 avril 1884. Cette précision ne parut pas indispensable ; les mots « à leur défaut » impliquant suffisamment par eux-mêmes, que les préfets n’auraient à intervenir qu’après s’être assurés administrativement que les maires ne croyaient pas devoir user du droit qui leur appartient.

Premier et timide essai de limitation de l’affichage, le texte de 1902, malgré sa bonne volonté évidente, s’est montré en pratique, *incomplet et insuffisant* : il ne protège que les monuments, et encore, les seuls monuments publics, sans se préoccuper des sites ; en outre, l’interdiction de l’affichage est laissée à l’entière appréciation des autorités locales. Enfin, il ne prévoit que des peines relevant de la simple police (5 à 15 francs d’amende).

Le texte qui a suivi a comblé en partie ces lacunes, mais si la loi du 27 janvier 1902, utilisée seule, en tant que loi unique, est grandement insuffisante, elle peut cependant rendre des services appréciables dans la lutte contre l’affichage, en tant que loi de complément.

C’est pourquoi le décret-loi du 30 octobre 1935 qui constitue actuellement le texte fondamental en matière d’affichage, reproduit exactement dans son article 1^{er} les dispositions de ladite loi. Si bien que la loi n’existe plus en tant que loi de 1902, mais ses dispositions reprises par le décret-loi du 30 octobre 1935 sont donc toujours applicables.

§ 2. — LA LOI DU 20 AVRIL 1910

La loi du 20 avril 1910 interdit l’affichage sur les monuments historiques classés, ainsi que sur les monuments naturels et dans les sites de caractère artistique également classés.

Elle permet en outre d’interdire l’affichage dans un périmètre déterminé autour de ces monuments et de ces sites, par arrêté préfectoral, sur avis conforme de la Commission des Sites.

Ce texte fut voté sur la proposition de M. Charles Beauquier, à cette époque président de la Société pour la Protection des Paysages de France, et dans un remarquable exposé des motifs — qui paraît avoir été écrit hier tant il est encore d’une vivante actualité — il démontra la nécessité pour le législateur d’intervenir afin de combattre les abus de l’affichage, avant qu’il ne soit trop tard :

« Dans l’essor rapide de la civilisation, développant tous les jours de plus en plus le commerce et l’industrie, un fait nouveau a surgi et s’est imposé avec une intensité remarquable : c’est le besoin de la réclame sous toutes ses formes, et la nécessité, pour le commerçant ou l’industriel qui veut réussir, d’employer tous les moyens pour arriver à être connu. Parmi ceux-ci, vient en première ligne l’affiche-réclame qui se plaît à revêtir nos murs et nos campagnes d’un immense habit d’arlequin.

« Malheureusement, tout en poursuivant son but légitime, elle n’a point laissé que d’entraîner de graves abus. Dans le désir de s’établir plus particulièrement aux endroits qui attirent l’œil, la publicité a entrepris de spéculer sur la beauté du pays. De là, cette savante succession d’écrans masquant les plus ravissants paysages.

« Devant un tel envahissement de l’affichage-réclame, un

« peu partout les touristes ont fui ; les méfaits sont plus frap-
« pants encore sur la Côte d’Azur, et ce, pour le plus grand
« dommage des industriels locaux ; car on ne saurait se le
« dissimuler, tout ce qui touche aujourd’hui au tourisme
« tend à prendre une place prépondérante, et c’est aller à
« l’encontre des intérêts de ces régions privilégiées que d’en
« détourner ce flot de touristes, qui laisse toujours un peu
« d’or sur son passage (1).

« Et d’un point de vue élevé, on peut dire qu’il y a là
« une atteinte portée à notre trésor national, à ce patri-
« moine dont la valeur nous apparaît toujours plus grande,
« comme étant la source profonde du patriotisme, de l’art,
« de la culture morale et intellectuelle...

« De nombreuses sociétés, notamment la Société pour la
« Protection des Paysages de France, se sont préoccupées
« de la question et ont enregistré des symptômes de ce pre-
« mier malaise qui ne peut que s’aggraver » (2).

Le caractère spécifique de la loi du 20 avril 1910 est son *caractère de prohibition* : il n’est question dans son texte que « d’interdire » l’affichage, elle ne peut donc servir de base à une réglementation proprement dite de la publicité, celle-ci peut donc être libre ou interdite, mais ne peut être astreinte à suivre des règles fixant ses dimensions, couleurs, emplacements, etc...

La loi de 1910 crée une obligation et une faculté :

Une *obligation* d’abord : l’affichage est interdit par la loi elle-même, sans qu’il soit besoin de l’intervention d’une

(1) Ce n’est plus tout-à-fait exact aujourd’hui pour les touristes français ; mais c’est encore vrai pour les étrangers, par le jeu de la balance des comptes.

(2) Il faut également ajouter le Touring Club et la Commission du Vieux Paris.

autorité administrative quelconque (art. 1, alinéa 1), sur les immeubles et monuments historiques classés, en vertu de la loi du 30 mars 1887 qui institue le classement « des immeubles par nature ou par destination dont la conservation peut avoir au point de vue de l'Histoire ou de l'Art un intérêt national », classement qui place ces monuments sous la protection de l'Administration des Beaux-Arts. Il est également interdit sur les monuments naturels et dans les sites de caractère artistique, classés, en vertu de la loi du 21 avril 1906, établissant et organisant leur classement.

La loi de 1910 est donc le complément indispensable de ces lois de 1887 et 1906 qui, permettant de maculer d'affiches les monuments classés, en rendaient la protection illusoire.

Désormais, en vertu de la loi du 27 janvier 1910, tous les *monuments et sites déjà classés* sont à l'abri de tout affichage ; et par le fait même de l'arrêté du ministre des Beaux-Arts classant un nouveau site ou monument, la prohibition de tout affichage vient s'ajouter aux effets ordinaires du classement prévus par les lois du 30 mars 1887 et du 21 avril 1906.

La *faculté* créée ensuite par la loi de 1910 est celle-ci :

L'affichage peut être interdit par arrêté préfectoral sur avis conforme de la Commission des Sites et Monuments naturels, dans un *périmètre* déterminé pour chaque cas particulier, entourant lesdits monuments et sites classés (art. 1, alinéa 2).

Possibilité intéressante, complément de la disposition précédente : car « l'œuvre que tous admirent qu'elle soit due « à la nature ou à la main des hommes, doit être protégée « non point seulement en elle-même, mais en tout ce qui

« l'entoure, comme le joyau que l'écrin met en valeur » (1) (exposé des motifs).

La Commission des Sites et Monuments naturels, dont l'avis est ainsi requis, est une création de la loi précitée du 21 avril 1906.

C'est une Commission départementale groupant autour du Préfet Président : l'ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, l'agent-voyer en chef, le chef du service des Eaux et Forêts, deux Conseillers généraux élus par leurs collègues, enfin cinq membres choisis par le Conseil général parmi les notabilités des Sciences, des Arts et de la Littérature du département. Dresser en vue du classement la liste des propriétés dont la conservation présente un aspect artistique ou pittoresque, telle était la tâche assignée à cette Commission par la loi du 21 avril 1906. Désormais, elle devra en outre donner son avis sur la fixation et la détermination exacte de périmètres d'interdiction autour des monuments et sites classés (2).

Toute infraction à ces deux ordres de dispositions est punie d'une amende de 25 à 1.000 francs (article 2), amende

(1) Comme le remarque très justement le commissaire du gouvernement Rivet, le site est portion d'un ensemble, d'un cadre : « Une œuvre naturelle ne peut être isolée du cadre qui l'entoure, et plus encore que l'œuvre de l'artiste, elle s'accommode difficilement de certaines proximités » (Cons. d'Etat 24 mars 1922).

(2) « En vertu des dispositions de l'article 1, alinéa 2, de la loi du 20 avril 1910 interdisant l'affichage autour des immeubles, monuments et sites classés et en raison des termes employés, et notamment des mots « dans chaque cas particulier », le périmètre de protection est, en principe, fixé pour chacun des monuments ou pour un ensemble de monuments classés dont la perspective est à sauvegarder ». Ainsi s'exprime l'arrêt du Conseil d'Etat du 18 février 1927 (Gaz. Pal. 1927, 1, 441-Sirey 1927, 3, 35-Dalloz 1927 3, 37) « Doit donc être annulé l'arrêté préfectoral donnant le tracé d'un périmètre unique et établi en vue de protéger non seulement les monuments classés compris dans ce périmètre, mais aussi les sites et monuments non classés ne formant pas un ensemble véritable avec les monuments classés ».

correctionnelle cette fois, ce qui est aussi un progrès sur la loi du 27 janvier 1902.

Mais il faut remarquer que l’affichage effectué dans le périmètre déterminé par l’arrêté préfectoral autour des monuments et sites visés en la loi du 20 avril 1910, constitue « une infraction instantanée et non successive (Cass. Crim. 23 décembre 1925. Gaz. Pal. 1926, 1, 296 — Sirey. 1927 1.199 Gaz. Trib. 2 février 1925). Et les faits d’affichage antérieurs à l’arrêté préfectoral prévu par cette loi, déterminant le périmètre dans lequel l’affichage sera interdit, ne peuvent donner lieu à l’application de la sanction pénale édictée par l’article 2 de ladite loi ».

Ce qui, évidemment, ne veut pas dire, ainsi qu’en a décidé le Conseil d’Etat (à propos d’un arrêté du Préfet du Calvados interdisant l’affichage dans le périmètre d’un site classé, (1) que l’on puisse se baser sur le fait qu’un arrêté était postérieur à la date de l’installation des panneaux-réclames pour annuler cet arrêté ; la loi du 20 avril 1910 édicte en effet une mesure de protection générale à laquelle on ne saurait opposer un droit acquis.

Ainsi, la loi du 20 avril 1910, en plus de l’interdiction de l’affichage édictée par elle sur les monuments et sites classés, mettait cependant entre les mains de l’Administration, des armes sérieuses. Malheureusement elle n’a *pas été suffisamment appliquée* : un certain nombre de préfets, soucieux de la sauvegarde des belles choses confiées à leur vigilance, usèrent de la faculté que leur octroyait la loi de 1910, notamment dans les départements de Meurthe-et-Moselle, Calvados, Finistère, Puy-de-Dôme, Pas-de-Calais, Oise, Savoie, Doubs, Cantal, Basses-Pyrénées, Isère.

(1) Périmètre qui s’étendait jusqu’à Trouville-Deauville, à 10 kilomètres du site classé, le Mont Joli.

Mais encore, il ne suffit pas qu’une loi ou un arrêté préfectoral prohibe l’affichage dans un endroit considéré, il faut aussi que ces interdictions soient effectivement « exécutées », ce qui ne se produit pas toujours.

Ainsi les remparts d’Angoulême classés ont été recouverts d’affiches. Un arrêté du Préfet de l’Isère avait interdit l’affichage dans un rayon de 100 mètres aux alentours de l’église Saint André le Bas à Vienne et malgré cet arrêté, sur un mur situé tout près de cette église, s’étaient de hideuses affiches (1).

La loi du 20 avril 1910 était donc incomplète :

Elle aurait pu d’abord être plus efficace si le texte originel proposé par M. Beauquier avait été adopté.

En effet, le texte de l’alinéa 2 de l’article 1, voté par la Chambre des députés, relatif aux périmètres d’interdiction d’affichage, édictait non la faculté, mais l’obligation. « Il (l’affichage) est également interdit autour des immeubles classés », l’arrêté préfectoral ne fixant que le périmètre exact. La Commission du Sénat a substitué la faculté à l’obligation. « Il peut être également interdit.. »

Puis la Chambre des députés avait adopté un article 2 ainsi conçu : « En dehors des cas prévus par l’article 1, le Préfet pourra sur avis conforme de la Commission des Sites prendre un arrêté interdisant l’affichage, toutes les fois que l’exigeront la beauté et la conservation des édifices, monuments naturels, sites et paysages *non classés* ».

M. Beauquier, dans l’exposé des motifs de sa proposition à la Chambre des députés, justifiait, avec raison, cette disposition par le fait, que « les sites et monuments classés

(1) Cas d’inapplication signalé par la Revue du Touring Club de France du mois de mars 1934.

sont l'exception, et qu'en dehors d'eux, il peut y avoir grand intérêt à sauvegarder une perspective, un paysage remarquable » d'autant plus que le classement organisé par la loi du 21 avril 1906 demandait un temps assez long et nécessitait l'adhésion du propriétaire ou à défaut, une procédure d'expropriation. La Commission du Sénat supprima cet article « les dispositions de cet article, lit-on dans le rapport de M. Maurice Faure au Sénat, même avec la garantie de l'avis préalable de la Commission départementale des sites, paraissent devoir laisser une trop large place à l'arbitraire préfectoral et pourraient, en certaines circonstances, permettre de porter atteinte à la liberté de l'affichage telle qu'elle est réglée par la loi du 29 juillet 1881 »...

De plus, telle qu'elle fut adoptée, la loi de 1910 s'avéra à d'autres titres à la fois *insuffisante* et *excessive* :

Insuffisante, parce que tout ce qui est interdit comme affiches reste permis comme enseignes, apposées sur le local dans lequel le commerce est exercé (et astreintes aux seules dispositions des règlements de voiries pris par l'autorité administrative réglementant leur saillie sur la voie publique). Or, les enseignes sont aussi dangereuses pour l'esthétique ; ce qui rend la mesure de la loi de 1910 en partie inopérante.

Telle est la jurisprudence du Conseil d'Etat qui, dans un arrêté du 3 juin 1938 (Société des Usines Renault et autres, annulant deux articles d'un arrêté du Préfet de la Seine du 1^{er} février 1934 interdisant les enseignes lumineuses dans le périmètre de l'Arc de Triomphe de l'Etoile), déclarait : « la loi du 20 avril 1910 permet seulement au Préfet d'interdire l'affichage dans un certain périmètre autour des monuments classés et ne fait pas mention des enseignes ; les dispositions de ladite loi ne lui donnent pas le pouvoir de prohiber toutes les enseignes, mais seulement celles d'entre elles qui présen-

teraient le caractère d'affiches » (c'est-à-dire celles qui seraient apposées sur tout autre endroit que le local commercial auxquelles elles sont relatives).

Excessive enfin : parce que si la loi de 1910 donne bien « la faculté de prohiber soit quelques-uns, soit l'ensemble des procédés par lesquels l'affichage peut être réalisé » (arrêt du Conseil d'Etat précité du 3 juin 1938), elle ne permet pas de demi-mesure : c'est la liberté absolue ou l'interdiction, alors que souvent, une réglementation des conditions dans lesquelles devrait s'effectuer l'affichage aurait été ou nécessaire, ou suffisante...

Seul le décret-loi du 30 octobre 1935 devait permettre la réglementation de l'affichage et la réglementation de l'enseigne.

Quoi qu'il en soit, la loi du 20 avril 1910 avait tout de même rendu service à l'esthétique. C'est pourquoi le décret-loi précité reprend dans son article 2 les dispositions de la loi de 1910 (alinéa 1 de l'art. 1)

Ainsi, la loi du 20 avril 1910 est abrogée, comme la loi du 27 janvier 1902, mais dans une moindre mesure ; une partie de ses dispositions contenues dans le décret-loi du 30 octobre 1935 sont donc toujours applicables. (1)

Mais avant d'en arriver là, la lutte contre l'affichage devait connaître bien d'autres vicissitudes...

(1) Quant aux arrêtés préfectoraux pris en application de la loi du 20 avril 1910, ils sont encore applicables, tant qu'ils n'ont pas été abrogés par de nouveaux arrêtés pris en application du décret-loi du 30 octobre ; et le décret du 8 octobre 1936 et la circulaire ministérielle du 11 octobre 1936 prévoient même leur centralisation dans un recueil spécial à la Préfecture (chapitre IV, § 2).

CHAPITRE III

NOUVEAU PROCÉDÉ DE LIMITATION LES TAXES FISCALES PROHIBITIVES EN DEHORS DES AGGLOMÉRATIONS

Lois des 12 juillet 1912, 30 juin 1923 et 29 avril 1926

La loi du 20 avril 1910 avait laissé en dehors de son champ d'application les sites non classés. Les conséquences ne se firent pas attendre : le long des routes et des chemins de France, les panneaux s'alignaient plus nombreux que les arbres....

Et devant la Chambre des députés entendant à nouveau l'acte d'accusation de l'affichage, M. Klotz, ministre des Finances, pouvait s'exprimer ainsi : « L'emploi des panneaux-
« réclame apposés dans les sites les plus pittoresques a pris
« une telle extension que de tous côtés des protestations légi-
« times s'élèvent contre ce mode de publicité.

« L'opinion est unanime à réclamer des mesures de nature
« à mettre un terme aux abus d'un affichage qui nuit aux
« plus admirables perspectives et masque les plus ravissants
« paysages. Ces protestations sont justifiées ; il est inadmis-

« sible que, par une succession d’écrans savamment disposés
 « pour forcer le regard, les entrepreneurs de publicité arri-
 « vent à empêcher les promeneurs de jouir de la beauté des
 « sites ; or, la beauté des paysages fait partie du patrimoine
 « national ; le gouvernement a pensé qu’il avait le devoir de
 « le défendre et il recherche les voies et moyens permettant
 « d’arriver d’urgence, sinon peut-être à la suppression com-
 « plète, du moins à la limitation rigoureuse de cet affichage
 « extensif qui deshonore les plus remarquables points de
 « vue... Il a paru qu’on pourrait arriver à un résultat im-
 « médiat en frappant les affiches dont il s’agit d’une taxe
 « qui aurait, en quelque sorte, un caractère *prohibitif*, et
 « comme les affiches nuisent d’autant plus à la beauté des
 « paysages qu’elles ont une surface plus considérable, cette
 « taxe a semblé devoir être progressive ».

C’est ainsi qu’intervint la loi du 12 juillet 1912 « loi portant création d’une taxe spéciale de timbre sur les affiches dites panneaux-réclames ».

La nouvelle loi crée donc une taxe spéciale (1) annuelle de timbre sur les affiches dites panneaux-réclames, affiches-écrans ou affiches sur portatif spécial, c’est-à-dire « les affiches de toute nature imprimées, peintes ou constituées au moyen de tout autre procédé, *apposées sur toute partie d’un immeuble bâti ou non, autre qu’un mur de maison ou de*

(1) Il existe d’autres lois édictant des taxes applicables aux affiches, mais qui sont exclusivement fiscales ; elles taxent les affiches comme n’importe quelle matière imposable ; elles ne sont pas destinées, comme la loi du 12 juillet 1912 et les textes qui l’ont modifiée, à lutter contre l’affichage ; lois purement fiscales taxant l’affichage : loi du 8 juillet 1852, loi de finance du 26 décembre 1890, décret du 18 février 1891, pour toute affiche ; loi du 8 avril 1910 et décret du 8 février 1911, loi du 13 juillet 1926 et une partie de la loi du 29 avril 1926, pour les affiches lumineuses, et la loi du 25 juin 1920 ; toutes lois ne s’appliquant pas aux panneaux-réclames soumis à la taxe spéciale ci-dessus.

clôture, et au-delà d'un périmètre de 100 mètres autour de toute agglomération de maisons ou de bâtiments » (art. 1). Ce sont d'une manière plus générale les affiches qui sont apposées dans les campagnes, et constituent pour les annonceurs la publicité routière

La taxe est fixée d'après un *tarif progressif* tenant compte, à la fois, de la superficie des panneaux-réclames et du nombre des annonces qui y sont contenues.

Le tarif élevé, puisqu'il voulait être prohibitif, tel qu'il fut fixé par la loi du 12 juillet 1912, était le suivant : 50 frs par mètre carré pour les affiches d'une dimension comprise entre 6 et 10 mètres carrés ; 200 frs par mètre carré pour les affiches d'une dimension comprise entre 10 et 20 mètres carrés ; 400 frs par mètre carré pour les affiches d'une dimension supérieure à 20 mètres carrés (dimension que présentent souvent, lorsqu'elles ne la dépassent pas, les affiches apposées dans les campagnes).

En outre, les tarifs sont doublés si l'affiche contient, groupées ou non, deux annonces, etc.... et pour la liquidation du droit, toute fraction du mètre carré est comptée pour un mètre carré, et la taxe est due pour l'année entière sans fraction (art. 2).

Ce tarif fut porté au double par la loi du 30 juin 1923 ; des années, et des années de guerre s'étaient écoulées, et cette augmentation de tarif, eu égard aux nouvelles conditions économiques, plus nominale que réelle, ne paraissait même pas, semble-t-il, équivaloir les tarifs de 1912.

Aussi le nouveau tarif de 1923 fut-il quintuplé par la loi du 29 avril 1926, constituant ainsi une augmentation réelle de tarif (soit une augmentation de 50 %, le nouveau tarif est égal en francs Poincaré à 10 fois le tarif ancien en francs or).

Enfin, l'article 4 du décret du 28 mai 1938 en porta le tarif à : 648 francs par mètre carré pour les panneaux de moins de 6 mètres ; 1.296 francs par mètre carré pour les panneaux de 10 à 20 mètres ; 5.184 francs par mètre carré pour les panneaux de plus de 20 mètres. Ce qui constitue sur le tarif de 1926 par mètre carré et pour la première catégorie d'affiches (1) une augmentation de 148 frs (« plus dévalués » qu'en 1926).

Comment la taxe ainsi établie est-elle perçue ?

Elle est due par toute personne qui veut établir des affiches dites panneaux-réclames (décret du 22 août 1912 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 12 juillet 1912) c'est-à-dire celle dans l'intérêt de qui l'affiche est apposée (le commerçant qui fait connaître son produit dans le cas le plus simple) ou l'entrepreneur d'affichage, et solidairement par le propriétaire de l'immeuble sur lequel est apposée l'affiche. Une déclaration est déposée au bureau de l'Enregistrement.

La taxe est perçue, *préalablement* à toute apposition de panneaux-réclames : aussi toute affiche devra porter dans la partie inférieure gauche, l'indication en caractères suffisamment apparents, de la date et du numéro de la quittance de la taxe ; et toute personne chargée d'établir l'affiche, est tenue pendant l'exécution des travaux, de présenter l'exemplaire de la déclaration (ou un duplicata) à tous les agents

(1) Tableau des différentes modifications de tarifs :
(francs or :) (francs de plus en plus dévalués :)

1912	1923	1926	1938		
50 fr.	100 fr.	500 fr.	648	par m ²	pour les panneaux de 6 m ²
100 fr.	200 fr.	1000 fr.	1296	«	« 6 à 10 »
200 fr.	400 fr.	2000 fr.	2592	«	« 10 à 20 »
400 fr.	800 fr.	4000 fr.	5184	«	« plus de 20 »

chargés de constater les contraventions, qui auront le droit de pénétrer sur le terrain où les affiches seront apposées (art. 6 de la loi), et il est accordé à titre d’indemnité à ces gendarmes, gardes-champêtres et agents de la force publique qui auront constaté les contraventions, un quart des amendes payées (art. 7 du R. A. P.) (1).

Le défaut de timbre est passible d’un droit en sus égal à la taxe annuelle — et qui ne peut être inférieur à 500 francs — et les droits et amendes sont dus solidairement par les auteurs des affiches et les propriétaires des immeubles où elles sont apposées.

Ainsi, les propriétaires, tirant profit de l’affichage, sont associés aux mesures nouvelles. Dans le même but, les propriétaires de terrains cultivés ou non, en dehors des agglomérations où sont apposés des panneaux-réclames, supporteront un supplément d’impôt foncier afférent au revenu provenant de l’affichage (2).

Et c’est donc l’Administration des Finances et non celle des Beaux-Arts qui doit veiller à l’exécution de ces prescriptions.

Telle est l’organisation de la taxe fiscale prohibitive ainsi prévue sur les panneaux-réclames apposés en dehors des agglomérations.

(1) Ces mesures de contrôle sont communes à tous les textes qui établissent et modifient des taxes fiscales applicables aux affiches en général ; ainsi, on les trouve dans le décret du 18 février 1891 portant règlement d’administration publique pour l’exécution de la loi du 26 décembre 1890

(2) L’article 1 de la loi du 29 décembre 1884 (S 1885 p. 747) prescrit que les terrains non cultivés, employés à un usage commercial ou industriel seront cotisés :

1° pour leur superficie, sur le même pied que les terrains environnants et

2° d’après leur valeur locative, déterminée à raison de l’usage auquel ils sont affectés, déduction faite de l’estimation donnée à leur superficie.

En dehors des agglomérations seulement, voilà justement ce que l’on peut reprocher à la taxe nouvelle ; la Commission de la Chambre des Députés l’avait bien vu, lors de la discussion du projet de loi qui devait devenir la loi du 12 juillet 1912, et voulait étendre la portée du texte. « Il lui a paru en « effet, déclarait M. Chéron, rapporteur à la Chambre des « députés, qu’on ne devait pas se borner à frapper les affi- « ches et panneaux établis ailleurs que sur un mur de mai- « son ou de clôture, et au delà d’un périmètre de 100 mètres « autour de l’agglomération, mais qu’il fallait, à l’intérieur « même de ce périmètre, aussi bien qu’au delà, frapper les « affiches ou panneaux placés au-dessus des murs des mai- « sons et au-dessus des toits.

« On n’a pas le droit de cacher les monuments d’une *ville* « plus que les sites eux-mêmes. Mais le Gouvernement ayant « annoncé qu’il préparait un projet distinct pour l’affichage « dans les villes... pour aujourd’hui, il ne s’agira que des « sites, mais la Commission est bien résolue à étendre cette « protection aux monuments et aux promenades de nos vil- « les ».

Mais le projet annoncé ne vit jamais le jour.

Quoi qu’il en soit, frapper les panneaux-réclames d’une taxe qui serait si forte que les afficheurs préféreraient le plus souvent les supprimer plutôt que d’acquitter la taxe, était, certes, une idée intéressante, ingénieuse même, et digne d’un financier. Mais les firmes de publicité surent, elles aussi, se montrer ingénieuses, et les taxes prévues, au lieu d’être prohibitives, furent le plus souvent *inopérantes* :

D’abord parce que l’imagination des entreprises de publicité trouvait à s’employer en cherchant à donner au mot « maison » un sens très général, puisque les panneaux établis sur des maisons n’étaient pas soumis à la taxe. Ainsi, elles

faisaient construire le long des routes des maisonnettes à trois pans avec l'intention de les faire considérer comme des maisons d'habitation et d'échapper ainsi aux nouvelles taxes frappant l'affichage en campagne.

De fait, il arriva que l'Administration de l'Enregistrement, se heurtant au refus de paiement des droits nouveaux, attaquait en justice les propriétaires des panneaux-réclames ; un jugement malheureux du Tribunal de Marseille la débouta de sa demande.

La loi menaçait, dans ces conditions, de rester lettre morte, incapable d'empêcher ces petits abris en bois porteurs de réclames bariolées d'envahir nos paysages.

Depuis, la Cour de Cassation, en rejetant le pourvoi formé contre cette décision par arrêt du 17 décembre 1935 (aff. Société Générale Immobilière et Hôtelière de France contre Enregistrement, G. P. 1936.1.238) a confirmé une telle manière de voir, restreignant la signification du terme « maison » aux seules constructions servant à l'habitation de l'homme et respectant, par là même, la volonté du législateur désireux de protéger les sites naturels contre les abus de l'affichage. La jurisprudence ainsi fixée garantissait pour l'avenir, sur ce point du moins, la stricte application de la loi.

Ensuite, la taxe établie par la loi du 12 juillet 1912 n'était applicable qu'« au delà d'un périmètre de 100 mètres autour de toute agglomération ». Ce qui permettait aux panneaux-réclames de s'établir en toute liberté, dans ce périmètre, aux abords directs des agglomérations. Aussi la loi du 29 avril 1926 (qui modifiait une deuxième fois le tarif de la taxe) combla cette lacune ; désormais la taxe s'appliquerait « quelle que soit la distance de l'agglomération ».

Mais encore, que fallait-il entendre exactement par le terme

« agglomération » ? (1). La loi ne l'ayant pas défini, ce fut une nouvelle source d'imprécision et de confusion. Il y eut désaccord à ce sujet entre les diverses administrations ; et pendant ce temps les panneaux-réclames ne manquaient pas de mettre ce doute à leur profit...

Enfin, le décret-loi du 30 octobre 1935 ayant expressément, dans son article 8, maintenu les taxes fiscales prohibitives (2), le décret d'administration publique du 8 octobre 1936 fixant les conditions d'application dudit décret-loi, mit fin à cette difficulté en donnant la *définition* de l'agglomération : « est considéré comme agglomération, au sens de l'article 8 du décret du 30 octobre 1935, tout groupe d'au moins dix maisons, bâtiments ou hangars, distants l'un de l'autre d'au moins 25 mètres, à l'exclusion de toute construction édifiée en vue de la publicité.

« Dans le cas où il existe des enclos entourant les maisons, bâtiments ou hangars, la distance de 25 mètres est calculée à partir des clôtures entourant ces enclos et en interdisant effectivement l'accès, sans que la distance totale séparant les maisons et bâtiments puisse être supérieure à 100 mètres. Les routes et chemins de grande communication, cours d'eau, étangs et voies ferrées n'entrent pas en ligne de compte dans le calcul de ces distances ».

Définition nette et précise, prévenant tous les pièges...

C'est alors que la taxe sur les panneaux-réclames, ainsi assurée, perfectionnée, allait pouvoir fonctionner efficacement, être enfin réellement prohibitive... Mais elle n'avait plus longtemps à vivre...

(1) La notion d'agglomération varie suivant la matière, ainsi pour l'application des textes constituant le Code de la Route, un arrêt de la Cour de Cassation décide que « toute section de route bordée de maisons constitue une agglomération ».

(2) Les lois de 1912, 1923, 1926 ont été codifiées sous les articles 158 à 162 du Code du timbre.

CHAPITRE IV

POSSIBILITÉ DE RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE DE L’AFFICHAGE ET CODIFICATION

Décret-loi du 30 octobre 1935

Passant à travers les mailles trop larges du réseau des textes, l’affichage accentuait ses ravages.

L’efficacité de son action sur les masses, l’utilisation toujours plus large de ses méthodes précipitaient ses progrès. Partout il étendait son domaine et accentuait son indiscrétion, sans goût et sans mesure :

« Affiches et panneaux-réclames foisonnent en ville et hors de ville, le long des voies ferrées et des routes, déployant leurs rectangles bariolés sur les murs et les haussant en plein champ, marquent trop souvent, semble-t-il, leur prédilection pour les lieux où leur présence constitue une gêne, un écran, voire un défi » (1).

Une législation générale, d’une utilisation facile et rapide, s’imposait ; ce fut l’objet du décret-loi du 30 octobre 1935, rédigé par les soins de l’Administration des Beaux-Arts, sous

(1) Préambule du décret-loi du 30 octobre 1935.

la direction de M. Maringer, président de section au Conseil d’Etat et vice-président du Touring-Club de France.

La loi du 8 juin 1935, autorisant le gouvernement Laval « à prendre toutes dispositions ayant force de loi pour lutter contre la spéculation et défendre le franc », c’est donc l’aspect fiscal de la question qui permit de faire passer ce texte dans un train de décrets-lois ; mais il n’en possède pas moins une portée très générale.

Après avoir vu quelques généralités, nous étudierons le fonctionnement, puis l’application de ce texte, qui devrait enfin permettre une lutte efficace contre l’affichage.

§ 1. — GÉNÉRALITÉS

On peut distinguer dans le décret-loi du 30 octobre 1935 deux ordres de dispositions (1) :

D’une part, celles qui *codifient* les dispositions utiles des textes antérieurs, ainsi que nous l’avons vu au fur et à mesure de l’étude de ces textes :

Par dérogation à l’article 16 de la loi du 29 juillet 1881, les maires et, à leur défaut, les préfets des départements, le Préfet de la Seine à Paris, pouvant interdire l’affichage, même et temps d’élections, sur les édifices et monuments ayant un caractère artistique (art. 1^{er}). Ce sont les dispositions exactes de la loi du 27 janvier 1902.

En outre, l’affichage est « interdit sur les immeubles et monuments classés ou inscrits sur l’inventaire supplémentaire par application de la loi du 31 décembre 1913, complétée par celle du 23 juillet 1927, et sur les monuments naturels ou dans les sites de caractère artistique, historique, scien-

(1) Texte du décret-loi du 30 octobre 1935 à l’appendice.

tifique et légendaire, ou pittoresques, classés par application de la loi du 2 mai 1930 » (art. 2.). Ce sont les dispositions de l'article 1^{er}, alinéa 1, de la loi du 20 avril 1910 (1), avec cette différence que de nouveaux textes sur le classement étant intervenus depuis, la référence à ces textes n'est plus la même et une nouvelle catégorie de monuments protégés, les monuments inscrits sur l'inventaire supplémentaire créé par la loi du 23 juillet 1927, pour préserver les édifices non classés mais intéressants (2).

Enfin, les taxes fiscales des panneaux-réclames prévues par les lois du 12 juillet 1912, 30 juin 1923 et 29 avril 1926 auxquelles le texte du décret-loi se réfère, sont expressément maintenues (art. 8) et même complétées par le R.A.P. du 6 octobre 1936 qui définit la notion d'agglomération.

D'autre part, des dispositions entièrement *nouvelles* qui confèrent aux préfets des pouvoirs très étendus, en vue de réprimer tous les abus de l'affichage.

Ce décret-loi donne en effet aux préfets le droit :

D'interdire et de réglementer l'installation de panneaux et de tous objets destinés à la publicité, ainsi que l'affichage dans tout ou en partie du territoire de chaque commune (article 3).

De réglementer les dimensions et le caractère des enseignes destinées à être apposées sur les immeubles de chaque commune (art. 5).

(1) L'alinéa de l'article 1 de la loi du 20 avril 1910, qui donne aux préfets le droit d'interdire l'affichage dans les périmètres de monuments classés, n'est pas reproduit par le décret-loi du 30 octobre, c'eût été inutile puisque le décret, ainsi que nous allons le voir, donne au préfet des pouvoirs bien plus étendus, allant jusqu'à l'interdiction totale de l'affichage sur tout le territoire de la commune.

(2) Nous donnerons quelques précisions au Chapitre VI.

L’interdiction et la réglementation ainsi prévues sont prononcées par arrêté préfectoral, rendu après avis du Conseil municipal, sur la proposition de la Section permanente de la Commission départementale des sites et des monuments naturels, à laquelle sont adjoints pour la circonstance deux représentants des entreprises de publicité (art. 4).

Si le préfet n’a pas statué dans le délai d’un mois à compter du jour où il a reçu communication de la délibération de la section permanente, le président de la section permanente transmet une expédition de la délibération au Ministre des Beaux-Arts qui statue par arrêté (art. 6).

Les infractions aux dispositions des articles 1^{er} (interdiction possible de l’affichage par arrêté municipal ou préfectoral sur les monuments artistiques), 2 (interdiction de l’affichage sur les monuments et sites classés) et 9 (relatif aux infractions causées par des affichages sur des « emplacements réservés » par les propriétaires d’immeubles) sont punies d’une amende de 50 à 1.000 francs, 50 à 5.000 francs en cas de récidive, donc amendes correctionnelles (art. 10, alinéa 1).

Quant aux infractions aux dispositions des arrêtés réglementaires pris en application de l’art. 4 du présent décret, elles sont punies conformément à l’article 471, § 15, du Code Pénal, qui prévoit une amende de 1 à 16 francs pour « les contraventions aux règlements légalement faits par l’autorité administrative » ; donc, amende de simple police seulement (art. 10, alinéa 2).

Mais l’article 11 du décret ajoute que ces peines (dans les deux cas d’infractions) seront appliquées sans préjudice de la lacération, de la saisie ou de la suppression immédiate des affiches interdites ou des panneaux ou objets interdits, ou non conformes aux prescriptions réglementaires, suppres-

sion réalisée soit aux frais des délinquants ou contrevenants, soit par leurs soins.

La simple lecture du nouveau texte révèle déjà l’énorme *progrès* qu’il constitue : il réalise les réformes souhaitées et la protection des villes et des sites contre l’affichage entre ainsi dans une phase nouvelle.

En effet :

C’est d’abord une *législation générale* et non plus éparse qui constitue un code de la lutte contre l’affichage.

Et, pour la première fois, le mot « *réglementation* » figure dans un texte sur l’affichage, permettant ainsi de réglementer, de déterminer les dimensions, les couleurs, les emplacements, etc..., des affiches. Ce n’est plus l’alternative, liberté ou prohibition, c’est désormais la mesure qui pourra s’introduire dans les dispositions réglementaires relatives à l’affichage.

La réglementation ou l’interdiction peut s’étendre à *l’ensemble du territoire de la commune*, aussi bien à l’extérieur qu’à l’intérieur des agglomérations, et non pas seulement dans les périmètres d’interdiction de la loi de 1910 ; ce qui donne aux préfets des possibilités illimitées.

Innovation encore, les *enseignes* pourront être enfin réglementées elles aussi ; mais seulement réglementées, et non interdites comme les affiches : l’enseigne faisant partie du fonds de commerce, un commerçant a toujours le droit d’apposer une enseigne sur les locaux dans lesquels il exerce un commerce ; mais cette enseigne pourra être astreinte à d’autres règles que celles par trop élémentaires des règlements de voirie sur les saillies.

Pour rendre son application plus rapide et plus facile, et éviter que les projets de réglementation élaborés par la section permanente ne soient, le cas échéant, retardés par

l’inertie ou l’opposition de l’Administration préfectorale, le *Ministre des Beaux-Arts* peut statuer lui-même, par l’entremise du président de ladite section permanente, si le préfet n’a pas statué dans le délai d’un mois après avoir reçu communication de la proposition de la section permanente.

Quant aux *sanctions*, si elles ne sont plus fortes que pour les dispositions contenues dans le décret lui-même, la lacération, la saisie ou la suppression des affiches interdites ou non conformes aux prescriptions réglementaires, constituent une sanction très efficace. Jusque là, les contraventions étant peu coûteuses et n’impliquant pas forcément l’enlèvement de l’affiche cause de l’infraction, on avait le plus souvent intérêt à commettre les contraventions, à se trouver constamment en état de contravention, plutôt que de se soumettre aux dispositions applicables et renoncer ainsi au bénéfice de l’affichage.

Enfin, le nouveau décret tient aussi compte des intérêts *des entreprises de publicité* dans la vie économique moderne, en tentant de les associer à l’élaboration de la réglementation de l’affichage. Constatant que souvent les Chambres syndicales de la publicité avaient été les premières à condamner les abus auxquels il s’agissait de remédier, il pose le principe de leur collaboration à la répression.

En effet, ces entreprises souhaitent qu’une réglementation, tenant compte de tous les intérêts en cause, intervienne et établisse nettement leurs droits et leurs devoirs; et surtout que, si l’une d’elles, par respect de l’esthétique, s’abstient d’occuper un emplacement « bien placé », elle soit assurée qu’un concurrent moins scrupuleux ne s’en emparera pas... (1). De cette chasse à l’emplacement, ce sont les paysages qui sont finalement les victimes.

(1) Cela ne fait-il pas penser un peu à ce qui se passe actuellement

Et puis, n'est-il pas de l'intérêt de l'affichage lui-même de ne pas être colossal et criard ?... En réduisant par exemple les espaces réservés à l'affichage et, du même coup, les dimensions des affiches, on pourrait alors revenir aux affiches qu'on se donne la peine de regarder, ainsi que l'a démontré l'exposition rétrospective de l'affiche, en été 1939. La publicité est nécessaire au commerce, mais dans l'intérêt même, bien compris, de ce commerce, « il faut » que ce soit non une publicité tyrannique, mais une publicité qui *invite* — et c'est différent — à acheter, une publicité qui traduise notre goût et notre esprit français.

Tels sont les progrès réalisés par le décret-loi du 30 octobre 1935. Comment pourra-t-il fonctionner ?

C'est ce que nous étudierons maintenant.

§ 2. — FONCTIONNEMENT

L'étude du fonctionnement du décret-loi du 30 octobre 1935 peut se diviser en deux questions principales :

Le mécanisme prévu et le contenu de la réglementation.

Le mécanisme prévu comprend normalement trois *organes* et exceptionnellement quatre organes :

La Section permanente de la Commission départementale des Sites et des Monuments naturels, à laquelle sont adjoints pour la circonstance deux représentants des entreprises de publicité, qui *propose* ;

Le Conseil Municipal, qui donne un *simple avis* ; son avis conforme n'est nullement requis ;

en Europe... toutes proportions gardées... et pour certaines nations... Le respect de l'esthétique, le respect du droit ne sont pas toujours comme le bon sens... — en admettant que le bon sens soit la chose la mieux partagée du monde !

Le Préfet, qui *statue* par arrêté ;

Enfin, à défaut de ce dernier, le Ministre des Beaux-Arts, qui *statue à sa place*.

Quelques précisions sur la Section permanente et ses deux « adjoints » extraordinaires.

Qu'est-ce d'abord que cette Section permanente ?

La loi du 2 mai 1930, organisant la protection des sites et monuments naturels de caractère artistique, scientifique, légendaire ou pittoresque, décide que la Commission départementale des sites et des monuments naturels de caractère artistique, prévue par la loi du 21 avril 1906 (et dont elle élargit singulièrement la composition), élira parmi ses membres (1) une section permanente : création justifiée par l'im-

(1) Outre le Préfet Président, la Commission départementale comprend :

Un représentant du Ministre des Beaux-Arts, vice-président ; l'Ingénieur en chef des Ponts et Chaussées ; l'Agent-Voyer en chef ; le Directeur des Domaines ; le Chef du Service des Domaines ; le Chef du Service des Eaux et Forêts ; l'Archiviste départemental ; l'Architecte départemental ; le Conservateur des antiquités du département ; deux Conseillers généraux, désignés par leurs collègues ou, le cas échéant, si la Commission se réunit avant leur élection par le Conseil général, à titre provisoire par le Président de la Commission départementale ; un délégué de chaque Chambre de Commerce ; un délégué de la Chambre d'Agriculture ; un délégué des industriels aménageant ou utilisant l'énergie hydraulique.

Ces trois derniers délégués représentent aussi les intérêts de la propriété et du commerce, suivant la même idée que celle qui fait collaborer deux représentants des entreprises de publicité à la réglementation de l'affichage.

Un délégué de chacune des Chambres d'industrie thermique et climatique existant dans le département ; quatre délégués des Associations de tourisme et Syndicats d'initiative ; quatre délégués des Sociétés littéraires, artistiques et scientifiques ; deux membres choisis par le Préfet parmi les personnalités littéraires, artistiques ou scientifiques. Leur mandat est d'ailleurs renouvelable. Les membres élus ou choisis sont élus pour 4 ans.

Cette Commission qui siège à la Préfecture a désormais des séances périodiques. Le Préfet doit la réunir deux fois par an ; il peut la réunir toutes les fois qu'il le juge utile ; le représentant du Ministre des Beaux-Arts ou trois des membres de la Commission peuvent demander sa convocation.

possibilité de réunir, assez souvent et utilement, une Commission très nombreuse.

La Section permanente, prévue par l'article 2 de la loi du 2 mai 1930 et organisée par le règlement d'administration publique du 27 juillet 1930, est présidée par le représentant du Ministre des Beaux-Arts. Elle est composée de huit membres parmi lesquels trois au maximum seront des membres de droit de la Commission. L'élection de ces membres a lieu au scrutin de liste à la majorité absolue, puis, au second tour, à la majorité relative. Le Préfet ou son représentant peut toujours être entendu par la Section permanente.

La Section se réunit au moins tous les trois mois à la Préfecture sur la convocation de son président. Le président, le Préfet ou trois de ses membres peuvent d'ailleurs demander sa convocation. Tout membre absent à quatre séances sans excuse légitime peut être déclaré démissionnaire et il peut être pourvu à son remplacement. Pour délibérer valablement, la présence de cinq membres suffit ; au cas où il y aurait partage des voix, celle du président est prépondérante. Le secrétaire de la Commission départementale est secrétaire de la Section permanente.

La Section permanente peut exercer les pouvoirs qui lui sont délégués par la Commission départementale. Elle a qualité, en cas d'urgence, pour se prononcer aux lieux et places de la Commission départementale (1).

Ici, l'initiative en matière de réglementation de l'affichage n'est pas un pouvoir délégué, mais un pouvoir important qui

(1) « Notamment en vue de proposer l'inscription sur la liste des monuments naturels et des sites, de prendre l'initiative du classement ou de donner un avis sur une proposition de classement, d'instruire une demande en classement, d'émettre un avis sur un projet de protection ou de procéder à l'enquête sur ce projet » (art. 17 du R.A.P. du 27 juillet 1930).

lui est *propre*, conféré à elle seule par le décret-loi du 30 octobre 1935, et non pas à la Commission départementale.

A la Section permanente sont donc adjoints deux représentants des entreprises de publicité. Les conditions de leur désignation ont été fixées par le décret du 8 octobre 1936 (règlement d'administration publique déterminant les détails d'application du décret-loi du 30 octobre 1935, J. O. du 11 octobre 1936). Ces deux représentants sont désignés dans chaque département par le président de la Chambre de Commerce, sur une liste de quatre membres dressée par les groupements syndicaux de l'affichage inscrits à la Préfecture (1). Toutes ces désignations ont dû être effectuées, la circulaire du Ministre des Beaux-Arts du 11 octobre 1936 ayant fixé à la date extrême du 1^{er} mai 1937 la fin de ces opérations de désignation (J. O. du 25 décembre 1936).

Ainsi la Section permanente peut commencer ses travaux. La circulaire du Ministre des Beaux-Arts, s'adressant aux préfets, précise ainsi la marche du travail :

« Elle devra, d'une part, reviser s'il y a lieu les arrêtés
« antérieurs (2) ; d'autre part, compléter ceux-ci par toutes
« les mesures nouvelles de protection qui lui sembleront
« opportunes. Vous lui transmettez, à cet effet, pour avis,
« toutes propositions utiles, mais la Section permanente
« pourra également vous saisir, de sa propre initiative, de
« toutes propositions qu'elle jugerait nécessaires; s'il ne vous

(1) Suivant la procédure fixée par les art. 1, 2, 3 et 4 du décret du 8 octobre 1936 notamment. Ces deux représentants sont choisis sur une ou plusieurs listes de quatre candidats, homme ou femme, de nationalité française, majeurs, jouissant de leurs droits et résidant dans le département ou dans les départements limitrophes. La désignation des représentants est faite pour 4 ans. Elle est renouvelable.

(2) Les arrêtés pris en vertu de la loi du 2 avril 1910 qui sont centralisés à la Préfecture en un Recueil clos le 1^{er} mai 1937 (décret du 8 octobre 1935 et circulaire du 11 octobre).

« paraissait pas possible de statuer sur certaines de ces positions, je statuerai moi-même, conformément aux dispositions de l’article 6 du décret-loi ».

C’est à la Section permanente, comme on le voit, qu’est donc dévolu le rôle principal et décisif.

Quel pourra être exactement le *contenu* de la réglementation ainsi élaborée ? Quelles affiches, quels lieux visera-t-elle plus spécialement ?

Voici les indications importantes données par la circulaire ministérielle aux préfets, indications non limitatives, simples directives :

« La nouvelle loi vous confère, ainsi qu’à la Section permanente, *des pouvoirs très étendus*. Elle a, en effet, pour objet, comme le souligne l’exposé des motifs, de réprimer les abus de l’affichage, « quels que soient la nature des affiches, leur forme, leur caractère, leurs dimensions, que celles-ci soient manuscrites ou imprimées, peintes, lumineuses ou visibles le jour, posées à même la construction ou fixées à l’aide d’une installation spéciale, sur un immeuble bâti ou non ».

« A cet effet, la loi vous donne, ainsi qu’aux maires, le pouvoir d’interdire, même en temps d’élections, l’affichage sur les édifices et monuments ayant un caractère artistique (art. 1^{er}) et elle vous permet en outre de réglementer et même d’interdire l’affichage « dans tout ou partie du territoire de chaque commune » (art. 3).

« Il conviendra toutefois, comme le signale l’exposé des motifs, de ne pas oublier que l’industrie de la publicité fait vivre de nombreux travailleurs, que son activité ouvre des débouchés aux produits de nombreuses entreprises et qu’à ce titre elle intéresse la vie économique du pays.

« En conséquence, en dehors des monuments naturels et

« des sites classés ou inscrits sur l’inventaire supplémentaire
« des monuments historiques, et des monuments naturels ou
« des sites classés, sur lesquels l’affichage est prohibé d’une
« façon absolue en tous temps (art. 2 du décret-loi), l’inter-
« diction ou la réglementation devra porter principalement
« sur les lieux suivants :

« 1° Abords des monuments classés ou inscrits et des mo-
« numents naturels ou sites classés ;

« 2° Monuments naturels ou sites simplement inscrits à
« l’inventaire et leur entourage ;

« 3° Perspectives monumentales, grands ensembles, pro-
« menades, parcs, jardins, etc..., non classés ou inscrits et
« constituant des sites urbains ;

« 4° Stations climatiques, hydrominérales et de tourisme,
« ainsi que les localités qui, par leur situation, par les vues
« panoramiques qu’on y découvre ou par tout autre carac-
« tère esthétique, sont particulièrement pittoresques ;

« 5° Zones spécialement touristiques du département telles
« que les hautes vallées de montagne, les bords de mer, les
« lacs, les rivières..., ainsi que les paysages offrant des pano-
« ramas même étendus.

« 6° En dernier lieu, enfin, abords des artères routières
« particulièrement utilisées par la circulation touristique
« tant locale que régionale ou nationale.

« Ces artères seront tantôt les routes nationales conduisant
« aux grandes régions de tourisme, tantôt les circuits régio-
« naux parcourus par les entreprises régulières ou saison-
« nières d’auto-cars, tantôt des itinéraires essentiellement
« destinés au tourisme (Routes des Alpes, des Pyrénées,
« du Littoral...), tantôt même des chemins aboutissant à une
« curiosité naturelle ou monumentale (route du Puy-de-
« Dôme, chemin de la Source du Doubs...).

« Dans le même ordre d'idées, il importe de protéger également contre les abus de l'affichage les sections les plus pittoresques des voies ferrées.

« Je crois enfin devoir signaler l'article 5 du décret-loi qui permet de réglementer les dimensions et le caractère des enseignes. Cette disposition devra être notamment appliquée lorsque les abords des monuments ou les paysages sont défigurés par des enseignes trop volumineuses ou trop criardes ».

Tels sont les points sur lesquels la réglementation devra spécialement porter.

Mais une fois que cette réglementation aura fait l'objet d'arrêtés préfectoraux, elle devra être appliquée...

§ 3. — APPLICATION

Quand la réglementation ainsi élaborée doit-elle d'abord s'appliquer ?

Le décret-loi du 30 octobre 1935 prévoyait dans son article 12 un délai maximum de trois ans, à partir de sa publication, pour le maintien des affiches ou enseignes apposées en vertu de contrats antérieurs, et ne répondant pas aux prescriptions réglementaires des arrêtés qu'il prévoit.

Mais il ne fixait pas de délai pour la suppression des affiches apposées *après* sa publication, mais avant la publication des nouveaux arrêtés réglementaires, qui n'étaient pas encore intervenus trois ans plus tard, en 1938.

Il n'était pas possible, sans mettre en échec la nouvelle législation, de maintenir indéfiniment de telles affiches ; leur présence pouvant nuire trop gravement à la beauté d'un paysage ou d'un ensemble artistique. Il ne paraissait pas davantage possible d'ordonner leur suppression immédiate ; car cette publicité, si dommageable qu'elle puisse être, était licite au moment où elle avait été accomplie.

C’est pour remédier à cette situation, que le décret du 17 juin 1938 règle le cas des affiches ou enseignes apposées entre la promulgation du décret de 1935 et la publication des arrêtés pris en application de ce décret, en fixant un *délai maximum de trois ans* à compter de la publication des arrêtés. Ces arrêtés pourront eux-mêmes fixer la durée pendant laquelle les affiches ou enseignes non conformes à leurs prescriptions pourront être maintenues, mais à la condition que cette durée soit contenue dans les limites fixées, soit trois ans (deux ans par exemple et non quatre ans).

Ce délai expiré, les affiches non conformes aux prescriptions seront lacérées ou supprimées (art. 12 du décret de 1935). Tout au moins, il devra en être ainsi, car il ne suffit pas d’édicter une réglementation satisfaisante, il faut aussi qu’elle ne reste pas lettre morte, qu’elle soit scrupuleusement observée et que, le cas échéant, les *sanctions* prévues soient *appliquées*.

C’est l’évidence même..., mais pressentant le danger, d’après le passé, la circulaire ministérielle insiste sur ce point, auprès des préfets, et prend toutes précautions utiles :

« Cette œuvre de sauvegarde esthétique ne portera tous ses fruits que si les prescriptions des arrêtés d’interdiction ou de réglementation sont dorénavant strictement observées et si les sanctions inscrites dans la loi sont, le cas échéant, rigoureusement appliquées ».

Pour faciliter cette application, le décret du 8 octobre 1936 prévoit dans son article 5 que tous les arrêtés relatifs à l’affichage (1) seront centralisés et groupés par commune, à la

(1) Article 5 du décret du 8 octobre 1936 : « les arrêtés des maires et du Préfet portant interdiction d’affichage pris en application de l’art. 1^{er} du décret du 30 octobre 1935, ainsi que les arrêtés du Préfet et du Ministre pris par application des art. 4, 5 et 6 du même décret sont centralisés... ».

préfecture de chaque département, pour être communiqués au public.

Le Ministre, dans sa circulaire, pose nettement qu’il ne saurait admettre qu’en cas d’infraction aucun contrevenant puisse arguer de sa bonne foi et déclarer n’avoir pu prendre connaissance des textes réglementant l’affichage.

Le recueil de tous les arrêtés pris contre les abus de la publicité devra être tenu à la disposition de quiconque en fera la demande. De même, toute personne devra pouvoir avoir communication de la liste complète et à jour des monuments historiques classés ou inscrits à l’inventaire supplémentaire, ainsi que des monuments naturels ou des sites classés dans le département.

Et de leur côté, les préfets doivent veiller à ce qu’aucune publicité ne soit apposée sur les monuments classés ou inscrits et sur les sites classés, et à ce que les arrêtés pris en vertu de la loi du 20 avril 1910 soient mieux observés que par le passé. Puis, au fur et à mesure qu’interviendront de nouveaux arrêtés d’interdiction ou de réglementation, les préfets auront à en faire respecter les prescriptions et ne devront pas manquer à cet effet : de déférer devant les tribunaux tous contrevenants qui leur seraient signalés ; d’inviter les maires de leur département à réprimer de la même manière toutes infractions qu’ils constateraient sur le territoire de leur commune, et de donner aux officiers de la police judiciaire et à la gendarmerie toutes instructions utiles pour qu’ils collaborent à la stricte application de la loi.

De même, ainsi que le prescrit l’art. 8 du décret du 8 octobre 1936, les représentants départementaux de l’Administration des Beaux-Arts, c’est-à-dire l’architecte des monuments historiques, le président de la Section permanente, également même, s’il y a lieu, les membres de cette assemblée, habilités

à cet effet, ainsi que les représentants de l’Administration des Finances, du Service des Ponts et Chaussées et du Service Vicinal devront saisir le Parquet aux fins de poursuites, de toutes les infractions qu’ils auraient constatées. Les préfets doivent les mettre à même d’exercer cette mission de contrôle, et ils devront trouver l’aide nécessaire auprès des services de la Préfecture. Une copie de chaque plainte déposée devra être adressée au Préfet afin qu’il puisse suivre la procédure engagée ; la Section permanente devra être tenue au courant de la suite donnée à toutes les poursuites judiciaires intentées.

Enfin, pour permettre aux services de l’Administration des Beaux-Arts de veiller conjointement avec le Préfet et avec la Section permanente à l’application de la loi, le Ministre des Beaux-Arts devra être informé périodiquement, et au moins à la fin de chaque année, des mesures de protection intervenues ainsi que, le cas échéant, des sanctions prononcées.

Voici donc les *immenses possibilités* créées par le décret-loi du 20 octobre 1935. Il importe qu’elles soient mises en action *partout*.

Des arrêtés préfectoraux ont déjà réglementé ou interdit l’affichage dans les départements de Haute-Savoie, Basses-Alpes, Var, Allier en 1939.

Il faut *absolument que ces exemples soient suivis* par les préfets des autres départements et par les Sections permanentes qui peuvent, si les préfets s’y refusent, demander l’intervention du Ministre des Beaux-Arts.

Il y a désormais un texte entre les mains de ces autorités ou assemblées, par conséquent des armes qui peuvent lutter efficacement contre l’affichage... à condition qu’elles s’en servent et s’en servent bien... La beauté de nos paysages et de nos villes en dépend.

Cependant la loi allait s’orienter vers une voie nouvelle.

CHAPITRE V

VERS UNE NOUVELLE LEGISLATION

Article 17 de la loi de finances du 31 décembre 1938 et projet de réforme

En vertu des dispositions précédemment étudiées, les afficheurs et annonceurs pouvaient donc apposer leurs affiches et enseignes à l'extérieur comme à l'intérieur des agglomérations, à la condition de se conformer à la réglementation en vigueur et de respecter les interdictions établies. Toutefois, les auteurs des affiches placées hors des agglomérations, sur des immeubles autres que des murs de maison ou de clôture, et les propriétaires de ces immeubles, étaient tenus d'acquitter, préalablement à toute apposition, une taxe spéciale, élevée et progressive.

La loi de finances du 31 décembre 1938 a apporté une importante modification à cette réglementation édictée par le décret-loi du 30 octobre 1935. Le Parlement a, en effet, adopté sans discussion un amendement déposé par M. le sénateur Philip et dont les Chambres syndicales ne se cachent pas d'avoir été les promoteurs. Cet amendement, deve-

nu l’art. 17 de la loi de finances, abroge l’art. 8 du décret loi du 30 octobre 1935, *supprimant ainsi la taxe annuelle sur les panneaux-réclames*.

En conséquence, cette garantie contre les excès de l’affichage n’existe plus aujourd’hui : toutes les affiches qui seront apposées hors des agglomérations postérieurement à l’entrée en vigueur de l’art. 8 nouveau, ne seront soumises, suivant leur nature, qu’aux droits de timbre afférents aux affiches sur papier, aux affiches peintes et le cas échéant, aux affiches lumineuses, droits toujours peu élevés ; ainsi pour les affiches peintes, le droit de timbre n’est que de 13 francs par mètre carré lorsque celles-ci ne dépassent pas 50 mètres carrés, et ce droit est simplement doublé (26 francs) pour celles qui ont une dimension supérieure. (1)

Ainsi, il est devenu possible, moyennant le paiement d’un droit de timbre très modique, de couvrir d’affiches multicolores et de grandes dimensions, les campagnes et les abords des routes, de gâter fâcheusement les lieux environnants, même si ceux-ci n’ont aucun caractère particulier, et présen-

(1) Il en sera ainsi alors même que leur apposition aurait été effectuée en contravention aux dispositions du décret ou à la réglementation en vigueur. Quant aux affiches déjà existantes et déclarées comme panneaux-réclames, elles ne donneront lieu à aucune réclamation nouvelle, si elles ont régulièrement acquitté la taxe ancienne, et si elles sont enlevées avant l’expiration de la dernière période annuelle d’imposition en cours, à la date d’application de l’article 8.

Par contre, lorsqu’elles n’auront pas intégralement supporté la taxe sur les panneaux-réclames, elles devront acquitter, soit tous les droits arriérés dus au titre de cette taxe, si elles sont enlevées avant la fin de la période annuelle d’imposition en cours à l’entrée en vigueur de l’art. 8 ; soit tous les droits arriérés et le droit de timbre ordinaire des affiches sur papier, peintes ou lumineuses, dans le cas contraire.

Le 4^e alinéa dudit article supprime dans l’art 164 C. timbre, les mots « et ne présentant pas le caractère de panneaux-réclames ». Cette suppression a simplement pour objet de mettre le texte de cet article en harmonie avec les dispositions nouvelles et n’apporte aucune modification au régime fiscal des affiches peintes.

tent simplement le caractère si attrayant des paysages de la France.....

Est-ce un *retour en arrière* de la législation ?

Il semble que *non*, et ceci pour *trois raisons* :

La première, parce que, si, jusqu’à présent, à part certains paysages particulièrement pittoresques et parfois les abords immédiats des principales routes touristiques, la publicité n’était guère réglementée en dehors des agglomérations, (en raison justement des taxes), les préfets devront, d’accord avec les Sections permanentes des Commissions départementales, user des pouvoirs qui leur appartiennent : réprimer en dehors, comme à l’intérieur des agglomérations, les abus de l’affichage partout où ils se commettront.

La seconde, parce que, en contre-partie du très appréciable avantage que procure aux entreprises d’affichage la suppression de la lourde taxe spéciale qui frappait les panneaux-réclames, l’art. 17 de la loi de finances de 1938 a apporté d’importantes *restrictions* à la liberté de l’affichage *hors des agglomérations*.

L’art. 8 du décret du 30 octobre 1935 est en effet, remplacé par les dispositions suivantes :

« Hors agglomération, sauf réglementation ou interdiction prévue par les articles 1, 2, 3, 4, 5 et 6, l’affichage est autorisé seulement sur les murs de clôture et sur les murs des immeubles bâtis à usage commercial, industriel, agricole ou d’habitation, c’est-à-dire de tous bâtiments entièrement clos et couverts servant à l’homme pour son travail, son habitation ou le logement de son matériel d’exploitation, de son cheptel ou de ses récoltes, à l’exclusion de hangars et toutes autres constructions, qui par leur disposition, leur exiguité, leur destination et leur utilisation, ne répondent pas à la définition ci-dessus ; ainsi

« que de toutes constructions, installations, écrans-panneaux, « portatif spécial, ou aménagements quelconques établis « ou modifiés dans le but exclusif, principal ou détourné « de servir de publicité.

« Les infractions aux dispositions du présent article seront « punies d'une amende de 50 à 1.000 frs. En cas de récidive, « l'amende pourra être portée à 5.000 frs. » (1)

Ainsi, alors qu'à l'intérieur des agglomérations la liberté d'affichage ne peut, comme auparavant, subir d'autres restrictions que celles qui résulteraient d'arrêtés d'interdiction ou de réglementation ; hors des agglomérations la publicité n'est plus admise, par la loi elle-même, que sur les murs de clôture, et sur les murs de certains immeubles, ceux « bâtis à usage commercial, industriel, agricole ou d'habitation ».

En ce qui concerne les *clôtures*, l'emploi du mot « mur » indique qu'il s'agit d'un ouvrage en maçonnerie ou produit artificiel similaire, il exclut la possibilité de l'affichage sur les clôtures d'un caractère peu durable, telles que palissades, construites en bois ou autres matériaux légers, ainsi que sur celles constituées par de simples grilles, grillages ou treillages.

Quant aux *immeubles*, dont les murs peuvent recevoir des affiches, la loi les définit ainsi : « bâtiment entièrement clos et couverts servant à l'homme pour son travail, son habitation ou le logement de son matériel d'exploitation, de son cheptel ou de ses récoltes ». Par la généralité des termes employés, ces constructions présentent la très grande majorité

(1) Tandis que l'application de l'ancien article 8 du décret du 30 octobre 1935, de portée purement fiscale, relevait de l'Administration des Finances, c'est à celle des Beaux-Arts qu'il appartient de faire observer les nouvelles dispositions réglementaires introduites dans la législation générale contre les abus de l'affichage.

de celles qui s’élèvent dans les campagnes ; elles comprennent, en principe, toutes les constructions privées.

Par contre et « a contrario », la définition légale semble *soustraire à la publicité* certains immeubles, ceux notamment qui répondent à une utilité générale ou sont affectés à un usage commun, tels que ponts et ouvrages d’art, réservoirs, silos, fontaines, refuges de montagne, croix de carrefour et autres, chapelles isolées.... ainsi que ceux qui ne peuvent plus être utilisés ou qui sont en ruines.

D’autre part, selon la définition précitée, les bâtiments doivent être « entièrement clos et couverts » pour qu’on puisse afficher sur leurs murs. Par suite, un hangar, qui sera ouvert sur les côtés et même sur un seul côté, ne pourra recevoir d’affiches sur les autres murs.

L’interdiction d’afficher en d’autres emplacements que les murs de clôture et les murs des bâtiments industriels, peut avoir d’heureuses conséquences. La publicité se trouve prohibée *par la loi elle-même* (sans qu’il soit besoin de l’intervention d’un arrêté quelconque, ce qui est très rare dans la législation de l’affichage), en dehors des agglomérations, sur les toitures de toutes constructions, soit sur les toits eux-mêmes, soit au-dessus des murs et des toitures au moyen de dispositifs spéciaux.

Elle se trouve également prohibée, le nouvel article 8 du décret le dit expressément, sur toutes constructions et sur toutes les installations effectuées dans un but publicitaire « exclusif principal ou détourné ».

Ainsi doivent disparaître tous les écrans, panneaux, portatifs et supports quelconques de publicité, qui s’alignent actuellement le long des routes de France ou des voies ferrées. Ces mêmes panneaux et aménagements spéciaux doivent également disparaître, lorsqu’ils sont installés sur des

terrains non bâtis, aussi bien que ceux établis dans les champs, les pâturages, les prairies, les vignobles... que ceux posés le long des rivières, sur les pentes boisées de collines ou de montagnes.

De même encore, il n'est légalement plus permis, comme certains annonceurs en avaient pris l'habitude, de coller des affiches sur les arbres qui bordent les routes et les chemins.

Enfin, en ce qui concerne les murs de clôture et les murs des immeubles bâtis où l'affichage est autorisé, le pouvoir d'interdiction et de réglementation accordé aux préfets et au Ministre des Beaux-Arts par les articles 3 à 6 du décret du 30 octobre 1935 demeure entier.

La troisième raison qui porte à penser que cette nouvelle législation n'est pas une régression, mais une étape, c'est qu'en définitive elle a pu servir de tremplin...

En effet, partant de cette distinction, « hors agglomération, « dans les agglomérations », restrictions de l'affichage en dehors, que l'on en vint à élaborer un *projet de réforme* qui permettrait de lutter plus efficacement encore contre l'affichage abusif.

Ce très important projet était étudié par une Commission constituée au Ministère des Beaux-Arts, sous la direction de M. Maringer.

Ce projet reposait donc sur la distinction amorcée par l'art. 17 de la loi de finances du 31 décembre 1938 :

En dehors des agglomérations, toutes les affiches seraient interdites par la loi.

A l'intérieur des agglomérations, toutes les affiches seraient autorisées, sauf réglementation ou interdiction, par la Commission départementale des sites.

Ainsi l'affichage ne serait plus admis dans nos campagnes.

Cette limitation de l'espace dans lequel l'affichage peut

être apposé, *par la loi elle-même* semble la meilleure solution ; il supprime ainsi, hors des agglomérations, toute procédure administrative plus ou moins lente, et par là même, toute opposition plus ou moins avouée à la limitation de l’affichage. Et puis, n’est-ce pas dans les agglomérations que le commerce exerce son activité ; c’est donc en cette seule place que l’affichage, accessoire du commerce, par ailleurs soumis à certaines règles d’esthétique, doit être autorisé.

Ce projet remettrait ainsi la publicité à sa vraie place et rendrait à l’esthétique son rang trop souvent oublié...

Il devait faire l’objet d’un décret-loi qui devait paraître dans le courant du mois d’août 1939... Mais les événements ont mis le gouvernement dans la nécessité de prendre des précautions contre un danger qui menaçait les beaux paysages de France, infiniment plus que l’affichage...

Mais ce n’est pas une raison pour que ce projet s’endorme à jamais...

Il faudrait même, ne pas attendre la fin des hostilités pour lui donner force de loi ; d’autant plus que la suppression de nombreux affichages, effectuée pour des raisons de défense passive, en faciliterait grandement l’exécution...

CHAPITRE VI

DE QUELQUES TEXTES COMPLEMENTAIRES

En dehors de ces textes généraux sur l'affichage, il y a quelques autres textes, dont certains ne se soucient pas d'esthétique, et d'autres qui n'ont pas été faits pour lutter contre l'affichage. Mais il se trouve qu'ils permettent de prendre certaines précautions contre lui.

Ce sont d'abord les lois déjà signalées du 20 mars 1914 et du 2 avril 1932, qui assignent des panneaux spéciaux à *l'affichage électoral*, l'empêchant ainsi de couvrir les murs.

C'est ensuite la loi du 3 juillet 1934, portant ratification de la *convention de Genève du 30 mars 1931*, qui interdit la pose en bordure de la voie publique de panneaux-réclames pouvant être confondus avec les signaux administratifs et interdit de même de les établir « à proximité des croisements et bifurcations, des courbes et des passages à niveau, en deçà d'une zone de 30 mètres réservés de chaque côté de la route », ceci au nom de la sécurité et non de l'esthétique.

Ces restrictions sont très intéressantes à l'intérieur des agglomérations, mais n'offrent plus guère d'intérêt à l'extérieur de ces agglomérations, depuis que l'art. 17 de la loi de

finances du 31 décembre 1938 précité a interdit tout panneau-réclame sur portatif spécial.

Nous avons vu que l'affichage était interdit sur les *monuments historiques classés* ou inscrits sur l'inventaire supplémentaire, et sur les monuments naturels ou dans les *sites* de caractère artistique, légendaire ou pittoresque *classés*.

Il est intéressant de savoir comment peuvent intervenir ces mesures qui, en plus de leurs effets propres, sont une protection contre l'affichage.

C'est la loi du 31 décembre 1913 qui organise le classement des monuments historiques :

Le classement est opéré, si le propriétaire est consentant, par un arrêté du Ministre des Beaux-Arts ; s'il y a désaccord entre le propriétaire et l'Administration, par un décret en Conseil d'Etat. Le propriétaire pourra obtenir une indemnité fixée par le juge de paix avec appel au Tribunal Civil. A défaut d'acquisition amiable, l'expropriation sera possible au profit de l'Etat. Les réparations d'un immeuble classé doivent être autorisées par le Ministre.

La loi du 25 juillet 1927 prévoit l'inscription sur l'inventaire des monuments historiques, des édifices non classés (mais intéressants, dans le but de les préserver contre la destruction et le dépeçage), par le Ministère des Beaux-Arts. Cette inscription notifiée aux propriétaires aura pour effet de les empêcher de modifier l'état des lieux sans en avoir averti le Ministre deux mois avant; celui-ci pourra s'opposer aux travaux en engageant la procédure de classement; en outre, si le propriétaire veut dépecer son bien et en vendre les matériaux, le Ministre peut ordonner de surseoir aux travaux et procéder au classement dans le délai de cinq ans.

Le classement des sites est organisé par la loi du 2 mai 1930 (dont nous avons déjà parlé à propos de la Commission

départementale des sites) remplaçant la loi de 1906. Elle prévoit dans chaque département une inscription sur l'inventaire des monuments naturels de tout site digne d'être protégé, analogue à l'inventaire des monuments historiques, et qui oblige le propriétaire à donner un préavis de deux mois au Ministre avant d'engager tous travaux; mais les sites ainsi inscrits sur la proposition de la Commission départementale par le Ministre, ne sont pas protégés contre l'affichage, le décret-loi du 30 octobre 1935 ne les mentionne pas. Les arrêtés préfectoraux pris en application de ce décret ne devront pas manquer d'interdire l'affichage sur ces sites inscrits (ainsi que l'indique la circulaire ministérielle).

Les sites, inscrits ou non, peuvent être classés par arrêté du Ministre des Beaux-Arts, après avis de la Commission départementale des sites si le propriétaire y consent; dans le cas contraire, ils seront classés d'office (ce que ne permettait pas la loi de 1906) par un décret en Conseil d'Etat, après avis de la Commission supérieure des sites créée par la loi de 1930, au Ministère des Beaux-Arts.

A compter du jour de la notification de l'intention manifestée par l'Administration de poursuivre le classement, le propriétaire ne doit apporter aucun changement à l'état des lieux pendant six mois, sauf autorisation du Ministre : disposition heureuse, qui permet d'éviter qu'un propriétaire, pour empêcher le classement, comme il s'était produit sous l'empire de la loi de 1906, détruise les éléments d'art qui se trouvaient dans un site et contribuaient à en faire un ensemble harmonieux.

Le propriétaire d'un site classé ne peut détruire ou modifier l'état des lieux sauf autorisation spéciale du Ministre après avis des Commissions départementale et supérieure.

Ce classement donne lieu au paiement d'une indemnité quand il entraîne un dommage pour le propriétaire.

Telles sont les quelques dispositions principales des textes sur le classement.

Les dispositions combinées de la loi du 14 mars 1919 et du 19 juillet 1924 sur les plans d'aménagement, d'embellissement et d'extension des villes, puis le décret-loi du 25 juillet 1935, relatif aux projets régionaux d'urbanisme, permettent de prendre des précautions contre l'affichage.

En effet, les lois de 1919 et de 1924 prévoient que les *projets d'aménagement de chaque ville* doivent, en plus d'un plan directeur et d'un projet d'arrêté du maire, comprendre un programme déterminant « les servitudes hygiéniques, archéologique, *esthétiques* ». Dans ces servitudes esthétiques, on peut faire entrer des dispositions permettant de limiter l'affichage.

Ces projets intéressent les communes suivantes :

Toutes les communes du département de la Seine; les communes en voie d'accroissement, dont la liste aura été établie par le Conseil Général du département sur proposition de la Commission départementale d'aménagement, d'embellissement et d'extension des villes et villages (1) et approuvée par le Préfet; ainsi qu'à celles qui auront demandé leur assujettissement à la présente loi et leur inscription sur cette liste par délibération du Conseil Municipal, approuvée par le Préfet, après avis favorable de la Commission départementale d'aménagement, d'embellissement et d'extension des villes et des villages.

(1) Qui est composée du Conseil départemental d'hygiène, de la Commission des sites et monuments naturels, du Conseil départemental des monuments civils, de Directeurs de Services intéressés, d'un certain nombre de maires, etc...

Puis les stations balnéaires, maritimes, hydrominérales, climatiques, sportives et autres, soumises à la taxe de séjour (dont la population augmente de 50 % ou plus à certaines époques de l’année et dont la liste sera établie par le Préfet dans chaque département).

Les agglomérations présentant un caractère pittoresque, artistique, historique, et inscrites sur une liste qui devra être établie par les Commissions départementales des sites et révisée par la Commission Supérieure d’aménagement.

Ces projets n’intéressent donc que certaines communes. De plus, ils sont loin d’être tous établis...

Quant aux *projets régionaux d’urbanisme*, permettant que des régions entières puissent bénéficier des avantages offerts aux villes et stations, leur création a été autorisée par un décret du 25 juillet 1935 (abrogeant les articles 8 et 9 de la loi du 14 mars 1919, modifiée par les lois du 19 juillet 1924).

Le projet régional d’urbanisme comportera un plan directeur et un programme de dispositions communes concernant non seulement des servitudes *esthétiques*, hygiéniques et archéologiques (comme pour les projets d’aménagement de chaque ville), mais encore « les zones dans lesquelles l’affichage sera prohibé ou réglementé ».

Quant à la *région parisienne*, dès le 14 mai 1932, une loi autorisait l’établissement d’un projet d’aménagement ; elle était suivie du décret du 29 juillet 1934 qui en fixait les conditions d’application. Deux décrets-lois du 25 juillet 1935 édictent toutes mesures utiles à l’exécution du projet.

Ainsi, le plan d’aménagement de la région parisienne actuellement à l’étude, qui veut assurer au « Grand Paris » et à la région parisienne tout entière un développement harmonieux, prévoit la protection contre les abus de l’affichage des parties les plus remarquables du vaste territoire qui cir-

conscrit un cercle de 35 kilomètres de rayon tracé autour de Paris et dans lequel vivent plus de 6.500.000 habitants.

C’est ainsi que l’affichage est réglementé sévèrement dans de larges zones et totalement interdit dans d’autres. Citons notamment la très sage disposition qui interdit l’affichage sur les dépendances du domaine fluvial de la Seine, de la Marne et de l’Oise.

Mais ces procédures sont longues et touffues. Celle qui est prévue spécialement pour l’affichage par le décret-loi du 30 octobre 1935 est plus rapide, plus pratique, et d’ailleurs ces deux ordres de dispositions peuvent se compléter très utilement.

Ce qui est intéressant dans ces projets, spécialement dans les projets régionaux d’urbanisme, c’est que l’on y envisage la limitation de l’affichage comme une condition nécessaire au développement harmonieux des cités...

Pour donner à cette énumération de textes complémentaires relatifs à l’affichage toute l’actualité nécessaire, il convient de signaler un texte très spécial et très récent, né de la guerre :

Le décret-loi du 27 octobre 1939 relatif à l’affichage des textes de propagande en faveur des Bons d’Armement, dispose en effet :

ARTICLE PREMIER — « Pendant toute la durée des hostilités, l’affichage des textes de propagande en faveur de la souscription aux Bons d’Armement est rendu obligatoire dans les conditions suivantes ».

ART. 2. — « Les emplacements destinés à recevoir les affiches sont désignés pour les édifices publics, ou requis sans indemnité pour les propriétés privées par le trésorier général dans les départements et par le receveur central dans la Seine, en accord avec l’autorité municipale ou à défaut avec le Préfet ».

ART. 3. — « Les commerçants doivent placer dans la vitrine de leur magasin, les affiches qui leur sont délivrées par les soins de l’administration ».

ART. 4. — « Les cabaretiers, cafetiers, et autres débitants de boissons sont tenus d’apposer dans la salle principale de leur établissement un exemplaire des affiches qu’ils doivent retirer à la recette buraliste ».

Il y a là création d’une forme nouvelle d’affichage administratif et publicitaire, esthétique en général, mais en réalité, l’affichage qui doit, celui-là, et c’est paradoxal, coopérer à la sauvegarde de nos paysages...

TITRE II

Paris et l'affichage

Paris, qui est la mesure et l'harmonie même, ne doit pas être la terre d'élection de l'affichage.

Comment peut-il se défendre ?

Quelles sont les dispositions qui lui sont spéciales ?

Comment les lois que nous venons d'étudier lui ont-elles été appliquées ?

Tel sera l'objet de notre Titre II.

CHAPITRE PREMIER

TEXTES SPECIAUX

Nous retiendrons ici d'une législation touffue relative aux saillies sur l'alignement, aux permis de construire et aux servitudes, quelques dispositions qui permettent de limiter certaines formes de publicité et qui complètent ainsi, à Paris, les textes généraux sur l'affichage.

Nous étudierons successivement :

le décret du 13 août 1902 dans ses dispositions relatives aux saillies que peuvent faire les enseignes sur l'alignement,

la loi sur les perspectives monumentales,

enfin les textes relatifs aux servitudes prohibant l'apposition d'enseignes sur certains immeubles.

§ 1. — ENSEIGNES OU AFFICHES EN SAILLIE SUR LA VOIE PUBLIQUE

A) *Décret du 13 août 1902*

Les articles 27 et 33 du décret du 13 août 1902 (1), régle-

(1) Les villes de province possèdent des règlements de voirie établis pour la plupart sur ce modèle, malheureusement...

mentant la hauteur des constructions et des saillies, pris en exécution du décret-loi du 26 mars 1852 relatif aux rues de Paris (2), disposent :

« Les saillies des objets ne faisant pas partie intégrante des constructions et dépassant le gabarit des saillies des objets faisant partie intégrante des constructions ne peuvent être établies à moins de 50 centimètres de l’arête du trottoir mesurés horizontalement. Ces objets ne doivent être établis qu’à partir de trois mètres du trottoir mesurés verticalement » (Art. 27).

« Le maximum de saillie des enseignes, tableaux-enseignes, attributs, écriteaux de location, grands tableaux (frises courantes portant enseignes), transparents en forme d’applique, vitrines lumineuses, horloges, lanternes mobiles ou fixes à bras ou à consoles et autres objets analogues, est :

« 1° Quand la plus grande dimension de ces objets est perpendiculaire au mur de face, le dixième de la largeur de la voie avec un maximum de 2 mètres : la hauteur peut être égale à la saillie permise et la largeur à la moitié de cette même saillie ;

« 2° Quand la plus grande dimension de ces objets est parallèle au mur de face, celui du gabarit pour la partie inférieure des bâtiments, en hauteur, ces objets ne doivent pas dépasser l’arc de cercle défini au § 1 de l’art. 26.

« Toutefois, des enseignes, tableaux-enseignes, lettres découpées ou attributs dont l’épaisseur ne dépasse pas 0 m. 10, peuvent être appliqués sur le garde-corps des bal-

(2) Il est à remarquer que le décret-loi du 26 mars 1852 qui énumère les obligations auxquelles doivent s’astreindre les constructeurs d’immeubles, les justifie par des mobiles de sécurité ou de salubrité, et ne fait aucune référence à un souci d’esthétique, ainsi que nous le verrons, dans une de ses dispositions, au § 2 de ce chapitre.

« cons. Leurs dimensions sont limitées par celles du balcon, « sans que la hauteur puisse, en aucun cas, dépasser 1 mètre « à partir du sol de ce balcon.

« Les potences, supports et attaches des objets sont compris « dans ces mesures » (Art. 33, modifié par le décret du 13 décembre 1907).

Ces restrictions sont des règlements de voirie édictés dans l'intérêt de la conservation de la voie, de la commodité, de la circulation et de la salubrité.

La voie publique est limitée par le plan vertical élevé sur la ligne séparative de la voie et des terrains adjacents ; le sol de la voie publique est inaliénable et imprescriptible, aucune saillie sur l'alignement ne peut être faite par les riverains qu'en vertu d'une autorisation spéciale de l'Administration.

C'est l'arrêt du Parlement de 1508 qui, pour la première fois, défendit « à tous de quelque état et condition qu'ils soient, que dorénavant ils ne fassent ni ne renouvellent aucune saillie ». Cette défense fut reproduite par divers édits et ordonnances de l'Ancien Régime. A Paris, l'ordonnance du bureau des Finances du 14 décembre 1725, sans défendre absolument l'établissement des saillies, en fixe la nature et les dimensions. Ce dernier règlement a servi de type à l'ordonnance du 24 décembre 1823, remplacée par le décret du 22 juillet 1881, lequel a été remplacé par le décret du 13 août 1902, portant règlement sur les hauteurs et saillies des bâtiments dans la Ville de Paris.

Ces deux articles, seules dispositions concernant la saillie que peuvent former sur l'alignement les objets de publicité, se sont révélés *insuffisants* pour empêcher certains abus, notamment celui des panneaux-réclames qui, établis sur les *combles* des maisons peu élevées, prolongent le mur de face

Ce que l'on ne verra plus



(Visa 88.674)

Cliché Besson. Arch. T. C. F.

Château de La Palisse (Allier)

Le Préfet de l'Allier, par un arrêté du 7 avril 1939, en application du décret-loi du 30 octobre 1935, a interdit dans l'agglomération de La Palisse tout affichage de plus de 1 m² ainsi que dans un périmètre de 500 mètres autour du château.

Ce que l'on ne pourrait plus voir si...



(Visa 88.675)

Cliché Pornet. Arch. T. C. F.

Pont de Sospel (Gard)



(Visa 88.676)

Arch. T. C. F.

Sur la Côte-d'Azur

L'article 17 de la loi de finances du 31 novembre 1938, interdit, en dehors des agglomérations, « toutes constructions, installations, écran, panneau, portatif spécial, ou aménagements quelconques établis ou modifiés dans le but exclusif, principal ou détourné, de servir de publicité ».



(Visa 88.677)

Arch. T. C. F.

En Algérie

Ce que l'on ne verra plus



(Visa 88.678)

Place de l'Opéra

Cliché Ville de Paris.

Arrêté préfectoral du 1^{er} mai 1939. Périmètre du Théâtre National de l'Opéra.



(Visa 88.679)

Avenue des Champs-Élysées

Cliché Ville de Paris.

au-dessus des combles qu'avec l'autorisation de l'administration préfectorale. Arrêté du 1^{er} mai 1939. Partie du périmètre de l'Arc de Triomphe.

Ce que l'on ne verra plus



(Visa 88.680)

Cliché V. Gennetier.

Aux abords de l'église St-Médard (arrêté préfectoral du 13 mai 1939)... à moins que la nouvelle réglementation ne soit pas mieux appliquée que...



(Visa 88.681)

Cliché Ville de Paris.

...la loi du 29 juillet 1881.

jusqu’à la hauteur du *gabarit maximum théorique* de la construction et peuvent ainsi atteindre des dimensions monstrueuses :

Le gabarit sur rue, du règlement de 1902, varie suivant la largeur des voies. Il est déterminé par une ligne verticale, tracée à l’alignement, de 20 mètres pour les voies les plus larges, et complétée, au moyen d’un arc de cercle tangent à la ligne verticale, en son point le plus élevé, et par une ligne inclinée à 45°, tangente à cet arc de cercle et prolongée jusqu’à la verticale élevée au milieu de la profondeur du bâtiment, soit 10 mètres pour une façade de 20 mètres, ce qui fait un gabarit maximum théorique de 30 mètres.

Ces dispositions réglementaires n’ont pas permis non plus à l’Administration de combattre utilement les panneaux de publicité qui, appliqués contre les façades d’immeubles, et tout en rentrant dans le gabarit prescrit par l’art. 33, arrivent à couvrir plusieurs étages et même *la presque totalité de la façade* (comme dans le cas typique du carrefour de Château-dun vers 1929).

Les panneaux de ce genre obturent complètement les fenêtres des immeubles et, à ce titre, ils pourraient tomber sous le coup des dispositions du règlement de voirie et de l’arrêté sanitaire, qui disposent que le minimum de vue directe des pièces servant à l’habitation de jour et de nuit, ou des cuisines ouvrant sur rue, est de 6 mètres. Mais les intéressés ont tourné la difficulté en supprimant toute habitation de jour et de nuit, dans les locaux dont les baies sont bouchées par des panneaux de publicité de ce genre ; la location à des firmes publicitaires s’avérant beaucoup plus lucrative que la location à de simples particuliers...

B) *Projet de réforme*

En raison de tous ces inconvénients, le Service technique

de la Voirie s'occupait depuis 1908 de la révision du décret de 1902. Une commission de techniciens, formée au Ministère de l'Intérieur, adoptait le 24 mars 1914 un texte revisant le décret, mais ne reprenait ses travaux qu'en mai 1923 et tint 112 séances jusqu'en janvier 1939.

Voici quelles sont ses dispositions relatives aux saillies :

L'article 16 permet d'établir au-devant des murs de face et en saillie sur l'alignement, des objets accessoires destinés notamment à l'aménagement des locaux commerciaux, tels que devantures de boutiques, enseignes, attributs. La saillie desdits objets ne pourra dépasser 0 m. 20, sans être limitée en hauteur. Si bien que ces devantures qui, depuis quelques années gagnent de plus en plus en hauteur, pourraient continuer à s'établir librement dans toute la hauteur de la façade.

Il y aurait un frein à opposer à cet envahissement des façades par des devantures. Au rez-de-chaussée, la devanture se comprend ; dans les étages, elle porte atteinte à l'esthétique, par sa décoration elle-même, et par le décrochement qu'elle forme avec les immeubles contigus, il y a rupture de raccordement des lignes de construction. Sans égard pour le style des immeubles, on assiste à des transformations entières de façades, ébouriffantes de mauvais goût. C'est un luxe criard de marbres, d'ornements, de couleurs tapageuses, destinés à attirer à tout prix l'attention de la clientèle passante. Des baies entières sont bouchées, une réclame hurlante de couleurs s'étale en plein sur la façade.

Quelques exemples entre tant d'autres :

Au 11 de la rue de Rivoli, dans la hauteur de deux étages, les baies sont entièrement bouchées ; transformées en vitrines de tailleur, elles abritent des mannequins habillés. Toutes ces vitrines forment un ensemble très fortement en saillie

sur l’alignement et deux énormes enseignes complètent le mauvais goût de cette décoration.

Au 96 de la même rue, à l’angle du boulevard de Sébastopol, des baies sont réduites de moitié de leur hauteur normale, pour permettre l’application, en façade, d’une énorme enseigne.

Au 36 de la rue de Rivoli toujours, des baies sont entièrement obstruées par des réclames.

De même, au 29 boulevard de Sébastopol, à l’angle de la rue Berger.

Au 117 rue Saint-Antoine, l’entrée d’un cinéma aux couleurs saltimbanques s’élève sur plusieurs étages nettement en saillie sur l’alignement de la façade de quelque ancienne maison d’un style très pur.

L’immeuble du 12 est peint en rouge, tandis que celui du 29 est entièrement bleu avec de grosses enseignes en relief. (Bulletin Municipal Off. V. de P. 1939).

Ceci dans un petit périmètre qui en renferme bien d’autres. Le reste du Paris commerçant est à l’avenant ou s’y achemine rapidement.

Donc, si l’on veut sauvegarder l’esthétique de la Capitale, les enseignes ne devraient pouvoir s’établir dans toute la hauteur des verticales des gabarits tracés à l’alignement, ainsi que le permettrait toujours l’article 16, mais seulement dans la hauteur du premier étage, ou de 7 mètres au maximum au-dessus du sol.

L’article 16 spécifie que la saillie des enseignes ne pourra excéder 0 m. 20, mais l’article 17 mentionne une première exception à cette règle, et en supprime l’effet : les grandes enseignes, attributs, appareils d’éclairage pourront même, jusqu’au sommet des verticales des gabarits, excéder la saillie de 0 m. 20, à condition qu’un espace de 1 m. 25 sépare

deux enseignes de grande dimension. Ces enseignes ne pourront dépasser le 1/10 de la largeur effective des voies, ni 1 m. 25 au maximum, et la projection de chaque objet sur un plan vertical parallèle à l'alignement, devra être inscrite dans un rectangle dont les côtés seraient égaux, l'un à la moitié de la saillie permise, l'autre à deux mètres au maximum.

Cette mesure sera-t-elle suffisante pour supprimer les grandes enseignes verticales formées de lettres superposées véritablement abusives ?

L'article 18 est une deuxième exception à la règle posée par l'art. 16. Il autorise dans la hauteur de 7 mètres l'apposition sur les façades de devantures de boutiques de petites enseignes en saillie de 0 m. 30 au lieu de 0 m. 20.

L'article 19 concerne, sans les interdire, les enseignes et attributs apposés au-devant du garde-corps des balcons, souvent d'un si mauvais goût.

Ce projet de réforme n'a pas encore abouti, et c'est le décret de 1902 qui est toujours en vigueur.

C) Situation du Décret de 1902 après les arrêtés préfectoraux pris en application du décret-loi du 30 octobre 1935

Mais il est à remarquer que les arrêtés préfectoraux pris en application du décret-loi du 30 octobre 1935 qui permet de réglementer les dimensions et le caractère des enseignes, ont permis de remédier dans une large mesure à ces situations. Nous étudierons ces arrêtés plus loin. Cependant, notons tout de suite quelques-unes des dispositions de l'arrêté du 1^{er} mai 1939 portant réglementation générale de la publicité à Paris, et remédiant aux erreurs du décret de 1902 :

« Dans la hauteur des étages, y compris les étages des com-

« bles, il est interdit de placer toute affiche collée et d’ob-
« turer par des panneaux d’affichage les baies éclairant et
« aérant les locaux habituels même si ces locaux sont mo-
« mentanément inutilisés par l’habitation. Les installations
« de ce genre ne devront être placées que devant la partie de
« ces baies n’excédant pas la hauteur du garde-corps »
(art. 3).

Ainsi, on ne verra plus de baies entièrement bouchées par des enseignes, même si les immeubles sont inhabités.

« L’ensemble des dispositifs peints sur une façade d’im-
« meuble, au-dessus du rez-de-chaussée, ne pourra excéder
« une surface totale de 10 mètres carrés » (art. 4).

« Aucune publicité ne sera autorisée au-devant de la partie
« libre des baies de fenêtres. Toutefois, des dispositifs en
« lettres découpées, lumineuses ou non ou sur transparents,
« pourront être installés après autorisation préalable et écrite
« du Préfet de la Seine.

« Aucun dispositif de publicité, soumis aux prescriptions
« réglementaires ou législatives relatives à la hauteur et aux
« saillies des constructions, ne pourra être installé sans une
« permission de voirie, demandée au Préfet de la Seine, con-
« formément à la réglementation en vigueur » (art. 5).

« Au-dessus de la ligne de base des combles, les dispositifs
« de publicité devront s’inscrire dans le gabarit réglemen-
« taire des lucarnes, ce gabarit étant appliqué exactement
« au-dessus du mur de face de l’immeuble, sans considérer
« la hauteur théorique à laquelle pourrait s’élever ledit mur
« de face, d’après la largeur de la voie » (art. 6).

Ainsi, on ne verra plus ni enseignes obturant complète-
ment les garde-corps des balcons, ni panneaux-réclames éta-
blis sur les combles des maisons peu élevées et prolongeant

le mur de face jusqu'à la hauteur du gabarit maximum théorique de ces constructions.

Désormais, sont enrayés les remarquables abus causés par les insuffisantes dispositions relatives aux saillies du décret du 13 août 1902, décret qui, par ailleurs, a été et continue à être, dans le domaine de l'architecture, si néfaste à l'esthétique de notre capitale.

§ 2. — LA LOI SUR LES PERSPECTIVES MONUMENTALES

L'article 4 du décret-loi du 26 mars 1852 relatif aux rues de Paris (1) disposait que :

« Tout constructeur devra préalablement adresser à l'Administration un plan et des coupes cotées de constructions qu'il projette, et se soumettre aux prescriptions qui lui seront faites dans l'intérêt de la sûreté publique et de la salubrité.

« Vingt jours après le dépôt de ces plans et coupes au Secrétariat de la Préfecture de la Seine, le constructeur pourra commencer ses travaux d'après son plan, s'il ne lui a été notifié aucune injonction ».

Mais le décret du 13 août 1902 ayant élevé la hauteur maxima des immeubles, on assista à une croissance instantanée de nombreux édifices devant l'Administration impuissante ; et on eût à regretter la disparition de perspectives splendides.

(1) L'article 9 du décret de 1852 permettait d'appliquer ces dispositions aux villes qui en feraient la demande, par décrets spéciaux rendus dans la forme des règlements d'administration publique. Mais en ce qui concerne notamment l'art. 4, le Conseil d'Etat a estimé qu'il devenait sans intérêt pour les communes, puisque l'autorité municipale trouvait dans la loi du 5 avril 1884 et dans la loi du 15 février 1902 sur la santé publique des pouvoirs équivalents (R.P. Dalloz voirie par terre n° 1293).

C'est ainsi qu'à la suite des incidents soulevés par la construction de l'hôtel Astoria qui nuisait à la perspective de l'Arc de Triomphe, sur la proposition du député Chastenet, est intervenu l'article 118 de la loi de finance du 13 juillet 1911 qui complète l'article 4 du décret-loi du 26 mars 1852 dans son alinéa 1^{er} par l'injonction suivante : « ...ainsi que de la conservation des perspectives monumentales et des sites, sauf recours au Conseil d'Etat par la voie contentieuse ».

L'article 4 nouveau du décret-loi du 26 mars 1852 oblige donc tout constructeur à adresser, *préalablement* à tout commencement de travaux, à l'Administration, un plan et des coupes cotées des constructions qu'il projette et à se soumettre aux prescriptions qui lui seront faites dans l'intérêt, non seulement de la santé publique, de la salubrité, mais encore de *la conservation des perspectives monumentales et des sites*, sauf recours au Conseil d'Etat.

Ce texte relatif aux perspectives monumentales vise l'architecture générale des immeubles. Mais en même temps, il permet de prohiber certains affichages et notamment les *armatures métalliques* qui les soutiennent et « couronnent » trop souvent les immeubles, à condition, suivant la jurisprudence du Conseil d'Etat, notamment dans son arrêt du 3 juin 1938, qu'ils soient « susceptibles d'être regardés comme constituant un ouvrage immobilier », et qu'ils nuisent à une perspective monumentale.

Dans le cas où le permis de bâtir serait refusé pour le motif que la construction projetée est de nature à porter atteinte à une perspective monumentale, le Conseil d'Etat se réserve le droit d'apprécier *si, en fait, le site considéré constitue bien une perspective monumentale* au sens de la loi et si, en fait, *les constructions projetées sont de nature à lui porter atteinte*.

Le Conseil d'Etat a été amené à se prononcer à plusieurs

reprises, à la faveur de demandes en annulation d'arrêtés préfectoraux refusant le permis de bâtir : ce furent successivement les arrêts du 4 avril 1914 (aff. Gomels S 1917, III, 25) par lequel le Conseil d'Etat refusait de considérer dans son ensemble la place Beauveau comme une perspective monumentale, en dépit de la proximité de l'Elysée et du Ministère de l'Intérieur ; du 1^{er} août 1914 (aff. Wiriot et Pilot, Lebon, p. 1010), au sujet de la place de l'Etoile ; du 15 novembre 1918 (aff. Société d'Assurances Mutuelles de Paris, Lebon, p. 999) visant la rue de Castiglione ; du 24 mars 1922 (aff. Salin, Lévy et Michel, Rev. du Dr. public, 1923, p. 43) sur le Parc de la Muette ; du 30 juin 1920 (Lebon p. 648), rue de Rivoli.

Enfin, dans une affaire qui intéresse spécialement notre sujet, à propos de la place de l'Opéra, le Conseil d'Etat rendit un arrêt, le 2 décembre 1932 (Gaz, trib., 28 février 1933) dont on pourrait tirer un parti utile dans la lutte contre l'affichage.

Contravention avait été dressée à la Société des Etablissements Copine et à la Société « La Foncière » pour avoir établi sans autorisation sur un immeuble, situé 38, avenue de l'Opéra formant un des angles de la place de l'Opéra, une armature métallique destinée à supporter un dispositif lumineux, et pour avoir, de ce fait, porté atteinte à la perspective monumentale constituée par la place de l'Opéra.

La Société et la Compagnie d'assurances demandaient l'annulation des arrêtés du Conseil de Préfecture des 9 juillet 1926 et 29 octobre 1925 les condamnant à 15 et 25 francs d'amende pour contravention de grande voirie consommée avant le décret du 28 décembre 1926, et à l'enlèvement de l'armature métallique. Le Conseil d'Etat a déclaré que les faits étant couverts par la loi d'amnistie du 26 décembre 1931, « il

n’y avait pas lieu de statuer sur l’amende et les frais du procès-verbal, mais que « la place de l’Opéra, ayant dans son ensemble le caractère d’une perspective monumentale, et l’armature métallique litigieuse nuisant à cette perspective », c’était à bon droit que le Conseil de Préfecture en avait ordonné la démolition.

M. le commissaire du gouvernement Latournerie avait fait remarquer que la contravention peut résulter de *constructions précaires* et non pas seulement, comme le prétendaient les requérants, de constructions ou exhaussements d’immeubles. La loi de 1911 a eu en vue *tous les travaux immobiliers quelles que soient leur importance et leur nature, dès lors qu’ils portent atteinte à l’aspect extérieur et nuisent à la conservation du site*. Il n’y a même pas à rechercher si le travail est en saillie ou s’il est incorporé au gros œuvre.

D’autre part, la place de l’Opéra constitue incontestablement une perspective monumentale.

Et le site était certainement atteint, car le bâti métallique était visible même de jour, et d’autre part, « même la nuit, le rapport des couleurs contribue à l’harmonie architecturale ».

Ainsi, la loi de 1911 peut donc permettre la démolition de « tout ouvrage susceptible de modifier l’aspect d’un immeuble faisant partie d’une perspective monumentale », et il appartient au Conseil d’Etat d’apprécier s’il s’agit bien d’une perspective monumentale.

A la vérité, on ne manque pas d’être surpris par cette exceptionnelle incursion du Conseil d’Etat dans le domaine du fait qui d’ordinaire lui échappe. Quelles que soient les tentatives faites pour justifier en droit cette attitude, il semble bien qu’on ne puisse en donner d’autre raison que la nécessité pour la Haute Assemblée de corriger, au besoin par son examen des faits, ce que pouvaient avoir d’excessif vis-à-

vis des particuliers les pouvoirs absolus conférés à l’Administration ; la loi pour la conservation des perspectives monumentales portant une atteinte importante à la propriété privée, par les interdictions qu’elle permet d’édicter sans indemnité compensatrice, le Conseil d’Etat, toujours soucieux de scrupuleuse justice, apprécie si l’esthétique est véritablement en cause, et par suite la nécessité de la restriction imposée au droit particulier dans cet intérêt supérieur.

Il est à remarquer que les arrêtés préfectoraux qui ont été pris par le Préfet de la Seine, en application du décret-loi du 30 octobre 1935, qui règlementent la publicité à Paris, et que nous étudierons plus loin, donnent à l’article 118 de la loi du 13 juillet 1911 de nouvelles occasions d’application en matière d’affichage.

En effet, ces arrêtés prévoient pour certains dispositifs de publicité la nécessité d’une autorisation ; les refus d’autorisation opposés aux pétitionnaires pourront, le cas échéant, s’appuyer sur ce texte. Il pourra arriver, par exemple, qu’une grande peinture publicitaire projetée sur un immeuble soit susceptible de compromettre une perspective. La loi sur les perspectives monumentales jouera donc et, si la décision de l’Administration est attaquée, le Conseil d’Etat « juge de l’esthétique » appréciera s’il s’agit bien d’une perspective monumentale et si l’affichage projeté nuit à cette perspective.

§ 3. — LES SERVITUDES

Il existe des immeubles parisiens, grevés de servitudes prohibant l’apposition d’enseignes ou d’inscriptions.

Ces servitudes datent pour la plupart du Second Empire, à l’époque où de nombreuses voies importantes furent ouvertes sous l’initiative du Baron Haussmann. Les maisons

qui devaient les border devaient être soumises à des servitudes d’uniformité d’architecture de façades, de raccordement des lignes de construction, etc... Des interdictions de commerce, d’enseigne, de peintures de toutes sortes, s’y ajoutaient fréquemment

Ces servitudes ont des origines des plus diverses : elles furent établies soit par une loi, soit par un décret, soit par des clauses insérées dans des contrats de vente d’immeubles appartenant à la Ville de Paris. Ces clauses furent insérées dans des contrats individuels passés entre la Ville de Paris et les acquéreurs de terrains communaux, ou dans des traités établis entre la Ville vendeur et des sociétés immobilières, qui, souvent sous le Second Empire, se sont chargées de la vente aux particuliers des terrains situés en dehors des alignements à la suite des expropriations d’immeubles nécessaires pour l’ouverture des voies nouvelles.

Chaque propriétaire est tenu de respecter ces servitudes. Il peut obliger son voisin à faire de même, et mettre en cause la Ville de Paris qui a vendu le terrain sur lequel l’immeuble est édifié, dans le cas où il y aurait infraction à ces servitudes. sitées par l’ouverture des voies nouvelles.

La loi du 22 juin 1854 et le décret du 13 août 1854 assujettissent les maisons de la place de l’Etoile à une uniformité d’architecture et grèvent ces immeubles ainsi que ceux riverains de l’avenue Foch, de diverses servitudes, notamment de la prohibition de commerces et d’enseignes.

Le décret du 15-22 novembre 1853 et les clauses des contrats

(1) Recueil d’actes administratifs et de conventions relatifs aux servitudes spéciales d’architecture, aux servitudes non aedificandi et autres grèvant les immeubles riverains de certaines places ou voies publiques, par L. Taxil, géomètre en chef de la Ville de Paris. — 1905. Voir Appendice III.

de vente des terrains, assujettissent les constructions riveraines de la place du Louvre et de la rue du Louvre (au-devant de la colonnade) à une uniformité d'architecture, et interdisent les peintures, écriteau ou enseigne, sur quelque partie que ce soit des façades soumises au système d'architecture uniforme.

La délibération du Conseil municipal du 18 juin 1852 et les clauses insérées aux procès-verbaux d'enchères pour la vente des terrains riverains de la place de l'Hôtel-de-Ville (côté Ouest), de l'avenue Victoria (entre la place de l'Hôtel-de-Ville et la rue Adolphe-Adam), de la rue St-Martin (entre le quai de Gesvres et l'avenue Victoria) assujettissent les constructions à une uniformité d'architecture et à diverses servitudes notamment la prohibition d'enseignes.

Les contrats de vente des terrains, grèvent les immeubles de la rue de Rivoli (entre la rue du Louvre et la rue de Mondovi), des Pyramides (entre la rue de Rivoli et la rue St-Honoré), de Castiglione, de la place des Pyramides et de la place du Palais-Royal, de diverses servitudes, notamment l'interdiction de peinture, écriture ou enseigne sur les façades ou portiques d'arcades ; les constructions riveraines de ces voies ayant été soumises à une uniformité d'architecture, les unes par les arrêtés des Consuls des 1^{er} vendémiaire et 1^{er} floréal an X, les autres par le décret du 23 décembre 1852.

Le décret du 18 juillet 1860 établit les servitudes suivantes :

« Les appartements de la grande maison à construire à l'angle du faubourg St-Honoré et de la rue de la Reine Hortense (aujourd'hui rue de l'Elysée) ne pourront jamais être habités que bourgeoisement sans qu'il puisse y être établi de garni. Dans toute la partie de cette maison ayant façade sur la rue nouvelle (rue de l'Elysée) et dans le plan coupé à l'angle de cette rue et de la rue du faubourg St-Honoré, il ne

devra être mis, ni toléré, soit au rez-de-chaussée, soit à tous étages supérieurs, aucune peinture, aucun écriteau, ni enseigne, même par lettres appliquées extérieurement ou intérieurement sur les devantures, glaces ou carreaux, et ce, afin de conserver à la partie de la dite maison en pan coupé et en façade sur la rue nouvelle, l’aspect extérieur d’une maison exclusivement bourgeoise.

Les maisons dites anglaises, les hôtels du centre et l’hôtel en façade de l’avenue Gabriel devront servir à l’usage exclusif d’habitation bourgeoise, et il ne pourra jamais y être créé aucun genre de commerce ou d’industrie ni être placé aucune enseigne ni indication quelconque ».

Enfin, voici un dernier exemple de servitude établie aux abords de l’église de la Trinité qui a donné lieu à une intervention de la Commission du « Vieux Paris » et a fait l’objet d’une application récente (1) :

Aux termes d’un contrat de vente passé devant M^e Devès, notaire à Paris, le 18 janvier 1864, par la Ville de Paris à M. Jean-Eugène Deschamps, d’un terrain situé entre la rue de Clichy et de la rue Morlot, il a été stipulé ce qui suit : « L’acquéreur devra faire construire sur le terrain présentement vendu, des bâtiments à usage d’habitation, qui occuperont toute la façade de ce terrain sur la place du square, la rue de Clichy et la rue latérale à l’église et seront en bordure sur ces rues... Il devra se soumettre aux alignements et nivellements qui lui seront indiqués par l’Administration et se conformer aux conditions suivantes : 1° ... ».

4° Les devantures de boutiques au rez-de-chaussée seront

(1) Insérée dans le Bulletin de la Commission du Vieux Paris. 1908, pp. 124-126.

conformes aux détails donnés par M. Ballu architecte de la ville...

10° Il est formellement interdit à M. Deschamps de placer aucune enseigne ou inscription de quelque nature que ce soit, excepté sur la façade donnant sur la rue de Clichy ».

Or, des enseignes en lettres noires sur fond blanc furent peintes dans l'encadrement des fenêtres du rez-de-chaussée regardant la place de la Trinité. Une première fois, dans sa séance du 4 avril 1925, la Commission du « Vieux Paris » avait émis le vœu « que l'Administration fit respecter ces servitudes d'architecture par l'enlèvement des enseignes et inscriptions ainsi apposées, le texte de ces servitudes ne se prêtant à aucune interprétation et ne laissant place à aucune tolérance ».

Ces enseignes ayant reparu plus tard, ce vœu fut renouvelé par la Commission du « Vieux Paris » le 25 janvier 1936, sans résultat.

Et dans le même temps, l'Administration recevait du propriétaire de ce même immeuble une demande d'autorisation de faire poser des enseignes composées de lettres détachées, sur la façade de cet immeuble donnant sur la place de la Trinité, entre les 3^e et 4^e étages et sur le balcon du 3^e étage. L'Administration refusa cette autorisation, se basant sur l'interdiction générale des enseignes qui résulte de l'alinéa 10 des conditions particulières de la vente susvisée de 1864. C'est donc l'exemple d'une servitude à demi-observée : appliquée dans les étages de l'immeuble, elle ne l'est pas au rez-de-chaussée.

Il importe que ces servitudes, souvent mal connues, soient appliquées et par les particuliers et par l'Administration.

Il est à remarquer que les arrêtés préfectoraux pris en vertu du décret-loi du 30 octobre 1933 ont tenu compte de ces ser-

vitudes dans leur réglementation de la publicité à Paris dans les différents périmètres.

Ces servitudes montrent le souci qu'avait le Second Empire d'écarter tout commerce et enseigne de certains immeubles, voire de certains quartiers et qui ne l'empêcha pas alors, d'être une époque d'essor commercial et industriel.

Peut-être pourrait-on de nos jours faire un profit utile de cette idée et, dans le plan d'aménagement de Paris actuellement à l'étude, établir des servitudes esthétiques de ce genre.

CHAPITRE II

APPLICATION DES TEXTES GENERAUX SUR L’AFFICHAGE A PARIS

Nous étudierons d’abord comment ont été appliquées les lois du 27 janvier 1902 et du 20 avril 1910, puis le décret du 30 octobre 1935.

Nous insisterons sur l’application de ce dernier texte, qui constitue la charte actuelle des droits et des devoirs de l’affichage à Paris.

§ 1. — APPLICATION DES LOIS DU 27 JANVIER 1902 ET DU 20 AVRIL 1910

Deux arrêtés préfectoraux, en date du 28 mars 1902 et du 5 avril 1912 pris en vertu de la loi du 27 janvier 1902, ont interdit l’affichage sur 141 monuments et ensembles et sur les édifices du culte, « ayant un caractère artistique » classés ou non.

La loi du 20 avril 1910 qui prohibait l’affichage sur les monuments et sites classés, enlevait toute utilité à ceux des arrêtés appliquant la loi de 1902 qui interdisaient l’affichage

sur des monuments classés ; mais permettait d’interdire l’affichage dans un périmètre déterminé autour des monuments et sites classés, par arrêté préfectoral sur avis conforme de la Commission des sites et monuments naturels de caractère artistique, créé par la loi du 21 avril 1906 organisant le classement des sites.

Quatre-vingts arrêtés interdirent l’affichage autour de la plupart des monuments et sites classés de Paris : en date du 25 août 1913 (les plus nombreux) du 22 novembre 1921 et du 15 juillet 1924, tandis que les arrêtés du 21 juin 1926, du 28 juin 1927 et du 1^{er} février 1934 révisèrent et étendirent les périmètres fixés par les arrêtés antérieurs.

Mais ces arêtés n’édictaient donc que des prohibitions et non des réglementations, prohibitions applicables seulement dans les périmètres.

De plus, ils ne pouvaient concerner les enseignes : c’est ainsi que deux articles de l’arrêté préfectoral du 1^{er} février 1934 interdisant les enseignes lumineuses dans le périmètre des Champs-Élysées furent annulés par le Conseil d’Etat dans son arrêt du 3 juin 1938 (1).

(1) Les deux articles 6 et 8 annulés étaient ainsi conçus :

« Art. 6. — Sur les immeubles visés à l’art. 3 (les immeubles visés « dans le périmètre) ci-dessus, du niveau du trottoir jusqu’à la ligne « de faite réelle des combles, aucune publicité par enseignes, lumi-
« neuses ou non, ne pourra être installée sans une autorisation préa-
« lable et écrite du Préfet de la Seine.

« A cet effet, le bénéficiaire de l’enseigne devra remettre à l’Admi-
« nistration avec sa demande, des dessins, coupes et élévation de
« l’enseigne projetée. Il devra se conformer aux prescriptions qui,
« dans un délai de vingt jours, lui seront faites par l’Administration
« en ce qui concerne l’emplacement, les dimensions, la forme et la
« couleur de l’enseigne, sauf recours au Conseil d’Etat par la voie
« contentieuse.

« Aucune enseigne provisoire sur toile peinte, dit « enseigne sur
« caliquot » ne sera autorisé.

« Aucune enseigne dépassant la ligne de faite réelle des combles ne
« sera autorisée non plus qu’aucune enseigne sur les superstructures

Or, Paris, devant l'envahissement de l'affichage, les abus des enseignes lumineuses et l'insuffisance et la rigidité des arrêtés en vigueur, ressentait le besoin d'une réglementation générale de l'affichage et de l'enseigne.

« d'immeubles, souches de cheminées, cages des organes d'ascenseurs, garde-fous des terrasses, objets d'ornementation des combles, dômes, galeries, etc...).

« Aucune enseigne ne sera autorisée au-devant ou en travers de la partie libre des baies de fenêtres.

« Les enseignes non parallèles au mur de face ne seront autorisées qu'à titre tout à fait exceptionnel.

« Les annonces faites par les Services publics ou Offices publics seront assimilées à des enseignes, à condition qu'elles ne constituent pas une publicité commerciale.

« Toute publicité par enseignes, lumineuses ou non lumineuses, est et demeure interdite sur les façades, pignons et combles des immeubles riverains de la place de l'Etoile et de l'avenue Foch.

« Sur les immeubles riverains de l'avenue des Champs-Élysées, les enseignes lumineuses de couleur ne seront pas autorisées.

« Sur les immeubles visés à l'article 4 ci-dessus (dans un rayon de 600 mètres à partir des alignements de la place de l'Etoile) aucune enseigne sur comble ou sur pignon ne sera autorisée si elle doit être visible de la place de l'Etoile ».

« Art. 8. — Les bénéficiaires des installations actuellement existantes devront, dans un délai maximum de trois mois, à compter de la notification qui leur sera faite du présent arrêté, déposer à la Préfecture de la Seine (bureau des alignements) la demande prévue par l'art. 6 ci-dessus.

« Les enseignes sur calicot actuellement existantes devront être supprimées au plus tard le 1^{er} avril 1934.

« Les installations actuellement existantes faites au-dessus de la ligne de faite des combles devront être supprimées au plus tard le 1^{er} août 1935.

« Les enseignes lumineuses de couleur actuellement existantes devront être remplacées par des enseignes lumineuses blanches ou supprimées au plus tard le 1^{er} août 1935 ».

Il est à remarquer que le mot « interdiction » n'est pas dans le texte, mais après avoir exigé une autorisation pour toutes les enseignes, il est bien stipulé que, telles et telles enseignes ne pourront être autorisées, ce qui revient au même.

Certaines de ces dispositions ne sont pas entachées d'excès de pouvoir : ainsi l'interdiction des enseignes sur les immeubles riverains de la place de l'Etoile et de l'avenue Foch, résultant des servitudes établies sur ces immeubles, ainsi que nous l'avons vu au chapitre premier § 3, les servitudes, mais « en raison de l'indivisibilité de leurs dispositions » les deux articles ci-dessus ont été annulés dans « leur ensemble ».

La loi du 20 avril 1910 ne pouvant pas servir de base à cette réglementation, il fallait en trouver une autre.

M. Fernand Laurent, conseiller municipal, suggérait de faire simplement application de la loi du 19 juillet 1924 sur le plan d'aménagement et d'extension des villes : l'art. 2 de cette loi prévoit, en effet, que le projet d'extension de chaque ville doit comprendre « un programme déterminant les servitudes hygiéniques, archéologiques et esthétiques ».

La publicité constitue un facteur important de l'aménagement d'une ville comme Paris, et peut être, à ce titre, un élément essentiel du programme déterminant les servitudes esthétiques. Mais ce programme de servitudes n'est qu'une partie du plan d'extension et d'aménagement de Paris. Ce plan, dont l'élaboration soulevait des problèmes très graves, était loin d'être au point (il n'est pas encore terminé à l'heure actuelle) ; il ne paraissait donc pas indiqué d'ajourner jusqu'après l'établissement définitif de ce plan d'extension, la nouvelle réglementation de la publicité.

L'Administration préfectorale pensa alors trouver un cadre juridique suffisant, dans le décret-loi du 26 mars 1852 relatif aux rues de Paris et le règlement pris en exécution de ce décret-loi, le décret du 13 août 1902, précédemment étudié, qui fixe les hauteurs et saillies des bâtiments dans la Ville de Paris.

Sur de nombreux points la revision de ce texte s'imposait (et s'impose toujours), la Commission de techniciens qui s'occupait de cette revision semblait près d'aboutir. L'occasion semblait donc favorable pour insérer dans le nouveau règlement de voirie les dispositions relatives à la publicité.

Une Commission tripartite constituée à la Préfecture de la Seine, composée de représentants de l'Administration, de conseillers municipaux et des représentants des entreprises de

publicité, anticipant ainsi sur le décret-loi du 30 octobre 1935 en tentant d'associer les afficheurs à la réglementation des affiches, élabora un règlement qui comprenait trois parties :

Un règlement général applicable à l'ensemble des voies parisiennes.

Un premier règlement additionnel applicable aux périmètres de protection des monuments classés et d'un certain nombre de sites urbains.

Un second règlement additionnel, plus sévère, applicable aux monuments classés eux-mêmes, à certains immeubles architecturaux et à quelques sites dignes d'une protection particulière.

Il est frappant de remarquer que cette division en trois ordres de dispositions a été reprise par les arrêtés qui ont appliqué le décret-loi du 30 octobre 1935, et que la réglementation établie par ces arrêtés renferme de nombreuses analogies, (notamment la réglementation des enseignes), avec celle qui était ainsi projetée (1).

(1) Voici quel était le texte de la réglementation de l'affichage projetée, par l'addition d'un article 33 bis au décret du 13 août 1902 :

« Art. 33 bis, § 1^{er}. — Dispositions applicables à l'ensemble des rues de Paris. Aucun panneau de publicité opaque ne peut boucher totalement ou partiellement les fenêtres des immeubles.

« Les objets de publicité non transparents placés au-devant des balcons et des appuis de fenêtres ne peuvent excéder la hauteur de ces balcons et appuis.

« Tous objets de publicité placés tant sur les murs de façades que sur les murs pignons, les murs de clôture et les grilles de clôture, doivent être tenus en bon état de propreté et d'entretien.

« Au-dessus de la ligne de base des combles, les objets de publicité doivent s'inscrire dans le gabarit réglementaire des lucarnes, ce gabarit étant appliqué exactement au-dessus du mur de face de l'immeuble, sans considérer la hauteur théorique à laquelle pourrait s'élever ledit mur de face d'après la largeur de la voie.

« Sauf le cas de force majeure, les murs de clôture consacrés à l'affichage, doivent porter un encadrement peint ou un papier collé, marge à l'intérieur de laquelle se détachera la publicité.

« Les palissades de chantiers où l'affichage est libre ne seront

Car cette réglementation de la publicité prévue sous forme d’une addition au décret de 1902, et approuvée par le Conseil municipal en janvier 1929, sur un rapport de M. Oudin, resta à l’état de projet. En effet, le Conseil d’Etat, dont l’avis était

« maintenues sur la voie publique que pendant le temps strictement nécessaire à l’exécution des travaux.

« § 2. — Dispositions applicables aux périmètres de protection des monuments classés et des sites urbains compris dans les listes A, B et C, annexées au présent décret

« a) Tout affichage y est interdit, sauf sur les palissades de chantiers. Les affiches posées sur ces palissades ne doivent pas les couvrir entièrement, et le surplus des palissades doit être peint ou recouvert d’un papier formant la marge des affiches ; en outre, l’affichage ne doit pas dépasser en hauteur 5 mètres au-dessus du niveau du trottoir, le surplus de la palissade étant entretenu en bon état de propreté.

« b) Toute enseigne sur calicot est interdite.

« c) Au-dessous de la ligne de base des combles, les enseignes ne peuvent être installées que sur autorisation spéciale de l’Administration qui apprécie, dans chaque cas, si l’installation projetée n’est pas de nature à nuire à l’aspect du monument historique ou du site à protéger.

« d) Au-dessus de la ligne de base des combles :

« 1° Il est interdit de poser aucun tableau ou panneau formant écran, destiné à une publicité quelconque (affiche ou enseigne).

« 2° Les enseignes en lettres découpées, transparents, lettres lumineuses, pourront être autorisées dans les conditions indiquées au § c.

« e) Exceptionnellement, l’affichage lumineux pourra être autorisé au-dessus de la ligne de base des combles, si les lettres et motifs lumineux sont quasi-invisibles le jour, et si l’appareillage de ces installations (armatures métalliques, etc...) n’est pas de nature à compromettre l’esthétique des lieux. Ces autorisations exceptionnelles seront délivrées, à titre précaire et révocable, par le Préfet de la Seine, sur demandes spéciales à chaque cas d’espèce, accompagnées de tous plans, dessins et maquettes s’il y a lieu.

« § 3. — Dispositions applicables aux monuments classés et à certains sites et ensembles architecturaux compris dans la liste A annexée au présent décret.

« Les dispositions du § 2 qui précède sont applicables aux monuments classés et aux dits sites et ensembles architecturaux.

« En outre :

« 1° Tout objet de publicité (enseigne ou affiche) est interdit au-dessus de la ligne de base des combles ;

« 2° Les enseignes ne seront tolérées sur les façades des immeubles que dans la mesure où elles n’altéreront pas l’aspect architectural des façades et l’Administration appréciera dans chaque cas si la tolérance doit être accordée ».

requis pour la modification du règlement de voirie, considéra que cette réglementation de l’affichage manquait de base juridique, l’insertion de prescriptions esthétiques lui paraissant excéder le cadre du décret de 1902.

Seul le décret-loi du 30 octobre 1935 devait permettre dix ans plus tard, en été 1939, de doter Paris d’une réglementation générale complète, qui poserait aussi des règles aux enseignes, et que nous étudierons maintenant.

§ 2. — APPLICATION DU DÉCRET-LOI DU 30 OCTOBRE 1935

RÈGLEMENTATION ACTUELLE

Une première application du décret du 30 octobre 1935 fut faite à l’occasion de *l’Exposition Internationale de 1937*. La publicité fut réglementée aux abords de l’Exposition : c’est ainsi que pour imposer à cette publicité un peu d’ordre et de tenue, il fut interdit notamment de couvrir plus des 4/5 de la surface susceptible d’être affectée à l’affichage, dans la hauteur du rez-de-chaussée des façades d’immeubles, sur les murs de clôture, sur les palissades formant clôture à l’alignement et sur les palissades de chantier, le surplus de ces palissades devant être peint ou recouvert de papier formant cadre aux affiches, etc...

En dépit de la réglementation, certaines affiches déshonorèrent les alentours de l’Exposition : chacun se souvient encore des affiches lumineuses du savon Cadum et de la Bénédictine qui « encadraient » le nouveau Trocadéro, couronnant de façon baroque la perspective que l’on pouvait avoir de la Tour Eiffel, et de la monstrueuse aspirine Bayer qui semblait, du côté opposé, défilier l’Exposition. Ces trois publicités furent poursuivies, mais firent appel après leur condam-

nation, et l’appel étant suspensif, se réfugièrent dans le maquis de la procédure, et purent ainsi durer jusqu’à la fin de l’Exposition.

Mais ce n’était là qu’une réglementation provisoire, une réglementation de circonstance, il était *urgent* de remédier dans tout Paris et de façon durable, au désordre, à la malpropreté, aux abus de toutes sortes de l’affichage :

Les panneaux d’affichage devant les devantures de boutiques, une des formes les plus récentes des abus de la publicité, et d’autres non moins agressives au point de vue de l’esthétique : abus des grandes peintures publicitaires sur les murs séparatifs ou murs pignons, abus des panneaux et des dispositifs lumineux installés sur les toitures d’immeubles, abus même des enseignes.

Paris est, en effet, une des villes les plus riches du monde en monuments historiques. Les perspectives monumentales, les sites urbains, les vues pittoresques y abondent, et la diversité des aspects de Paris est telle, qu’il n’est point de quartier, soit du centre, soit de la périphérie, où l’on ne rencontre quelque coin charmant, quelque aspect digne d’être préservé.

On conçoit que dans cette situation, l’aspect des rues de Paris pouvant, suivant le caractère de chaque quartier, s’accommoder plus ou moins de la publicité, la réglementation puisse être plus ou moins sévère suivant les lieux considérés ; mais dans toutes les voies de la capitale, là même où la notion d’esthétique apparaît peu, il faut au moins assurer un minimum de bonne tenue, éviter à tout prix les affiches mal entretenues et qui pendent lamentablement.

Cependant, il faut reconnaître que la réglementation de la publicité est une chose fort délicate : dans une ville comme Paris, le rôle de la publicité par l’affiche et par l’enseigne s’est accru à un tel point qu’elle est intimement mêlée à la

vie commerciale de la cité. Mais si l'on doit se garder de ruiner une telle industrie en édictant des mesures trop excessives, l'accroissement même de cette publicité est justement un danger qu'il est nécessaire de limiter.

A) *Historique de la réglementation*

Voici quelle fut l'histoire de cette nouvelle réglementation :

Le 29 avril 1937, dès que les deux représentants des entreprises de publicité furent désignés (c'est à la date du 1^{er} mai 1937 au plus tard que cette désignation devait être effectuée, d'après la circulaire du Ministre des Beaux-Arts du 11 octobre 1936), la Section permanente de la Commission départementale des sites du département de la Seine, après avoir réglé le sort de la publicité aux abords de l'Exposition, se mit au travail pour élaborer la réglementation nouvelle de la publicité.

Quelle était la *composition de la Section permanente* ?

Signalons d'abord, qu'en raison du régime administratif spécial du département de la Seine, la Commission départementale des sites de ce département (et par suite la Section permanente), bénéficie de dispositions particulières énoncées par le règlement d'administration publique du 27 juillet 1930 fixant les détails d'application de la loi du 2 mai 1930, sur la protection des sites. Elle a donc une composition spéciale :

Outre le Préfet de la Seine et un représentant du Ministre des Beaux-Arts, elle comprend divers fonctionnaires du département, parmi lesquels nous devons mentionner le Directeur Général des Travaux de Paris, le Directeur du Plan de Paris, le Conservateur en chef des Promenades de la Ville de Paris, le Secrétaire et trois membres de la Commission du

Vieux Paris, l’Inspecteur Général des Monuments historiques du département. Le Conseil Général délègue quatre de ses membres dont deux représentent la banlieue, et les communes de la banlieue envoient six maires, les Associations de tourisme et les Syndicats d’initiative envoient six représentants, de même que les Associations littéraires ou artistiques du département. Le Préfet de la Seine adjoint, à ces divers membres, dix personnalités des Lettres ou des Sciences qu’il nomme pour quatre ans.

Cette Commission choisit dans son sein vingt membres qui forment la Section permanente dont le représentant du Ministre des Beaux-Arts est de droit Président. Neuf seulement des membres de droit de la Commission départementale peuvent être élus à la Section permanente.

La Commission départementale des sites a été constituée par un arrêté du 5 janvier 1931.

La Section permanente, élue par elle le 9 juillet suivant, comprenait :

MM. Gabriel Faure, Inspecteur général des Monuments historiques, délégué du Ministre des Beaux-Arts, Président ; Giraud, Directeur Général des Travaux de Paris ; Doumerc, Directeur du Plan de Paris ; Martzoff, Directeur des Services d’Architecture et des Promenades de Paris ; Demorlaine, Conservateur en chef des Promenades de la Ville de Paris, remplacé par la suite par M. Perrot, son successeur ; François, Ingénieur-géomètre en chef de la Ville de Paris, remplacé par la suite par M. Mestais, son successeur ; Victor Perrot, Mario Roques et Paul Jarry, membres de la Commission du Vieux Paris ; André Morizet, maire de Boulogne ; André Sellier, maire de Suresnes ; Chaix, Président du Touring-Club de France ; Henri Prost, Président de la Société des Urbanistes Français ; Robert de Souza, Vice-Président de la

Société pour la proction des Paysages de France ; Lesort, Président de la Fédération des Sociétés d'Histoire de Paris et de l'Ile-de-France ; Louis Bonnier, Inspecteur général honoraire des Services techniques d'Architecture et d'Esthétique de la Ville de Paris ; Pontremoli, membre de l'Institut, Président de la Société centrale des Architectes ; Paquet, Inspecteur général des Monuments historiques ; Elie Debisdour, Secrétaire administratif en chef du Cabinet du Préfet de la Seine, Secrétaire de la Section permanente, auxquels, après le décret du 30 octobre 1935, vinrent s'ajouter, pour la réglementation de la publicité, les deux représentants des entreprises de publicité : MM. Marcel Cusenier, Vice-Président de l'Union des annonceurs et Jean Giraudy, Président de la Chambre syndicale patronale de l'affiche peinte et décorative de France.

Le travail entrepris par la Section permanente fut long et minutieux, puisqu'elle élaborait une réglementation *générale* de la publicité à Paris et une réglementation *particulière* plus ou moins sévère, applicable dans les *périmètres déjà fixés* autour de la plupart des monuments historiques classés de Paris par les arrêtés préfectoraux pris en application de la loi du 20 avril 1910, et dans les *nouveaux périmètres* proposés par elle pour protéger contre les abus de l'affichage les divers et nombreux sites de la capitale ; et en même temps délimiter exactement, sur plans et bien souvent sur place, la surface de ces périmètres, rue par rue, immeuble par immeuble.

Le résultat de ces premiers travaux fut une proposition du 13 décembre 1937 de la Section permanente, contenant un projet de réglementation générale et un projet d'arrêté-type de réglementation dans les périmètres dits ordinaires, qu'un mémoire du Préfet de la Seine du 24 décembre transmettait au Conseil municipal. A cette proposition était jointe une

note d’observations des représentants des entreprises de publicité, protestant contre les dispositions projetées et estimant n’avoir pu en examiner suffisamment les conséquences sur l’activité commerciale ; bien que ces dispositions aient fait l’objet de discussions auxquelles ils avaient pris part, au cours de réunions antérieures des 29 avril, 24 juin, 9 juillet, 9 décembre et d’une réunion supplémentaire du 13 décembre 1937, décidée par la Section permanente à leur demande.

La Section permanente continuant ses travaux toujours en leur présence, fit, les 31 mars et 4 juillet 1938, une deuxième et une troisième propositions contenant la réglementation définitive, qui firent l’objet de mémoires préfectoraux des 1^{er} avril, 4 avril et 6 juillet 1938, transmis au Conseil municipal.

Et ce n’est que le 1^{er} avril 1939 que le Conseil municipal adopta le projet définitif de réglementation sur un dernier mémoire du Préfet de la Seine du 24 mars 1939 contenant de nouvelles propositions demandées par la 3^e Commission du Conseil municipal et acceptées par la Section permanente dans ses séances des 16 et 14 mars à titre de transaction, pour hâter la réglementation (Infra p. 113 et 120) (1).

Le Préfet pouvait enfin statuer par arrêté.

Il était temps...

(1) Il est important de rappeler ici aux sections permanentes :

1^o Qu’aux termes de l’art. 4 du décret-loi du 30 octobre 1935, c’est un simple et rapide avis (favorable ou non) que le Préfet doit demander au Conseil municipal, puisqu’aux termes de son article 6, le Préfet doit statuer dans le mois à compter du jour où il a reçu communication de la délibération de la Section permanente. Passé ce délai, c’est le Président de la Section permanente qui doit transmettre une expédition de la délibération au Ministre des Beaux-Arts qui statue alors par arrêté.

2^o Et qu’au cas où le Président négligerait de le faire, aux termes de l’art. 2 de la loi du 2 mai 1930, la Section permanente, — trois membres suffisent — peut demander sa convocation en vue de mettre son président en demeure de se conformer à la loi.

B) Etude de la réglementation

La nouvelle réglementation de l'affichage à Paris fait l'objet d'une série de 55 arrêtés, en date des 1^{er} mai, 15 mai, 5 juin et 29 juillet 1939 rapportant les arrêtés pris en application de la loi du 29 avril 1939.

Elle a un double objet :

Cette réglementation, au sens large du mot, comporte des dispositions édictant non seulement des interdictions, des prohibitions d'affichage, mais encore des « réglementations » au sens strict du terme, conditionnant les dimensions, les emplacements, les couleurs, etc..., de la publicité.

Et elle s'applique « à toutes les formes de publicité », que celle-ci s'exprime *par affiches ou par enseignes* ; mais celles-ci ne peuvent être que réglementées.

Là où l'enseigne ne se différencie pas de l'affiche, il est logique de la soumettre aux mêmes règles. C'est le cas, par exemple, des enseignes lumineuses.

Certaines firmes avaient accrédité et appointé comme leurs représentants, des habitants de l'avenue des Champs-Élysées pour que le dispositif lumineux installé sur leur balcon fût considéré comme enseigne. De semblables subterfuges sont désormais inopérants.

C'est la première fois que la liberté effrénée laissée aux enseignes — aussi inesthétiques que les affiches — peut être limitée (seules les dispositions du décret du 13 août 1902 en limitaient la saillie sur la voie publique).

Elle comprend deux ordres de dispositions :

Une réglementation *générale*, s'appliquant et à l'intérieur des périmètres établis autour des monuments et aussi, en dehors de ces périmètres, à toutes les voies publiques de Paris.

Une réglementation *particulière*, en ce sens qu'elle ne s'applique qu'à l'intérieur des périmètres établis, soit autour de monuments classés (ce sont alors ou d'anciens périmètres existant en vertu des arrêtés appliquant la loi du 20 avril 1910 revus ou corrigés, ou de nouveaux périmètres), soit autour de sites urbains non classés (ce sont alors forcément de nouveaux périmètres), répondant ainsi aux directives proposées par la circulaire ministérielle du 11 octobre 1936.

Cette réglementation particulière s'applique dans chaque périmètre, en plus de la réglementation générale, ou bien au lieu et place de celle-ci, lorsqu'elle règle une même situation plus sévèrement que la réglementation générale (tel est le cas, par exemple, des panneaux en applique).

Ces périmètres, suivant le degré de protection dont ils ont été jugés dignes, bénéficient les uns d'une réglementation plus sévère, ce sont les périmètres *exceptionnels* ; les autres d'une réglementation moins sévère, ce sont les périmètres *ordinaires*.

Enfin, des dispositions spéciales ont été prises pour protéger les immeubles soumis à une servitude d'architecture obligatoire, notamment aux abords de l'Opéra, du Palais-Royal, de l'Etoile, dans la rue Royale et sur certains quais de la Seine.

Étudions maintenant les détails de ces différentes réglementations :

I^o Réglementation Générale

Elle fait l'objet de l'arrêté préfectoral du 1^{er} mai 1939 (1).

Elle tient en 11 articles et vise les objets ci-après :

(1) Texte à l'appendice I.

« Dans la hauteur du rez-de-chaussée, l'affichage par affiches collées », ne devra pas couvrir plus de $\frac{4}{5}$ de la surface susceptible de lui être affectée, tant pour les murs de clôture et façades d'immeubles, que pour les palissades formant clôture à l'alignement ou pour les palissades de chantier ; le surplus de ces palissades devra être peint ou recouvert de papier formant cadre aux affiches et tenu en bon état de propreté pendant toute la durée de l'affichage.

L'article premier, qui contient cette disposition, réserve en outre à l'Administration, le droit de faire supprimer ou modifier les affichages qui seraient contraires à la bonne tenue de la voie publique, c'est-à-dire les affichages mal entretenus, affiches déchirées, décollées, etc...

Dans la hauteur des étages, les affiches collées sont purement et simplement interdites (art. 3).

Cette mesure vise en particulier un abus qui a été signalé à plusieurs reprises et qui consiste dans l'affichage effectué subrepticement, à l'insu des propriétaires et des occupants, sur les façades des maisons dans la hauteur des premiers étages. Au surplus, l'apposition d'affiches au-dessus des rez-de-chaussée est franchement indésirable au point de vue de la bonne tenue des voies parisiennes.

Les panneaux d'affichages devant les devantures de boutiques vacantes ou « panneaux en applique » véritablement abusifs, abondent en particulier dans l'avenue de l'Opéra et l'avenue des Champs-Élysées. Non seulement ils nuisent à la bonne tenue des voies, et leur installation, par le revenu qu'elle procure, peut détourner les propriétaires de louer des locaux commerciaux vacants (ainsi certaine boutique de l'avenue de l'Opéra, louée 125.000 francs, le locataire touché par la crise ayant demandé de ramener son loyer à 80.000 francs, le propriétaire refusa, parce qu'une agence

d’affichage lui offrait un chiffre supérieur, soit 90.000 fr...) ; mais encore leur installation constitue un empiètement intolérable sur la voie publique.

Il est admissible qu’un particulier fasse momentanément, et moyennant le paiement d’une redevance, une emprise sur la voie publique pour permettre l’exécution de travaux régulièrement autorisés ; l’affichage n’est alors qu’un accessoire de la palissade de chantier.

Mais il est inadmissible qu’une palissade soit construite en saillie sur l’alignement, *uniquement en vue de l’affichage*.

D’autre part, si les règlements en vigueur ont autorisé une emprise sur la voie publique pour les devantures de boutiques, c’est uniquement pour faciliter le commerce. C’est d’ailleurs une chose qui se comprenait mieux autrefois qu’aujourd’hui, parce qu’il y avait jadis des fermetures mobiles, des coffrets pour replier les rideaux de bois ou de fer. Aujourd’hui, où il est de mode d’enfermer les magasins dans l’architecture des maisons et, en général, de ne pas les fermer du tout ou de les fermer par une simple grille, les devantures en saillie sur l’alignement deviennent de plus en plus rares.

Par conséquent, l’application des panneaux d’affichage au-devant des devantures de boutiques constitue un abus doublement injustifié ; et théoriquement, la réglementation aurait dû interdire les panneaux de cette nature dès qu’ils font une saillie quelconque sur l’alignement.

Il a cependant paru à la Section permanente que, dans un but de conciliation, il pourrait être fait état comme d’une situation de fait des saillies que constituent actuellement les devantures et qu’il convenait, en conséquence, de décider que les panneaux d’affichage pourraient avoir sur l’alignement une saillie qui ne dépasserait pas celle des devantures,

et qu'en conséquence ces panneaux seraient dorénavant posés sur le seuil des boutiques et encastrés dans l'encadrement des devantures, sans dépasser, dans n'importe quelle dimension, le cadre ou le seuil de la devanture.

En outre, la hauteur de ces panneaux appliqués est limitée dans tous les cas à 4 mètres au maximum.

Tout appliquement qui ne sera pas conforme à ces prescriptions pourra être démonté par l'Administration. (Dans le projet primitif, aucun panneau en appliquement ne devait être apposé sans une autorisation écrite et préalable du Préfet de la Seine).

Les panneaux d'affichage appliqués en saillie sur l'alignement devant les rez-de-chaussée des immeubles vacants ne doivent pas être installés sans une autorisation préalable et écrite du Préfet de la Seine.

En ce qui concerne *les panneaux d'affichage devant les baies de fenêtres aux étages* la Section permanente a estimé qu'ils étaient dans une situation plus visible dans la perspective des rues, et qu'il convenait d'être plus sévère que pour les panneaux d'affichage à rez-de-chaussée. C'est pourquoi l'art. 3 interdit d'obturer par des panneaux d'affichage les baies des locaux habitables, même si ces locaux ne sont pas momentanément utilisés pour l'habitation, ceci afin d'éviter le subterfuge, vu plus haut, qui consistait à supprimer toute habitation, pour ne pas tomber sous le coup des dispositions du règlement de voirie et de l'arrêté sanitaire fixant un minimum d'ouverture des baies éclairant les pièces servant à l'habitation.

Des installations de ce genre ne pourront être placées que devant la partie de ces baies n'excédant pas la hauteur du garde-corps (une autorisation préalable et écrite du Préfet

de la Seine était exigée pour ces installations dans le projet primitif).

Aucune publicité n'est autorisée au-devant de la partie libre des baies de fenêtres. Toutefois, des dispositifs en lettres découpées, lumineuses ou non, sur transparents, pourront être installés après autorisation préalable et écrite du Préfet de la Seine (Art. 5).

Les dispositifs de publicité sur les combles et sur les murs séparatifs dont il s'agit à l'art. 4, consistent, d'une part, en panneaux d'affichage et dispositifs de publicité lumineuse ou non, installés sur les toits ; d'autre part, en peintures publicitaires faites sur les murs séparatifs dits murs pignons.

Ces différentes formes de publicité doivent faire l'objet d'une surveillance vigilante parce qu'elles affectent généralement de grandes dimensions et sont visibles de très loin.

Ces dispositifs de publicité sur combles ou sur murs pignons devront, pendant la durée des contrats, être tenus en bon état de propreté. En outre, à l'expiration des contrats, les murs séparatifs seront obligatoirement recouverts d'une teinte neutre unie, dans un délai de deux mois, à la charge des propriétaires ; les panneaux sur combles, dans le même délai, seront déposés, mais les armatures qui les soutiennent pourront rester en place et devront être entretenues en bon état ; il aurait mieux valu prévoir également leur suppression.

Au-dessus de la ligne de base des combles, les dispositifs de publicité devront s'inscrire dans le gabarit réglementaire des lucarnes, ce gabarit étant appliqué exactement au-dessus du mur de face de l'immeuble, sans considérer la hauteur théorique à laquelle pourrait s'élever ledit mur de face de l'immeuble, d'après la largeur de la voie.

Ainsi, on ne verra plus, établis sur des maisons peu éle-

vées, d’énormes panneaux qui, en prolongeant le mur de face jusqu’à la hauteur des maisons voisines, utilisent pour des besoins de publicité un gabarit que le règlement de 1902 avait seulement prévu pour la « construction ». Cette publicité colossale était en général établie au-dessus des combles de petites maisons situées en bordure de grandes places publiques ou de larges boulevards, elle « foisonnait » notamment sur les grands boulevards et sur les places Clichy, Blanche et Pigalle.

Les dispositifs de publicité sur les façades peuvent être, soit peints soit en saillie :

L’ensemble des dispositifs *peints* sur une façade d’immeuble, au-dessus du rez-de-chaussée ne pourra excéder une surface totale de 10 mètres carrés.

Aucun dispositif de publicité *en saillie* ne pourra être installé sans une permission de voirie demandée au Préfet de la Seine. A cet effet, la demande d’autorisation accompagnée de plans et dessins cotés, sera toujours présentée, ou tout au moins contresignée par le propriétaire de l’immeuble. Il n’est pas admissible, en effet, qu’un propriétaire puisse impunément se désintéresser de la publicité, parfois abusive, faite par un locataire sur son immeuble.

Toutefois, il sera toléré que les enseignes apposées sur les façades et faisant saillie sur l’alignement soient installées sans cette autorisation préalable, si l’ensemble des dispositifs d’une même publicité n’excède pas une surface totale de dix mètres carrés, sans préjudice des injonctions que l’Administration pourrait faire ultérieurement au constructeur, dans le cas où l’installation effectuée ne serait pas conforme aux prescriptions réglementaires ou motiverait des observations esthétiques (art. 5).

Ainsi, les commerçants pourront, suivant un ancien usage,

continuer à installer devant leurs locaux les enseignes de petite et de moyenne dimension, sans déposer à la Préfecture de la Seine aucune demande d’autorisation, ils devront seulement, lors de la pose des enseignes, observer les dispositions du règlement de voirie en ce qui concerne la saillie permise pour ces objets.

L’affichage sur les ponts de chemin de fer est interdit par l’art. 7 :

Les panneaux d’affichage fixés sur les poutres de ces ponts ne font qu’aggraver l’aspect peu esthétique de ces ouvrages.

Les exemples des passages supérieurs du chemin de fer de Ceinture au-dessus du cours de Vincennes, de la porte de la Villette, de la rue d’Auteuil, de la rue de Vaugirard, les différents ponts des lignes de Montparnasse, de Sceaux et de Vincennes, sont particulièrement caractéristiques à cet égard.

Par contre, de nombreux autres ouvrages, dépendant des chemins de fer, peuvent être utilisés par l’affichage, tels que les murs de clôture, les grilles et surtout les piliers en maçonnerie des viaducs. La Section permanente aurait souhaité que l’affichage pût y être interdit. Mais cette publicité faite en bordure de la voie publique est un peu moins grave, semble-t-il, que la précédente, et elle peut être mieux supportée si elle est faite d’une manière ordonnée.

C’est ainsi que la Ville de Paris a, depuis 1925, autorisé la Compagnie du chemin de fer métropolitain à concéder à un entrepreneur de publicité l’affichage sur les piliers en maçonnerie des viaducs du Métropolitain : il a été reconnu que c’était le seul moyen pratique de débarrasser ces ouvrages de toutes les affiches qui y étaient illicitement apposées.

Enfin *toute publicité sur les édifices publics* ou relevant de services publics, visible de la voie publique, sera soumise à l’autorisation préalable et écrite du Préfet de la Seine.

Telles sont les règles établies pour la publicité sur tout le territoire de Paris.

2° — *Réglementation dans les périmètres ordinaires.*

L’affichage est interdit sur le monument périmétré.

Toute publicité par *affichage collé ou peint*, est interdite aux abords de ce monument, sur les murs et grilles de clôture, pilastres, murs de soubassement et sur toutes les parties riveraines ou visibles de la voie publique des immeubles bordant les voies énumérées dans le périmètre.

Toute autre publicité, lumineuse ou non, n’est permise que sous les réserves qui suivent (art. 3).

L’article 4 précise que, dans les voies périmétrées, *les panneaux d’affichage appliqués au-devant des devantures ou des locaux vacants* sont formellement interdits, même lorsque ces panneaux en applique ne forment aucune saillie sur l’alignement.

Par contre, *sur les palissades de chantier* autorisées par l’Administration en vue de l’exécution des travaux, l’affichage pourra être toléré. Il en a été décidé ainsi, parce que les barrières de chantier non concédées à l’affichage, et constituées par des planches non jointes, ont généralement un aspect qui ne peut que nuire à la bonne tenue de la voie publique. Il semble préférable, dans l’intérêt même de l’esthétique, de concéder à l’affichage, mais un affichage ordonné et entretenu, ces palissades, qui ne sont d’ailleurs autorisées que pour une durée limitée.

Les *affichages peints sur murs pignons* sont interdits par l’art. 4, sauf dérogation à titre exceptionnel, autorisés préalablement et par écrit.

Quant aux *dispositifs de publicité en saillie*, ils ne pour-

ront être installés sans une permission de voirie demandée au Préfet de la Seine (art. 5).

Les enseignes provisoires sur toile peinte ou du type dit « *enseigne sur calicot* », sont interdites (art. 5).

Les dispositifs sur combles lumineux ou non, qui ne devaient pas tout d’abord dépasser la ligne de faite réelle des combles, pourront s’élever plus haut que ce niveau, conformément au désir exprimé par la 3^e Commission du Conseil Municipal, à la condition cependant d’être assimilables à une surélévation d’immeuble, de ne pas avoir plus de trois mètres de hauteur (sauf dérogation à titre exceptionnel motivée par l’état des lieux, ce qui permet d’infirmier cette dernière règle) et de n’utiliser que des foyers lumineux blancs ou blancs légèrement teintés.

Cette dernière prescription particulièrement importante, appliquée dans les périmètres ordinaires, a permis de ramener en définitive, dans cette catégorie, toujours suivant le vœu de la 3^e Commission, les périmètres de l’Opéra et de la Madeleine, ainsi que la partie inférieure des Champs-Élysées, que la Section permanente avait placés dans les périmètres exceptionnels.

Pour ces trois périmètres (Opéra, Madeleine, avenue des Champs-Élysées jusqu’aux rues Balzac et Galilée), la réglementation est donc celle des périmètres ordinaires avec quelques variantes ou restrictions propres à chacun, telles que : obligation de la lumière blanche ou légèrement teintée pour toutes les enseignes lumineuses, limitation de la hauteur des inscriptions, couleurs obligatoires pour les enseignes diurnes au-dessus du rez-de-chaussée.

En ramenant ainsi ces trois sites parisiens dans la catégorie des périmètres ordinaires sous la réserve de prescriptions spéciales, on a cherché, encore une fois, à concilier l’in-

dispensable défense esthétique de ces beaux quartiers avec le souci de ne pas entraver le développement du commerce qui s'y est installé depuis de nombreuses années.

Les *dispositifs au-devant et en travers des baies de fenêtres* sont interdits (art. 7).

Quant aux *dispositifs de publicité perpendiculaire aux façades*, ils pouvaient d'après le règlement de voirie du décret du 13 août 1902, former sur l'alignement une saillie allant jusqu'à deux mètres dans les voies de grande largeur ; de plus, l'usage s'était introduit de superposer ces dispositifs et de former ainsi de véritables écrans qui, de jour et de nuit, portent atteinte aux perspectives ; l'ordonnance de nombreux ensembles architecturaux était ainsi détruite.

Pour lutter contre ces abus, les premiers projets avaient pratiquement interdit ces dispositifs, en n'en tolérant qu'un par immeuble, dans la limite maxima d'un mètre de saillie. Cette hauteur fut ensuite portée à 2 mètres. Enfin, à la demande de la 3^e Commission du Conseil Municipal, dans le texte définitif, la hauteur totale autorisable des dispositifs superposés a été portée à 6 mètres, mais à la condition que l'ensemble reste au-dessous d'une cote de 10 mètres, prise par rapport au trottoir (l'interdiction des dispositifs de publicité non parallèles au mur de face, a été reportée aux seuls périmètres exceptionnels).

Ces dispositifs perpendiculaires aux façades seront obligatoirement blancs ou légèrement teintés dans le périmètre de la Madeleine, de l'Opéra et dans la partie inférieure de l'avenue des Champs-Élysées, de plus, ils restent interdits sur les façades des immeubles soumis à une servitude d'architecture comme les immeubles entourant le Théâtre National de l'Opéra.

Enfin, les dispositifs de publicité, placés en *retrait de l'a-*

lignement, mais visibles du monument périmétré ou visibles de la voie publique, en même temps que ledit monument, devront être établis conformément aux règles précédentes, sauf en ce qui concerne la nécessité d’une autorisation préalable.

Telle est la réglementation dans les périmètres ordinaires.

3° — *Réglementation des périmètres exceptionnels*

La réglementation est sensiblement la même dans les périmètres exceptionnels. Mais les *dispositifs de publicité dépassant le niveau de la ligne de faite réelle des combles* de l’immeuble, ainsi que ceux établis sur les superstructures des immeubles (souches de cheminée, cages des organes d’ascenseurs, garde-fous des terrasses, objets d’ornementation des combles, dômes, galeries, etc...) sont *interdits*.

Les lettres, chiffres ou monogrammes devront être blancs ou dorés ou jaune d’or, à l’exclusion formelle de toute autre couleur, sauf dans la hauteur du rez-de-chaussée.

Les dispositifs non parallèles au mur de face, sont interdits. Toutefois ils pourront être autorisés dans la hauteur du rez-de-chaussée. En aucun cas, ils ne pourront être établis à plus de 5 mètres au-dessus du trottoir, ni excéder une saillie de 1 m,50 par rapport à l’alignement de la voie.

Les dispositifs de *publicité lumineuse* devront être obligatoirement de *couleur blanche* ou de couleur blanche légèrement teintée. Sont interdites les couleurs intenses, notamment rouge, vert, ou bleu, ainsi que tout dispositif constitué par une juxtaposition apparente de couleurs complémentaires.

Sont *interdits*, sur les façades et sur les combles tous *dispositifs lumineux ou non, mobiles, scintillants ou à éclipse*.

Les dispositifs de publicité lumineux ou non, établis sur les combles et murs pignons de tous autres immeubles que ceux compris dans le périmètre fixé, qui seraient visibles du monument périmétré, ou en même temps d'un point quelconque des voies comprises dans le périmètre, sont soumises aux règles précédentes en ce qui concerne leur interdiction, leur autorisation préalable, la hauteur du dispositif et la couleur de la lumière.

Ainsi la vue, la perspective que l'on peut avoir d'un point quelconque du périmètre ne sera plus compromise par des dispositifs de publicité, même s'ils sont constitués au-delà du périmètre.

Telles sont les dispositions spéciales applicables aux périmètres exceptionnels.

4° — *Dispositions communes*

Voici quelques précisions communes aux trois ordres de réglementation :

Chaque fois qu'une *autorisation* est nécessaire, la procédure est la suivante :

Le pétitionnaire devra remettre à l'Administration, avec sa demande contresignée par le propriétaire de l'immeuble ou son représentant dûment qualifié, les dessins, coupe et élévation cotés du dispositif projeté. Il devra se conformer aux prescriptions qui, dans un délai de vingt jours pourront lui être faites par l'Administration.

Il est bien entendu que les refus d'autorisation opposés aux pétitionnaires, seront toujours motivés, sinon ils seraient illégaux. Ces refus ne pourront s'appuyer que sur l'inobservation des dispositions des règlements de voirie, ou encore sur l'article 118 de la loi de finance du 13 juillet

relatif à la protection des perspectives monumentales et des sites parisiens.

Par le terme « *dispositifs de publicité* », les arrêtés entendent réglementer *affiches et enseignes*. Ces dernières ne peuvent être interdites.

Seuls, dans les périmètres exceptionnels les dispositifs qui dépassent la ligne de faite réelle des combles sont interdits ; or ce n'est pas la situation normale des enseignes, et quand cela serait même, cette disposition ne fait, en somme, que fixer une hauteur maxima au-dessus de laquelle les enseignes ne pourraient s'élever, c'est une réglementation et non plus une interdiction.

De même, en interdisant les enseignes sur calicot dans les périmètre ordinaires et exceptionnels, ces arrêtés ne contre-carrent pas la loi, ils peuvent exiger des enseignes un minimum de bonne tenue, ce qui n'est pas le cas des enseignes sur calicot.

« Ce qu'ils n'auraient pû faire c'est, par une prescription d'une portée générale, interdire en principe et sauf autorisation préalable devant être demandée *dans tous les cas*, l'installation d'enseignes » (1) et (2).

(1) D'après l'arrêt du Conseil d'Etat du 3 juin 1938, à propos de la loi du 20 avril 1910 qui, ne parlant pas des enseignes, ne permettait pas de les interdire. Mais cette disposition de l'arrêt peut s'appliquer, par analogie, au décret-loi du 30 octobre 1935 qui, s'il parle des enseignes et permet de les réglementer, ne permet pas de les interdire ; à ce point de vue le cas est identique : défense d'interdire les enseignes ; en quoi consiste alors une interdiction véritable ? C'est à cette question que répond l'extrait de l'arrêt précité.

(2) Quand les nouveaux arrêtés veulent établir réellement une interdiction, il n'est question que de « l'affichage » ou de « toute publicité par affiche collée ». Ainsi, les art. 2 et 3 des arrêtés de réglementation des périmètres, interdisent « l'affichage » sur le monument considéré et « toute publicité par affiche collée » sur les immeubles visés au périmètre ; « toute autre publicité » (ce qui comprend les enseignes) n'est permise que sous « les réserves » qui suivent alors.

Ces dispositions des nouveaux arrêtés rentrent donc bien dans le cadre du décret du 30 octobre 1935, prévoyant dans son article 5 que « peuvent être réglementées les dimensions et le caractère des enseignes destinées à être apposées sur les immeubles de chaque commune ».

Enfin, quant aux *dispositifs de publicité lumineuse* (quand ils seront à nouveau visibles...), qui abusèrent si souvent de teintes vives et pénibles, la nouvelle réglementation va leur imposer une harmonie de teintes douces et pâles. M. Georges Claude, qui inventa le tube au néon, vient de réaliser le tube de lumière blanche par l’association du néon au mercure. C’est ainsi que la lumière blanche a pu être imposée dans les périmètres de l’Opéra, de la Madeleine, de la rue Royale, de l’Arc de Triomphe et dans tous les périmètres exceptionnels. Ailleurs, une publicité lumineuse aux couleurs atténuées mauve, bleu pâle, rose, devra de préférence se développer.

Ainsi disparaîtra la hurlante cacophonie de couleurs qu’offraient certaines rues de Paris, le soir. Une publicité lumineuse mesurée, faite avec goût, peut ne pas nuire à l’esthétique de Paris et peut-être même y contribuer et en éclairer certains aspects, à condition toutefois de ne pas nécessiter de supports affreux à voir le jour, le Paris nocturne ne doit pas nuire au Paris du jour.

Quelle est la situation des installations faites avant la publication de ces arrêtés ? Autrement dit, quelles sont les *dispositions transitoires* ?

Pourront être maintenues, à titre transitoire, jusqu’à l’expiration des contrats en cours, les installations faites avant la publication des nouveaux arrêtés. En aucun cas, le délai pendant lequel ces installations pourront être maintenues en place dans leur état actuel, ne pourra excéder six mois pour

les panneaux en appliquement visés par la réglementation générale (les plus intolérables peut-être...) et trois ans pour toutes les autres installations.

Quelles sont enfin les *sanctions* qui garantissent la nouvelle réglementation ?

Le décret-loi a prévu que les infractions aux dispositions des arrêtés réglementaires sur la publicité seraient punies conformément à l’art. 471, § 15, du Code Pénal. Les contrevenants n’encourront donc que l’amende de simple police, ce qui est évidemment une faible pénalité ; mais l’art. 11 du même décret-loi ajoute que cette peine sera appliquée sans préjudice de la lacération, de la saisie ou de la suppression immédiate des affiches interdites ou des panneaux et objets interdits ou non conformes aux prescriptions réglementaires.

Pour que l’attention du public soit attirée sur cette mesure nouvelle, cette disposition a été insérée dans tous les arrêtés réglementant l’affichage.

Il s’agit là d’une sanction dont on doit pouvoir escompter l’efficacité.

Telle est donc la réglementation actuelle de la publicité à Paris (1).

Ces dispositions « tiennent à la fois compte des observations faites par la 3^e Commission du Conseil Municipal et des désirs légitimes des représentants des industries de la publicité, désirs qui sont conciliables avec la nécessité de plus en plus urgente de protéger notre ville contre les excès provenant de l’absence jusqu’à ce jour d’une réglementation efficace, adaptée aux conditions actuelles de vie

(1) Voir à l’appendice II, le texte de la réglementation générale et la liste des périmètres.

« de notre grande Cité » (Mémoire de M. le Préfet de la Seine du 24 mars 1939 au Conseil Municipal.)

C'est donc forcément un compromis, mais « il était indispensable d'aboutir, la beauté de Paris était à ce prix », déclarait M. J. H. Becquet (conseiller municipal qui, depuis 1935, demandait une réglementation de la publicité) au Conseil Municipal, lors de l'exposé du projet, le 1^{er} avril 1939. « La chose n'était évidemment pas facile ; il fallait protéger Paris et ses monuments, ses perspectives, les plus belles de toutes les capitales du monde ; mais il fallait aussi permettre à l'industrie, au commerce de la publicité indispensable à la vie moderne, de vivre en faisant connaître nos richesses et nos produits. La nouvelle réglementation va dès à présent écarter de nos grandes places, qu'il s'agisse de l'Etoile, de la Concorde, de l'Opéra, du Palais-Royal, du Louvre, de la Bastille, toute cette publicité et toutes ces enseignes immondes qui les séparaient complètement et faisaient ressembler certains quartiers de Paris à de véritables champs de foire ». Et M. Doumerc, directeur du Plan de Paris, qui fut, avec la Section permanente, l'un des principaux artisans de la nouvelle réglementation, et chargé de l'exécution des mesures ainsi prises, concluait, le même jour, en ce termes : « J'exprimerai l'espoir que la réglementation si patiemment et soigneusement élaborée tienne pour l'embellissement de Paris toutes nos espérances. Il est possible que cette première œuvre ne soit pas parfaite ; il est possible qu'elle appelle plus tard des retouches, mais telle qu'elle se présente, elle réalise un progrès certain » (*Bulletin municipal officiel*, V. de P., avril 1939).

Paris attendait depuis des années une réglementation de la publicité trop souvent tapageuse et inesthétique, seul le

décret-loi du 30 octobre 1935 devait la rendre possible. Cette réglementation existe aujourd'hui.

Certes, elle aurait pu être plus complète au gré de la Section permanente.

Espérons du moins que la réglementation, telle qu'elle est, sera rigoureusement observée. La collaboration que les représentants des Chambres syndicales ont apportée à son élaboration devrait être un garant que l'Administration trouvera leur entier concours pour son application.

Contre l'affichage qui s'étalait sans ordre, sans méthode et trop souvent sans goût, Paris peut désormais se défendre.

Paris sera toujours Paris...

CONCLUSION

Les armes existent... Qu'attend-t-on pour s'en servir ?

Le décret-loi de 1935 permet de lutter contre l'abus de l'affichage... mais à la seule condition qu'il soit appliqué partout.

Les Sections permanentes peuvent obliger les préfets à statuer : c'est donc à elles uniquement, en définitive, que revient la responsabilité de l'esthétique.

Cependant, à l'extérieur des agglomérations, l'article 17 de la loi du 31 décembre 1938 édicte déjà des restrictions de l'affichage, en attendant que le projet de réforme l'interdise complètement.

Il ne faudrait à aucun prix que ce projet soit oublié.

Mais il semble qu'on puisse aller plus loin encore dans cette voie, en établissant une législation plus complète et plus restrictive.

C'est ainsi qu'à l'intérieur des agglomérations, où l'affichage resterait autorisé, la loi devrait, elle-même, évitant ainsi toutes lenteurs, toutes négligences, toutes oppositions possibles des autorités ou assemblées locales, poser certaines règles partout obligatoires :

1° Limiter la surface des affiches, en fixer le gabarit maximum — une affiche colossale ne peut être belle !

2° En même temps, en restreindre les emplacements, interdire leur apposition sur les murs pignons et sur les combles et la limiter à des panneaux spéciaux (comme l'affichage électoral) : sur palissades provisoires, dans des endroits appropriés tels que les gares de chemin de fer et du Métro-

politain, ceci sans aucun danger pour l'esthétique et dans l'intérêt de l'affiche elle-même.

Quant à la *règlementation de détails*, qui continuerait à dépendre des *autorités et assemblées locales* dans les agglomérations, elle pourrait entre autres mesures :

Prohiber l'affichage dans certains quartiers ;

Fixer des règles spéciales pour le jour et pour la nuit (1) qui posent pour l'affichage des problèmes très différents.

En contre-partie, il faudrait développer et spécialiser les expositions commerciales où l'affichage pourrait se développer librement (Art ménager, Foire de Paris, etc...).

Donc essentiellement orienter l'affichage vers l'esthétique.

D'ailleurs, une affiche agréable à voir, une affiche qui plaît n'aura-t-elle pas beaucoup plus d'effet commercial que celle qui ne vise qu'à obséder ?

Ainsi, l'affichage et l'esthétique « réconciliés » par le Droit contribueraient à la rééducation du goût public.

De grandes associations telles que la Société pour la protection des paysages de France et le Touring-Club de France consacrent depuis longtemps leurs efforts à cet idéal.

On a pu dire que la valeur d'un peuple dépend pour une grande part de la Beauté du cadre dans lequel il vit ; lui rendre plus de Beauté, c'est lui restituer ses qualités essentielles d'Ordre, de Mesure, d'Harmonie !

Vu :

Le Doyen,
G. RIPERT.

Vu :

Le Président de la Thèse
Achille MESTRE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
G. ROUSSY.

(1) Ainsi une enseigne lumineuse de Maxim's (périmètre de la rue Royale), a été autorisée, à la condition qu'elle soit repliée pendant le jour.

TITRE III

Appendices

APPENDICE I

1° DÉCRET-LOI DU 30 OCTOBRE 1935

RELATIF A LA PROTECTION DES MONUMENTS HISTORIQUES
ET DES PAYSAGES CONTRE LES ABUS DE L’AFFICHAGE

(*Journal Officiel* du 31 octobre 1935, rectificatif du 10 novembre 1935).

Le Président de la République française,

Sur le rapport du Président du Conseil Ministre des Affaires étrangères et des Ministres de l’Education nationale, des Finances, de l’Intérieur et des Travaux publics,

Vu la loi du 8 juin 1935 autorisant le Gouvernement à prendre par décret toutes dispositions ayant force de loi pour lutter contre la spéculation et défendre le franc.

Vu les lois du 12 juillet 1912, 30 juin 1923 et 29 avril 1926.

Le Conseil des Ministres entendu.

Décète :

Article 1^{er}. — « Par dérogation à l’article 16 de la loi du 29 juillet 1881 : les maires à leur défaut, les préfets des départements, le Préfet de la Seine à Paris, peuvent interdire l’affichage, même en temps d’élections, sur les édifices et monuments ayant un caractère artistique ».

Article 2. — « L’affichage est interdit :

1° Sur les immeubles et monuments classés ou inscrits à l’inventaire supplémentaire par application de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques, complétée par celle du 23 juillet 1927 ;

2° Sur les monuments naturels ou dans les sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque classés par application de la loi du 2 mai 1930 ».

Article 3. — « L’installation de panneaux et de tous objets destinés à la publicité ainsi que l’affichage peuvent être in-

terdits ou réglementés par le Préfet dans tout ou partie du territoire de chaque commune ».

Article 4. — « L'installation et la réglementation ainsi prévue sont prononcées par arrêté préfectoral rendu, après avis du Conseil municipal, sur la proposition de la Section permanente de la Commission départementale instituée par l'article premier de la loi du 2 mai 1930, à laquelle sont adjoints pour la circonstance deux représentants des entreprises de publicité, désignés dans les conditions qui seront fixées par le règlement prévu à l'article 13 du présent décret parmi les membres des groupements syndicaux de l'affiche et de l'affichage ».

Article 5. — « Peuvent être réglementés dans les conditions fixées à l'article 4, les dimensions et le caractère des enseignes destinées à être apposées sur les immeubles de chaque commune ».

Article 6. — « Si, dans le délai d'un mois à compter du jour où il a reçu communication de la délibération de la Section permanente, le préfet n'a pas statué sur la proposition contenue dans cette délibération, le Président de la Section permanente transmet une expédition de la délibération, au Ministre des Beaux-Arts qui statue par arrêté ».

Article 7. — La liste des arrêtés préfectoraux pris en application de l'article 4 du présent décret et les arrêtés ministériels pris en application de l'article 6 sera publiée au recueil des actes administratifs du département et affichée dans la commune intéressée ».

Article 8. — « Les affiches de toute nature qui seraient établies, en dehors d'une agglomération, sur un immeuble bâti ou non, autre qu'un mur de maison ou de clôture, sont soumises aux droits et taxes fixés par les lois des 12 juillet

1912, 30 juin 1923 et 29 avril 1926 » (abrogé par l'article 17 de la loi de Finances au 31 décembre 1938).

Article 9. — « Lorsque le propriétaire, le locataire ou leurs ayants-droit auront interdit ou réservé l'affichage sur un mur de maison ou de clôture, une palissade ou une construction quelconque, par l'une des mentions suivantes : « Défense d'afficher » ou « Emplacement réservé », tout délinquant sera puni des peines prévues au présent décret ».

Article 10. — « Les infractions aux dispositions des articles premier, 2 et 9 du présent décret, seront punies d'une amende de 50 à 1.000 francs. En cas de récidive, l'amende pourra être portée à 5.000 francs.

Les infractions aux dispositions des arrêtés réglementaires prévus à l'article 4 seront punies conformément à l'article 471, paragraphe 15 du Code pénal ».

Article 11. — « Ces deux systèmes de peines seront appliqués sans préjudice soit de la lacération, de la saisie ou de la suppression immédiate des affiches interdites ou non conformes aux prescriptions réglementaires, soit de la saisie ou de la suppression immédiate des panneaux et objets interdits ou non conformes aux prescriptions réglementaires. Cette suppression sera réalisée soit aux frais des délinquants ou contrevenants, soit par leurs soins ».

Article 12. — « A titre transitoire, pourront être maintenues jusqu'à l'expiration des baux en cours, sans que cette durée puisse excéder 3 ans, à compter de la publication du présent décret, les affiches déjà apposées en vertu de contrats passés avant ladite publication et ne répondant pas aux prescriptions réglementaires prévues par ce décret ».

Article 13. — « Un règlement d'administration publique déterminera les détails d'application du présent décret et notamment les conditions de désignation des représentants

des entreprises de publicité mentionnés à l'article 4 ainsi que la définition de l'agglomération pour l'application de l'article 8 ci-dessus ».

Article 14. — « La présente loi est applicable à l'Algérie ».

Article 15. — « Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret ».

Article 16. — « Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres, conformément à la loi du 8 juin 1935 ».

Article 17. — « Le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, les Ministres de l'Education nationale, des Finances, de l'Intérieur et des Travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel ».

2° MODIFICATIONS

A) *Décret du 17 juin 1938*

Vu la loi du 13 avril 1938 tendant au redressement financier.

Vu le décret du 30 octobre 1935 relatif à la protection des monuments historiques et des paysages contre les abus de l'affichage.

Article premier. — « Les affiches ne répondant pas aux prescriptions des arrêtés pris en application des articles 4 et 6 du décret du 30 octobre 1935 et apposées en vertu de contrats passés avant la publication de ces arrêtés, pourront être maintenues, à titre transitoire, pendant une durée de trois ans à compter de la publication desdits arrêtés.

Pourront également être maintenues, à titre transitoire, pendant une durée de trois ans, les enseignes non conformes aux prescriptions des arrêtés pris par application de l'article

5 du décret du 30 octobre 1935 et apposées avant la publication de ces arrêtés.

Les arrêtés pris en application des articles 4, 5 et 6 du décret du 30 octobre 1935 fixeront la durée pendant laquelle les affiches ou les enseignes non conformes à leurs prescriptions pourront être maintenues. Celles qui subsisteraient à l'expiration du délai accordé pour leur maintien provisoire, seront enlevées dans les conditions prévues à l'article 11 du décret du 30 octobre 1935 ».

Article 2. — « Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres, conformément à la loi du 13 avril 1938 ».

Article 3. — « Le Président du Conseil, Ministre de la Défense Nationale et de la Guerre ; les Ministres de l'Education Nationale et des Finances sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent décret ».

B) L'article 17 de la loi de finance du 31 décembre 1938

L'article 8 du décret du 30 octobre 1935 est remplacé par les dispositions suivantes :

Article 17. — « Hors agglomération, sauf réglementation ou interdiction prévue par les articles 1, 2, 3, 4, 5 et 6, l'affichage est autorisé seulement sur les murs de clôture et sur les murs des immeubles bâtis à usage commercial, industriel, agricole ou d'habitation, c'est-à-dire de tous bâtiments entièrement clos et couverts, servant à l'homme pour son travail, son habitation ou le logement de son matériel d'exploitation, de son cheptel ou de ses récoltes, à l'exclusion de hangar et toutes autres constructions qui, par leur disposition, leur exigüité, leur destination et leur utilisation, ne répondent pas à la définition ci-dessus ; ainsi que de toutes constructions, installations, écran, panneau, portatif spécial

ou aménagement quelconque, établis ou modifiés dans le but exclusif, principal ou détourné de servir de publicité ».

« Les infractions aux dispositions du présent article seront punies d'une amende de 50 à 1.000 francs. En cas de récidive l'amende pourra être portée à 5.000 francs ».

« Sont abrogées toutes dispositions contraires et notamment les droits et taxes fixés par les lois des 12 juillet 1912, 30 juin 1923 et 29 avril 1926, codifiées sous les articles 158 à 162 du Code du timbre ».

« Sont également supprimés de l'article 164 (premier alinéa) du Code du timbre les mots « et ne présentant pas le caractère de panneaux-réclames ».

APPENDICE II

Application du décret-loi du 30 octobre 1935, à Paris

1° RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE

(Arrêté du Préfet de la Seine du 1^{er} mai 1939

Bulletin municipal officiel du 10 mai 1939) (1)

Article premier. — « Dans toutes les voies publiques de Paris, partout où l'affichage n'est pas interdit ou réglementé par des dispositions spéciales, l'affichage par affiches collées sera soumis aux règles suivantes :

1° Dans la hauteur du rez-de-chaussée, les affiches qui devront toujours être parfaitement collées et tenues en bon état de propreté et d'entretien, ne couvriront pas plus des trois quarts de la surface susceptible d'être affectée à l'affichage, tant pour les murs de clôture et façades d'immeubles que pour les palissades formant à l'alignement clôture d'un terrain nu, ou pour les palissades de chantier placées régulièrement au droit des immeubles pour l'exécution de travaux autorisés ; le surplus de la surface des palissades devra être peint ou recouvert de papier formant cadre aux affiches et tenu en bon état de propreté pendant toute la durée de l'affichage ;

2° Les intéressés devront se soumettre aux prescriptions qui leur seraient faites, le cas échéant, par le Préfet de la Seine, en vue de la suppression ou de la modification des

(1) C'est le Directeur du Plan de Paris qui est chargé de l'exécution des arrêtés du Préfet de la Seine insérés au *Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Seine*.

affichages ou installations publicitaires qui seraient jugés contraires à la bonne tenue de la voie publique ».

Article 2. — « Dans toutes les voies publiques de Paris où l'affichage n'est pas interdit, les panneaux en appliquement ne devront être placés devant les boutiques vacantes que s'ils sont encastrés dans la baie de boutique ou éventuellement dans l'encadrement de la devanture de boutique et sans dépasser, dans n'importe quelle dimension, soit le cadre de la devanture, soit le seuil (ou parpaing) de la boutique.

La hauteur des panneaux en appliquement est limitée à 4 mètres au maximum à partir du sol de la voie publique sauf dérogations exceptionnelles motivées par la forme des baies ; dans tous les cas, l'affichage ne pourra pas dépasser la hauteur de 4 mètres.

Les buteurs des maisons d'affichage surmontant ces appliquements devront être conformes à un type général dont les dimensions seront fixées par les Chambres syndicales en accord avec l'administration.

Tout appliquement qui ne sera pas conforme à ces prescriptions, pourra être démonté par l'Administration dans les huit jours qui suivront l'emploi par celle-ci, d'une lettre recommandée à la maison d'affichage qui aura contrevenu aux prescriptions de cet article sans préjudice des peines prévues par l'art. 9.

Les panneaux d'affichage appliqués en saillie sur l'alignement devant les rez-de-chaussée d'immeubles vacants ne doivent pas être installés sans une autorisation préalable et écrite du Préfet de la Seine.

A cet effet, le propriétaire de l'immeuble ou son représentant qualifié, devra remettre à l'Administration avec sa demande les dessins, coupes et élévations, côtés, du panneau projeté. Il devra se conformer aux prescriptions qui, dans le

délai de vingt jours, pourront lui être faites par l'Administration pour l'installation dudit panneau ».

Article 3. — « Dans la hauteur des étages, y compris les étages des combles, il est interdit de placer toute affiche collée et d'obturer par des panneaux d'affichage les baies éclairant et aérant les locaux habitables, même si ces locaux sont momentanément inutilisés par l'habitation. Les installations de ce genre ne devront être placées que devant la partie de ces baies n'excédant pas la hauteur du garde-corps ».

Article 4. — « L'ensemble des dispositifs peints sur une façade d'immeuble, au-dessus du rez-de-chaussée, ne pourra excéder une surface totale de 10 mètres carrés.

Les dispositifs d'affichage peints sur des panneaux placés sur les combles d'un immeuble ou sur un mur séparatif dit « mur pignon » seront tenus en bon état de propreté pendant la durée des contrats. A l'expiration des contrats, les murs séparatifs seront obligatoirement recouverts, dans un délai de deux mois, d'un enduit de teinte neutre unie : ce travail sera à la charge des propriétaires, sauf stipulations contraires des contrats.

Dans le même délai et dans les mêmes conditions, les panneaux sur combles seront déposés ; les armatures qui les soutiennent pourront rester en place et continueront d'être entretenues en bon état.

A partir de la publication du présent arrêté, aucun affichage peint sur un nouveau « mur pignon » ne pourra être effectué sans une autorisation préalable et écrite du Préfet de la Seine qui fixera, le cas échéant, les conditions de cette autorisation. A cet effet, une liste des murs actuellement peints et certifiés conformes à la date du 31 mars 1939 par les Chambres syndicales intéressées, sera remise à l'Administration qui la complétera en tant que de besoin et qui pourra,

après l'expiration des contrats, inviter les usagers et annonceurs à lui soumettre la modification de certains affichages peints dans les sites urbains dignes de protection ».

Article 5. — « Aucune publicité ne sera autorisée au devant de la partie libre des baies de fenêtres. Toutefois, des dispositifs en lettres découpées, lumineuses ou non, ou sur transparents, pourront être installés après autorisation préalable et écrite du Préfet de la Seine.

Aucun dispositif de publicité, soumis aux prescriptions réglementaires ou législatives relatives à la hauteur et aux saillies des constructions, ne pourra être installé sans une permission de voirie, demandée au Préfet de la Seine, conformément à la réglementation en vigueur.

A cet effet, la demande d'autorisation accompagnée de plans et dessins cotés sera toujours présentée, ou tout au moins contresignée par le propriétaire de l'immeuble ou son représentant qualifié. Le pétitionnaire devra se conformer aux prescriptions qui, dans un délai de vingt jours, pourront lui être faites par l'Administration.

Toutefois, il sera toléré que les enseignes apposées sur les façades et faisant saillie sur l'alignement soient installées sans cette autorisation préalable, si l'ensemble des dispositifs d'une même publicité n'excède pas une surface totale de 10 mètres carrés, sans préjudice des injonctions que l'Administration pourrait faire ultérieurement au constructeur, dans le cas où l'installation effectuée ne serait pas conforme aux prescriptions réglementaires ou motiverait des observations d'ordre esthétique ».

Article 6. — Au-dessus de la ligne de base des combles, les dispositifs de publicité devront s'inscrire dans le gabarit réglementaire des lucarnes, ce gabarit étant appliqué exactement au-dessus du mur de face de l'immeuble, sans con-

sidérer la hauteur théorique à laquelle pourrait s’élever ledit mur de face, d’après la largeur de la voie ».

Article 7. — « Toute publicité est interdite sur les ponts de chemin de fer franchissant des voies publiques de Paris ».

Article 8. — « Toute publicité sur les édifices publics relevant de services publics, visible de la voie publique, sera soumise à l’autorisation préalable et écrite du Préfet de la Seine ».

Article 9. — « Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera poursuivie conformément aux lois en vigueur, sans préjudice de la lacération, de la saisie ou de l’enlèvement immédiat des affiches ou panneaux interdits ou non conformes aux prescriptions réglementaires qui précèdent, par application de l’article 11 du décret-loi du 30 octobre 1935 ».

Article 10. — « Pourront être maintenues à titre transitoire, jusqu’à l’expiration des contrats en cours, les installations faites avant la publication du présent arrêté. Les bénéficiaires de ces installations devront, dans un délai de quinze jours à dater de la notification qui leur sera faite de cet arrêté, donner notification à la Préfecture de la Seine (Bureau des alignements, 98, quai de la Rapée, Paris, XII^e arrondissement) des contrats concernant ces installations.

En aucun cas, le délai pendant lequel ces installations pourront être maintenues dans leur état actuel ne pourra excéder six mois pour les panneaux en applique et trois ans pour toutes les autres installations ».

2° RÉGLEMENTATION DES PÉRIMÈTRES ORDINAIRES

(*Bulletin municipal officiel* des 18-24-25-26-27 mai
et 1^{er}-2-3-6-7-8 juin, 18-19 et 20 août 1939)

Arrêtés du Préfet de la Seine des 15 mai et 29 juillet 1939

concernant les Monuments et Sites classés ou urbains ci-après :

Arènes de Lutèce	Ancien	15 mai
Archevêché (ancien). Ministère du Travail ..	»	»
Barrière d'Enfer pavillons	»	»
Barrière Monceau (Ronde du parc)	»	»
Barrière du Trône (pavillons et colonnes) ..	»	»
Barrière de la Villette (Ronde de la)	Nouveau	29 juillet
Couvent des Cordeliers	»	15 mai
Ecole de Médecine (ancienne)	Ancien	»
Ecole Nationale des Beaux-Arts	Nouveau	»
Observatoire	»	»

EGLISES :

l'Assomption	Ancien	15 mai
Saint-Etienne-du-Mont (voir Panthéon)	»	»
Saint-Eustache	»	»
Saint-Germain-l'Auxerrois	»	»
Saint-Germain-de-Charonne	»	»
Saint-Germain-des-Prés	»	»
Saint-Gervais	»	»
Saint-Leu	»	»
Saint-Médard	»	»
Saint-Merri	»	»
St-Nicolas-des-Champs (Prieuré de St-Martin)	»	»
Saint-Nicolas-du-Chardonnet	»	»
Saint-Paul, Saint-Louis	»	»
Saint-Roch	»	»
Saint-Séverin	»	»
Saint-Sulpice	»	»
Saint-Thomas-d'Aquin	»	»
Sorbonne	»	»
Val de Grâce	»	»
Visitation	»	»

FONTAINES :

Médicis	Nouveau	29 juillet
De la rue de Grenelle	Ancien	15 mai

HOTELS :

Béthune-Sully	»	»
Biron	Nouveau	29 juillet

Carnavalet	Ancien	15 mai
Hérouet	»	»
Des Invalides et Eglise	»	»
De Jeanne d'Albret	»	»
De Soubise et de Clisson	»	»
Lamoignon	»	»
Matignon (même arrêté que l'hôtel Biron) ..	Nouveau	29 juillet
De Rohan	Ancien	15 mai

PALAIS :

Des Archives Nationales	Ancien	15 mai
De Cluny (les Thermes)	»	»
De l'Elysée	»	»
Royal	»	»
Place des Vosges	»	29 juillet
Prieuré de St-Martin-des-Champs (voir Eglise St-Nicolas)	»	15 mai
Temple de l'Oratoire	Nouveau	»
Temple de Ponthémont	Ancien	»

TOURS :

De Clovis (voir Panthéon)	»	29 juillet
De St-Jacques-la-Boucherie	»	15 mai
De Jean-Sans-Peur	»	»

DISPOSITIONS SPÉCIALES concernant :

a) le périmètre du Théâtre National de l'Opéra.

Arrêté du Préfet de la Seine du 1^{er} mai 1939 (Bulletin Municipal officiel du 12 mai 1939).

b) le périmètre de l'Eglise de la Madeleine.

Arrêté du Préfet de la Seine du 1^{er} mai 1939 (Bulletin Municipal officiel du 13 mai 1939).

c) partie du périmètre de l'Arc de Triomphe de l'Etoile (de la rue Balzac au Rond-Point des Champs-Élysées).

Arrêté du Préfet de la Seine du 1^{er} mai 1939 (Bulletin Municipal officiel du 11 mai 1939).

3° RÈGLEMENTATION DES PÉRIMÈTRES EXCEPTIONNELS
concernant :a) le périmètre de l'Eglise Saint-Pierre-de-Montmartre et les
abords du Sacré-Cœur.

Arrêté du Préfet de la Seine du 15 mai 1939 (Bulletin Municipal officiel du 18 mai 1939).

b) le périmètre autour de l'Arc de Triomphe.

Arrêté du Préfet de la Seine du 1^{er} mai 1939 (Bulletin Municipal officiel du 11 mai 1939).

c) le périmètre autour du Palais de Chaillot.

Arrêté du Préfet de la Seine du 15 mai 1939 (Bulletin Municipal officiel du 20 mai 1939).

d) le périmètre autour du Champ de Mars et de l'Ecole Militaire.

Arrêté du Préfet de la Seine du 15 mai 1939 (Bulletin municipal officiel du 20 mai 1939).

DISPOSITIONS SPÉCIALES concernant :

a) le périmètre de la Place Vendôme.

Arrêté du Préfet de la Seine du 29 juillet 1939 (Bulletin municipal officiel du 10 août 1939).

b) le périmètre de la rue Royale.

Arrêté du Préfet de la Seine du 1^{er} mai 1939 (Bulletin Municipal officiel du 13 mai 1939).

4° RÉGLEMENTATION DES PÉRIMÈTRES SPÉCIAUX concernant :

a) les périmètres des monuments historiques avoisinant la Seine.

b) les abords de la Seine entre le pont d'Austerlitz et le pont de Passy.

Arrêté du Préfet de la Seine du 5 juin 1939 (Bulletin Municipal officiel du 19 juin 1939).

APPENDICE III

RÉGLEMENTATION PARTICULIÈRE CONTRE L'AFFICHAGE, A PARIS
SERVITUDES

En vertu d'actes administratifs et de conventions, d'après le
« Recueil d'actes administratifs et de conventions relatifs
« aux servitudes spéciales d'architecture, aux servitudes
« non aedificandi » et autres grevant les immeubles rive-
rains de certaines places ou voies publiques », par L. Taxil,
géomètre en chef de la Ville de Paris (Paris, 1905) :

Rue de Rivoli (depuis le n° 186 jusqu'à la rue de Mondovi),
p. 13.

Abords de l'Hôtel de Ville (place de l'Hôtel-de-Ville), avenue Victoria (entre la place de l'Hôtel-de-Ville et la rue Adolphe-Adam), rue Saint-Martin (entre le quai de Gèvres et l'avenue Victoria), p. 18-19.

Place du Louvre et rue du Louvre (entre la Seine et la rue de Rivoli), p. 20.

Place de l'Etoile, avenue du Bois-de-Boulogne, p. 21.

Abords du Bois de Boulogne, p. 22.

Rue de l'Elysée, p. 24.

Abords du Parc Monceau, p. 27 (avenues Vélasquez, Ruysdaël, Van Dyck, rue Rembrandt).

Rue Papin, n° 3 et 5 (Théâtre de la Gaîté), p. 29.

Abords de l'Eglise de la Trinité (d'après les procès-verbaux de la Commission du Vieux Paris, 1908, p. 124-126).

BIBLIOGRAPHIE

Journal Officiel.

Bulletin Municipal Officiel de la Ville de Paris.

Le Temps.

Journal des Débats.

Gazette des Tribunaux.

Gazette du Palais.

Recueil Dalloz.

Recueil Sirey.

Recueil d'Actes Administratifs et de Servitudes de Paris, par A. Taxil, 1905.

Procès-verbaux de la Commission du Vieux Paris, 1898-1935.

Bulletin de la Société pour la protection des Paysages de France.

Revue du Touring-Club de France.

LORSCH. — *La beauté de Paris et la loi 1913.*

Albert GUÉRARD. — *L'Avenir de Paris. 1929.*

SERRES. — *La protection des Sites Pittoresques. 1935.*

Procès-verbaux de la Section permanente des Sites de la Seine.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1-4
--------------------	-----

TITRE PREMIER

LEGISLATION DE L'AFFICHAGE

CHAPITRE PREMIER. — LE PRINCIPE : <i>La liberté de l'affichage.</i> La loi du 29 juillet 1881	6-11
CHAPITRE II. — <i>Essais de limitation</i>	12
§ 1 ^{er} . — Loi du 27 janvier 1902	12-14
§ 2. — Loi du 20 avril 1910	15-22
CHAPITRE III. — <i>Nouveau procédé de limitation. Les taxes fiscales prohibitives</i> (en dehors des agglomérations)	23-30
CHAPITRE IV. — <i>Possibilité de réglementation de l'affichage et codification</i> (Décret-loi du 30 octobre 1935)	31
§ 1 ^{er} . — Généralités	32-37
§ 2. — Fonctionnement	37-43
§ 3. — Application	43-46
CHAPITRE V. — <i>Vers une nouvelle législation.</i> (L'article 17 de la loi de finances du 31 décembre 1938 et projet de réforme)	47-53
CHAPITRE VI. — <i>De quelques textes complémentaires</i>	54-59

TITRE II

PARIS ET L'AFFICHAGE

CHAPITRE PREMIER. — <i>Textes spéciaux</i>	62
§ 1 ^{er} . — Enseignes et affiches en saillie sur la voie publique	62-70
§ 2. — La loi sur les perspectives monumentales	70-74
§ 3. — Les servitudes	74-79

CHAPITRE II. — <i>Application des textes généraux sur l'affichage à Paris</i>	80
§ 1 ^{er} . — Application des lois du 27 janvier 1902 et du 20 avril 1910	80-86
§ 2. — Application du décret-loi du 30 octobre 1935. Réglementation actuelle	86-109
CONCLUSION	110-111

TITRE III

APPENDICE

APPENDICE PREMIER. — Décret-loi du 30 octobre 1935 et ses modifications	114-119
APPENDICE II. — Applications, à Paris, du décret-loi du 30 octobre 1935 et arrêtés du Préfet de la Seine	120-127
1 ^o <i>Réglementation générale</i>	120-124
2 ^o <i>Périmètres ordinaires</i>	125-126
3 ^o <i>Périmètres exceptionnels</i>	126-127
4 ^o <i>Périmètres spéciaux</i>	127
APPENDICE III. — Réglementations particulières contre l'affichage. Servitudes	128
BIBLIOGRAPHIE	129
ILLUSTRATIONS	

